

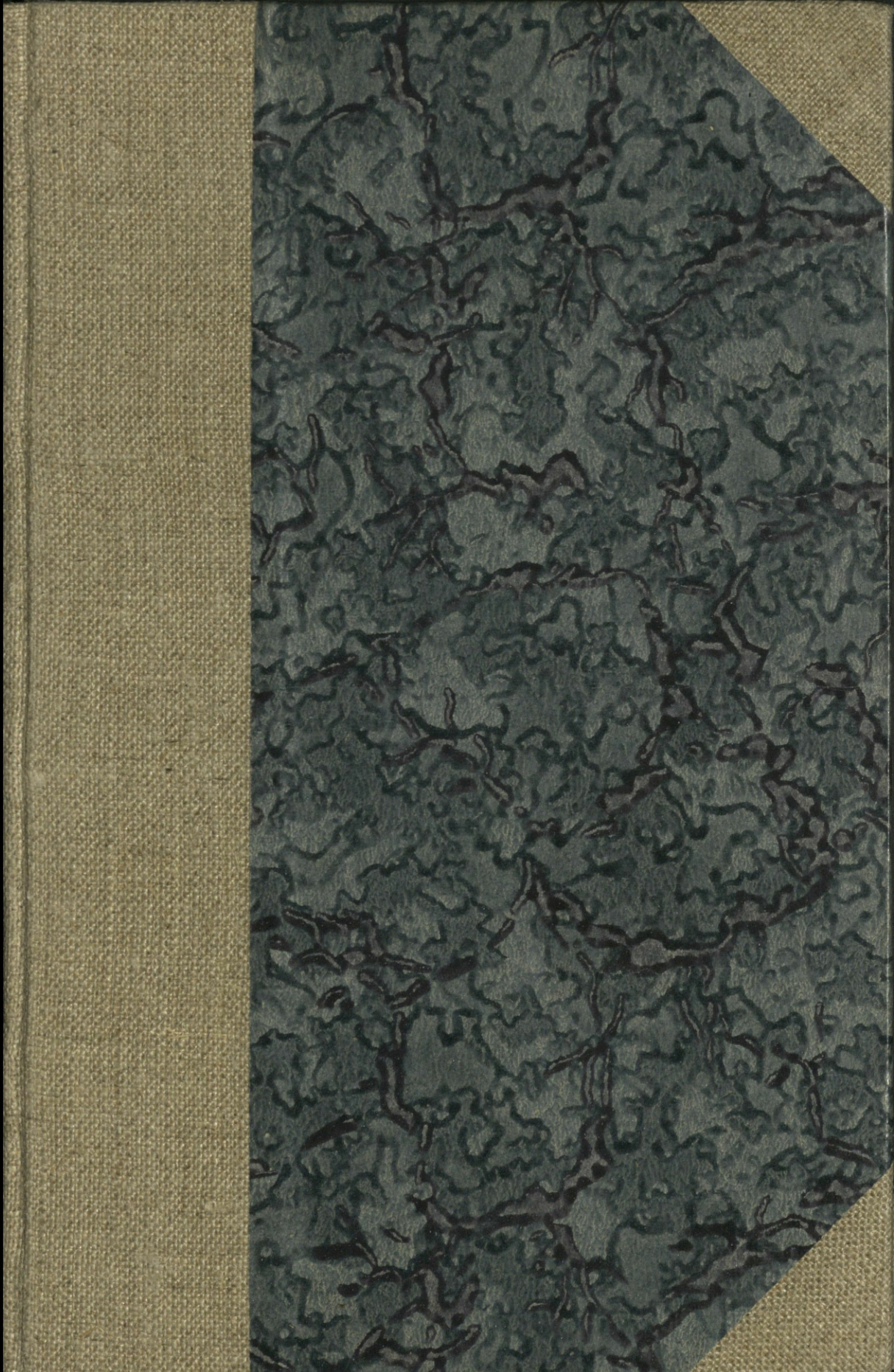
R G B WH GR BL

Grey Scale #13

C M Y K

DANES-PICTA .COM

A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19



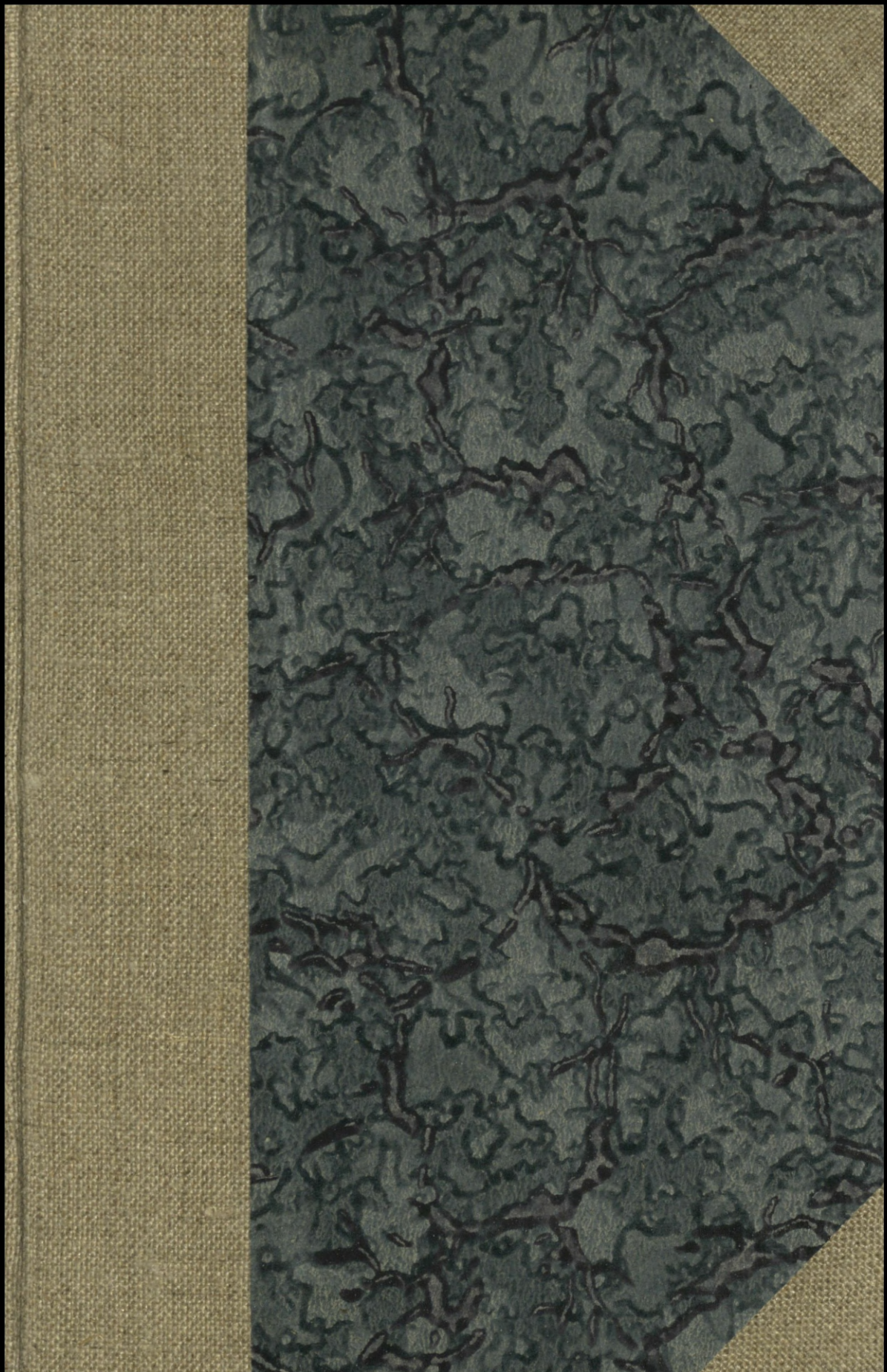
Colour Chart #13

Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black

Centimetres

Inches

DANES-PICTA .COM



CORRESPONDANCE

DU

GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

RELATIVE À LA

CRISE EUROPÉENNE.

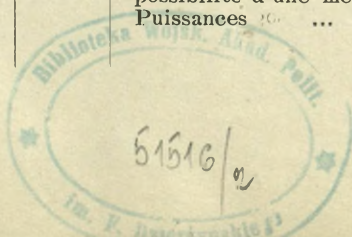
---

*Déposée sur le Bureau des deux Chambres du Parlement  
par ordre de Sa Majesté, août 1914.*

---

TABLE DES MATIÈRES.

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
1	A Sir H. Rumbold	1914. 20 juillet	Conversation de Sir E. Grey avec l'Ambassadeur d'Allemagne à propos de la situation inquiétante entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ... ..	1
2	Sir H. Rumbold ... (Télégraphique)	22	Le Secrétaire d'État allemand, estimant que l'Autriche-Hongrie a, par le passé, fait preuve de beaucoup de patience à l'égard de la Serbie, préfère ne pas intervenir ..	1
3	A Sir M. de Bunsen	23	Dans un entretien avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, Sir E. Grey fait ressortir les inconvénients de la fixation d'un délai dans la note à la Serbie et les dangers de conflagration européenne ... ..	2
4	Communiqué par l'Ambassadeur d'Autriche - Hongrie	24	Texte de la note austro-hongroise à la Serbie	4
5	A Sir M. de Bunsen (Télégraphique)	24	Dans un entretien avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, Sir E. Grey déconseille les demandes de l'Autriche comme incompatibles pour la Serbie avec la qualité d'État indépendant ... ..	8
6	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	24	Compte rendu d'un entretien avec le Ministre russe des Affaires Étrangères, dans lequel ce dernier suggère instamment que le Gouvernement anglais souligne les résultats de la visite de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg en proclamant sa solidarité avec la France et la Russie, et émet l'espoir qu'en tous cas ce Gouvernement exprimera fortement sa désapprobation des agissements austro-hongrois ... ..	9
7	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	24	Façon dont le Chargé d'Affaires russe envisage la situation ... ..	11
8	M. Crackanthorpe (Télégraphique)	24	Le Premier Ministre serbe espère que le Gouvernement anglais exercera son influence pour atténuer les demandes de l'Autriche-Hongrie ... ..	11
9	L'Ambassadeur d'Allemagne	24	L'Allemagne défend l'attitude de l'Autriche-Hongrie envers la Serbie ... ..	12
10	A Sir F. Bertie ...	24	Entretien avec l'Ambassadeur de France à propos de la note austro-hongroise et de la possibilité d'une médiation par les quatre Puissances ... ..	13



No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
11	A Sir H. Rumbold (Télégraphique)	1914. 24 juillet	Entretien avec l'Ambassadeur d'Allemagne, qui, après avoir justifié l'action de l'Autriche-Hongrie, déclare qu'il ne faut pas que la réponse serbe soit un simple déni	14
12	A M. Crackan- thorpe (Télégraphique)	24	Se consulter avec ses collègues russe et français au sujet des avis à donner au Gouvernement serbe dans le sans d'accéder au plus possible des demandes austro-hongroises	15
13	Communiqué par l'Ambassadeur de Russie	24	Des instructions ont été envoyées à l'Ambassadeur de Russie à Vienne pour qu'il demande une extension du délai accordé à la Serbie et réclame que l'Autriche-Hongrie fasse part aux Puissances des bases sur lesquelles elle fonde ses accusations contre cette dernière	15
14	A Sir F. Bertie ... A Sir G. Buchanan (Télégraphique)	25	L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie a déclaré que la mesure prise à Belgrade ne constitue pas un ultimatum	16
15	Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	25	Le Gouvernement français a donné à la Serbie des conseils analogues à ceux préconisés par le Gouvernement de Sa Majesté britannique (voir No. 12)	16
16	„ „ ... (Télégraphique)	25	Le Ministre français faisant fonctions de Ministre des Affaires Étrangères suggère de donner des conseils de modération à Vienne comme à Belgrade	17
17	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	25	Le Gouvernement russe estime qu'il est trop tard pour donner des conseils de modération à Belgrade, que la Grande-Bretagne doit agir de concert avec la France et la Russie et que la situation serait désespérée si l'Allemagne ne réussissait pas à retenir l'Autriche-Hongrie	17
18	Sir H. Rumbold ... (Télégraphique)	25	Le Secrétaire d'État allemand confesse que l'Autriche-Hongrie a bien l'intention d'agir militairement contre la Serbie	18
19	Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	25	Le Ministre italien des Affaires Étrangères déclare que l'Autriche-Hongrie ne se contentera de rien seul l'acceptation sans aucune condition de ses demandes par la Serbie	19
20	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	25	Le Ministre d'Autriche-Hongrie quittera Belgrade si la note n'est pas acceptée sans aucune condition ce soir à 6 heures	20
21	M. Crackan- thorpe (Télégraphique)	25	Court résumé du projet de réponse serbe	20

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
		1914.		
22	M. Crackanthorpe (Télégraphique)	25 juillet	Les représentants de la Russie et de la France n'ont pas encore reçu d'instructions, mais il est possible que la Russie a déjà conseillé la plus grande modération au Gouvernement serbe ... ..	20
23	„ „ „ (Télégraphique)	25	Départ du Ministre d'Autriche-Hongrie ...	21
24	A Sir G. Buchanan (Télégraphique)	25	Allusion au No. 6. Approbation de la déclaration relative à l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté britannique, le dernier ne peut faire davantage, mais désire beaucoup empêcher la guerre. Suggère la médiation des quatre Puissances en cas de mobilisation austro-russe ... ..	21
25	A Sir H. Rumbold (Télégraphique)	25	L'Ambassadeur d'Allemagne pense que l'Autriche pourrait accepter une médiation ...	22
26	A Sir M. de Bunsen (Télégraphique)	25	Communication de la Russie à l'Autriche-Hongrie réclamant prolongation du délai accordé à la Serbie et indication des données sur lesquelles l'Autriche base ses demandes. Appuyer la démarche ... ..	22
27	A Sir F. Bertie ... A Sir H. Rumbold A Sir G. Buchanan (Télégraphique)	25	L'ayant informé du projet de réponse serbe (voir No. 21), Sir E. Grey a exprimé à l'Ambassadeur d'Allemagne l'espoir que cette dernière exercerait son influence pour que l'Autriche - Hongrie l'accueille favorablement ... ..	23
28	[Néant.]			
29	A Sir R. Rodd ...	25	Informé du No. 25, l'Ambassadeur d'Italie déclare que celle-ci désire beaucoup voir éviter la guerre ... ..	24
30	A M. Crackanthorpe	25	Entretien avec le Ministre de Serbie, qui laisse entendre que, si cette dernière est prête à accéder à toutes demandes raisonnables de l'Autriche-Hongrie, elle ne saurait renoncer à certains idéals politiques ...	24
31	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	25	La réponse serbe n'est pas jugée satisfaisante ; on croit la guerre imminente ... ..	25
32	„ „ „ (Télégraphique)	25	Rend compte d'une conversation avec l'Ambassadeur d'Allemagne, qui estime que la Russie n'agira point ... ..	25
33	Sir H. Rumbold ... (Télégraphique)	25	Rend compte du retour soudain de l'Empereur à Berlin. Le Sous-Secrétaire d'État allemand estime que la Russie ne bougera pas à moins d'annexion de territoire serbe ...	26

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
34	Sir H. Rumbold ... (Télégraphique)	1914 26 juillet	L'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne a reçu des instructions pour faire part au Gouvernement austro-hongrois de l'espoir exprimé par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de voir l'Autriche faire un accueil favorable à la réponse serbe. Le Gouvernement allemand ne peut aller plus loin ...	26
35	Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	26	Le Ministre des Affaires Étrangères trouve bienvenue la proposition de conférence et le fait savoir à Vienne ...	27
36	A Sir F. Bertie ... A Sir H. Rumbold ... A Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	26	Vérifier si le Ministre des Affaires Étrangères s'accorde à une conférence à Londres et lui demander de faire insister à Vienne, Saint-Pétersbourg et Belgrade sur une suspension des opérations militaires en attendant ...	27
37	A Sir F. Bertie ...	26	Il importe de savoir si la France s'accorde à la suggestion que les quatre Puissances puissent engager Vienne et Saint-Pétersbourg à la modération ...	27
38	Sir R. Rodd ...	23	Compte rendu d'un entretien avec le Ministre italien des Affaires Étrangères, qui voit la gravité de la situation dans la pensée de l'Autriche-Hongrie qu'il y va de son prestige...	27
39	Communiqué par le Ministère de Serbie	27	Texte de la réponse serbe à note austro-hongroise ...	28
40	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	26	L'Ambassadeur de Russie dit que son Gouvernement n'est pas disposé à demander plus de temps et ne saurait rester indifférent si la Serbie est attaquée ...	31
41	" " ... (Télégraphique)	27	Estime que l'Autriche-Hongrie est absolument résolue à la guerre avec la Serbie ...	31
42	Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	27	Le Gouvernement français accepte la conférence ...	32
43	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	27	Le Secrétaire d'État allemand est opposé à la proposition de conférence, préconise des échanges de vues directs et a meilleur espoir ...	32
44	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	27	Le Ministre russe des Affaires Étrangères pense que la Triple Entente doit faire bloc devant l'Allemagne ...	33
45	" " ... (Télégraphique)	27	Le Ministre russe des Affaires Étrangères a décidé de proposer une conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg ...	34
46	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	27	Sir E. Grey a informé l'Ambassadeur d'Allemagne qu'il désire rester en contact avec cette dernière tant qu'elle travaillera à la paix et estime qu'elle devrait préconiser la modération à Vienne ...	34

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
47	A Sir G. Buchanan (Télégraphique)	1914. 27 juillet	L'Ambassadeur de Russie a été informé de l'attitude de la Grande-Bretagne. Est-ce que la Russie agirait si l'Autriche-Hongrie tombait d'accord de ne pas annexer de territoire serbe?... ..	35
48	A Sir M. de Bunsen	27	Dans un entretien l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie passe en revue la question serbe. Sir E. Grey exprime sa surprise de l'attitude adoptée par l'Autriche à l'égard de la réponse de la Serbie, car cette réponse implique déjà une profonde humiliation. La flotte anglaise restera réunie, mais il ne faut voir là qu'un indice de l'émotion inquiète du pays ... ..	36
49	A Sir R. Rodd ...	27	L'Ambassadeur d'Italie s'accorde à la proposition de conférence ... ..	37
50	Sir M. de Bunsen ...	28	Texte de la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie ... ..	38
51	Sir F. Bertie ...	27	Le Gouvernement français se rallie à la proposition de conférence ... ..	39
52	Ambassadeur de France	27	Le Gouvernement français est favorable à la proposition de conférence de la Grande-Bretagne ... ..	40
53	Communiqué par l'Ambassadeur de Russie	28	Télégramme indiquant que le Gouvernement russe est favorable à la proposition de conférence ... ..	40
54	" " ...	28	Télégramme faisant ressortir que le Gouvernement allemand paraît n'avoir pris aucune mesure pour induire l'Autriche-Hongrie à modifier son attitude envers la Serbie. La clef de la situation est à Berlin	41
55	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	27	Le Ministre russe des Affaires Étrangères emploiera toute son influence à Belgrade pour persuader à la Serbie de donner satisfaction à l'Autriche, mais il faut que son intégrité territoriale soit garantie et que ses droits de souveraineté soient respectés ... ..	41
56	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	27	La Russie ne pourra pas localiser la guerre; elle retiendra la Serbie autant que possible pour donner le temps d'un arrangement; l'Ambassadeur russe insiste pour que les conversations continuent à Saint-Petersbourg ... ..	42
57	Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	27	Façon de voir du Ministre italien des Affaires Étrangères à propos de la conférence et de la suspension des hostilités ... ..	42

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
		1914		
58	Sir F. Bertie (Télégraphique)	28 juillet	A communiqué la substance du No. 46 au Ministre des Affaires Étrangères, qui a bonne confiance que l'effet des observations de Sir E. Grey à l'Ambassadeur d'Allemagne sera en faveur de la paix ...	43
59	" (Télégraphique)	28	A communiqué le No. 47 au Ministre des Affaires Étrangères, qui apprécie pleinement le point de vue du Gouvernement de Sa Majesté britannique. L'Ambassadeur d'Allemagne a informé le Ministre des Affaires Étrangères que l'Autriche-Hongrie respectera l'intégrité de la Serbie, mais n'a point donné d'assurances au sujet de son indépendance ...	43
60	Sir E. Goschen (Télégraphique)	28	Allusion au No. 43. Le Secrétaire d'État allemand a parlé dans les mêmes termes aux Ambassadeurs de France et d'Italie. Sir E. Goschen est d'accord avec ses deux collègues pour penser que c'est moins le principe que la forme de la conférence qui motive les objections de l'Allemagne ...	44
61	Sir M. de Bunsen (Télégraphique)	28	Le Ministre des Affaires Étrangères déclare que l'Autriche ne saurait différer les mesures contre la Serbie. Rien ne peut maintenant empêcher le conflit ...	44
62	" (Télégraphique)	28	Le Ministre austro-hongrois des Affaires Étrangères dit que la guerre sera déclarée aujourd'hui, et qu'aucune médiation ne saurait être acceptée ...	44
63	Sir R. Rodd (Télégraphique)	28	A porté la substance du No. 27 au Ministre italien des Affaires Étrangères qui télégraphie des instructions analogues à Berlin et à Vienne ...	45
64	" (Télégraphique)	28	La Serbie pourrait encore accepter la totalité de la note autrichienne si certaines explications lui étaient données ...	46
65	M. Crackanhorpe (Télégraphique)	28	A engagé le Gouvernement serbe à la plus grande modération ...	46
66	" (Télégraphique)	28	Déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie ...	47
67	A Sir E. Goschen (Télégraphique)	28	La conférence proposée ne serait pas un arbitrage, mais une discussion privée et non protocolaire en vue de rechercher un moyen d'arranger les choses ...	47
68	" (Télégraphique)	28	Sir E. Grey est prêt à proposer que la suggestion de la modalité de la médiation par les quatre Puissances vienne du Secrétaire d'État allemand. Il tiendra l'idée en réserve jusqu'à ce que dessine le résultat des conversations austro-russes ...	47

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
		1914		
69	A Sir G. Buchanan (Télégraphique)	28 juillet	Se reportant au No. 55, Sir E. Grey exprimé sa satisfaction à la perspective de conversations austro-russes directes et demande de nouvelles précisions au sujet de ce que la Russie projette à Belgrade ... ..	48
70	Communiqué par le Comte Benckendorff	29	Texte de deux télégrammes portant que le Gouvernement russe annoncera la mobilisation partielle le 29 juillet; que son Ambassadeur à Vienne n'a pas été rappelé; et que la médiation du Gouvernement de Sa Majesté britannique est d'extrême urgence ... ..	48
71	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	28	Le Chancelier Impérial exprime son grand désir de travailler de concert avec l'Angleterre; étant donné que la Russie mobilise, il ne peut plus insister à Vienne dans le sens de la modération ... ..	48
72	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	28	Le Ministre russe des Affaires Étrangères est reconnaissant des paroles que Sir E. Grey a dites à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres (voir No. 46) et a fait entendre à celui de Saint-Pétersbourg que l'Allemagne devrait faire jouer son influence à Vienne ... ..	49
73	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	28	Annonce la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie ... ..	50
74	„ „ ... (Télégraphique)	28	L'Ambassadeur de Russie estime qu'une conférence à Londres des Puissances moins intéressées est la seule solution ... ..	51
75	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	29	Le Chancelier déclare qu'il est trop tard pour prendre, comme le suggère l'Angleterre, la réponse serbe comme base de discussion; il a fait conseiller à Vienne de dire très haut que les hostilités ont pour unique but d'amener la Serbie à donner des garanties d'exécution des demandes de l'Autriche ... ..	51
76	„ „ ... (Télégraphique)	29	Le Secrétaire d'État allemand déclare que toute apparence de pression modératrice à Vienne aurait probablement pour résultat de précipiter les choses; il s'inquiète des bruits de mesures militaires en France et en Russie ... ..	52
77	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	29	Sir E. Grey exprime la haute appréciation des paroles du Chancelier (voir No. 75) et la grande gratitude qu'il lui aura s'il sauvegarde la paix de l'Europe. La Grande-Bretagne continuera à faire tous ses efforts en ce sens ... ..	52
78	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	29	La Russie a donné l'ordre de mobilisation partielle. La substance du No. 68 a été communiquée au Ministre des Affaires Étrangères. L'Ambassadeur d'Allemagne assure que son Gouvernement continue à exercer une influence amicale à Vienne ... ..	53

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
79	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	1914 29 juillet	Les Ambassadeurs de France et d'Italie sont d'accord qu'aucune démarche à faire maintenant ne saurait plus arrêter la guerre avec la Serbie ... ..	54
80	Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	29	Le Ministre italien des Affaires Étrangères suggère que le Chancelier allemand pourrait suggérer une formule ... ..	55
81	A Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	29	Sir E. Grey croit comprendre que l'Autriche n'accepterait aucune forme de médiation entre elle et la Serbie ... ..	56
82	M. Beaumont ... (Télégraphique)	29	Il y a des chances pour que les desseins de l'Autriche s'étendent fort au delà du sandjak et de l'occupation de territoire serbe en manière de châtiment ... ..	56
83	M. Crackanthorpe (Télégraphique)	29	Fait part des remerciements du Premier Ministre serbe pour les déclarations faites à la Chambre des Communes le 27 juillet ...	56
84	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	29	L'Ambassadeur d'Allemagne déclare que le Chancelier tente une médiation entre l'Autriche et la Russie. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique fait instamment valoir que l'Allemagne devrait suggérer quelque méthode au moyen de laquelle les quatre Puissances pourraient conserver la paix entre l'Autriche et la Russie... ..	56
85	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	29	Le Secrétaire d'État allemand fait les offres suivantes: en considération de la neutralité de la Grande-Bretagne, le Gouvernement allemand donnerait toutes assurances de ne faire aucune acquisition territoriale aux dépens de la France, mais non aux dépens des colonies françaises; si les adversaires respectaient la neutralité de la Hollande, l'Allemagne donnerait l'assurance d'en faire autant; les opérations de l'Allemagne en Belgique dépendront de la façon dont la France agira, mais, à la fin de la guerre, la Belgique verra respecter son intégrité si elle n'a point pris parti contre l'Allemagne	57
86	Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	29	Le Ministre italien des Affaires Étrangères estime que l'heure est passée pour toutes nouvelles discussions sur la base de la note serbe ... ..	58
87	A Sir F. Bertie ...	29	Sir E. Grey a dit à M. Cambon qu'il a l'intention de prévenir l'Ambassadeur d'Allemagne que si les efforts en vue de la paix viennent à échouer, le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne se tiendra pas nécessairement à l'écart. Si la France se trouve entraînée, il y aura lieu pour ce Gouvernement de décider de l'attitude à prendre en s'inspirant les intérêts du pays...	58

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
88	A Sir E. Goschen ...	1914 29 juillet	Sir E. Grey a dit à l'Ambassadeur d'Allemagne que la déclaration de guerre par l'Autriche-Hongrie ayant rendu impossible la conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg, il serait de la dernière importance que, dans le cas où le Chancelier allemand échouerait dans ses tentatives de médiation, l'Allemagne proposait quelque modalité de coopération entre les quatre Puissances ... ..	60
89	,, ,,	29	A prévenu l'Ambassadeur d'Allemagne de la possibilité d'une intervention de la Grande-Bretagne dans certaines éventualités ...	60
90	,, ,,	29	A communiqué à l'Ambassadeur d'Allemagne le texte des propositions italiennes et de la réponse qui y a été faite; discussion de la question de médiation ... ..	61
91	A Sir M. de Bunsen	29	L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie a essayé de justifier l'attitude de son Gouvernement en dépit de la disposition témoignée par les Puissances de l'aider à obtenir satisfaction de la Serbie ... ..	62
92	A Sir R. Rodd ...	29	Par son Ambassadeur le Gouvernement italien suggère qu'un changement de procédure pourrait écarter les inconvénients que l'Allemagne voit à la médiation ... ..	63
93	Communiqué par le Comte Benckendorff	30	Correspondance télégraphique établissant que: (1) la Russie a insisté auprès de l'Autriche-Hongrie pour que cette dernière use de modération envers la Serbie; (2) la Russie a négocié avec le Gouvernement allemand; (3) le Gouvernement austro-hongrois décline la conversation directe avec le Gouvernement russe ... ..	63
94	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	29	Dans l'état d'esprit actuel de l'Autriche-Hongrie, il se peut que soient prises des mesures irrévocables si une intervention de l'Allemagne de concert avec les trois autres Puissances ne peut se produire immédiatement ... ..	65
95	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	30	L'Ambassadeur d'Allemagne, qui probablement connaissait d'avance le texte de la note austro-hongroise, fait preuve de sentiments anti-serbes et anti-russes extrêmes ...	66
96	,, ,, ... (Télégraphique)	30	Le Ministre des Affaires Étrangères austro-hongrois a informé l'Ambassadeur de Russie que, puisque celle-ci mobilise, l'Autriche doit en faire autant. Cela n'implique pas de menace ... ..	66

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
97	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	1914 30 juillet	L'Ambassadeur d'Allemagne a informé le Ministre russe des Affaires Étrangères que son Gouvernement garantirait que l'Autriche respecterait l'intégrité serbe; mais la Russie ne peut admettre que la Serbie devienne vassale de l'Autriche ... ..	67
98	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	30	Le Gouvernement allemand a demandé au Gouvernement autrichien s'il conviendrait à ce dernier d'accepter une médiation sur la base de l'occupation de Belgrade par les troupes autrichiennes et de l'émission des conditions dans cette capitale. Le Secrétaire d'État allemand dit que si la mobilisation russe a augmenté les difficultés, l'Allemagne n'a cependant pas fait de préparatifs militaires spéciaux ... ..	68
99	Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	30	Conversation avec le Président de la République au sujet de la communication de l'Allemagne à Saint-Petersbourg à propos de la mobilisation russe. Attitude pacifique de la France. Une déclaration de la Grande-Bretagne qu'elle appuierait la France empêcherait l'Allemagne de faire la guerre. Explication des difficultés que présente pareille déclaration ... ..	68
100	Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	30	L'Ambassadeur d'Allemagne à Rome pense que son Gouvernement pourrait empêcher l'Autriche de faire des demandes exorbitantes à la Serbie si cette dernière se résignait à l'occupation de Belgrade ... ..	69
101	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	30	Réponses au No. 85. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne peut prendre en considération propositions faites par l'Allemagne pour s'assurer sa neutralité. Pour de multiples raisons pareil marché avec l'Allemagne aux dépens de la France serait pour la Grande-Bretagne un déshonneur. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne saurait faire de ses obligations à l'égard de la neutralité belge l'objet d'un marchandage ... ..	70
102	" " ... (Télégraphique)	30	Sir E. Grey a prévenue l'Ambassadeur d'Allemagne que celle-ci ne doit pas compter sur l'abstention de la Grande-Bretagne dans toutes les hypothèses ... ..	71
103	A Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	30	L'Ambassadeur d'Allemagne déclare que le Gouvernement allemand conseillerait à l'Autriche de ne pas pousser au delà de Belgrade et de son voisinage pendant que les Puissances insisteraient auprès de la Serbie pour qu'elle donne une satisfaction suffisante pour apaiser l'Autriche. Sir E. Grey exprime l'ardent espoir que pareil accord intervienne ... ..	71

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
104	A Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	1914 30 juillet	Informen le Ministère des Affaires Étrangères du télégramme 102 à Sir G. Buchanan. Sir E. Grey a bonne confiance que l'Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg pourra persuader au Gouvernement russe de ne pas précipiter une crise ... ..	72
105	„ „ ...	30	Entretien avec l'Ambassadeur de France au sujet de l'attitude de la Grande-Bretagne dans le cas d'un conflit entre la France et l'Allemagne; envoie inclus copies des notes échangées avec l'Ambassadeur de France en 1912 et en raisonne la portée ... ..	72
106	Sir R. Rodd ... (Télégraphique)	30	L'Autriche a décliné de continuer les conversations directes avec la Russie. On croit que la possibilité que la Grande-Bretagne appuie la Russie et la France a amélioré les dispositions de l'Allemagne à donner des conseils plus conciliants à Vienne ... ..	74
107	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	30	A demandé au Secrétaire d'État allemand si le dernier a quelque modalité d'action à suggérer. Le Secrétaire a répondu qu'il était en communication avec Vienne pour gagner du temps; que le Chancelier "appuyait sur le bouton" à Vienne de toutes ses forces, et craignait d'avoir peut-être été trop loin ... ..	75
108	„ „ ... (Télégraphique)	31	Le Chancelier allemand déclare qu'étant donnée la mobilisation russe, l'Allemagne ne peut se tenir tranquille ... ..	76
109	„ „ ... (Télégraphique)	31	Rend compte d'avoir lu au Chancelier la réponse du Gouvernement de Sa Majesté britannique à son appel à la neutralité de la Grande-Bretagne (voir No. 101). Le Chancelier désire du temps pour y réfléchir ... ..	76
110	A Sir G. Buchanan (Télégraphique)	31	L'Ambassadeur d'Allemagne déclare que les conversations austro-russes ont repris à Vienne et à Saint-Pétersbourg. Il demande que la Russie suspende ses préparatifs militaires. Sir E. Grey a informé son Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne peut faire pareille demande à la Russie que si l'Autriche consent à limiter la pénétration de ses troupes en Serbie. Il exprime sa satisfaction de la reprise des conversations ... ..	76
111	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	31	Sir E. Grey a informé l'Ambassadeur d'Allemagne que si l'Autriche et l'Allemagne voyaient la possibilité de faire quelque proposition convenable, le Gouvernement de Sa Majesté britannique appuierait fortement cette dernière à Paris et à Saint-Pétersbourg ... ..	77

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
		1914		
112	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	31 juillet	Le Gouvernement allemand est sur le point de proclamer le "Kriegsgefahr" que suivra immédiatement la mobilisation. L'Allemagne se prépare à toutes éventualités ...	78
113	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	31	La Russie a donné l'ordre de mobilisation générale à cause des mouvements de troupes austro-hongroises dirigés contre elle. L'Allemagne fait également des préparatifs militaires. La Russie ne peut permettre à l'Allemagne de prendre une avance ...	78
114	A Sir F. Bertie ... A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	31	Est-ce que la France et l'Allemagne sont disposées à prendre des engagements au sujet de la neutralité belge? ... ..	79
115	A Sir F. Villiers ... (Télégraphique)	31	Informers le Gouvernement belge du No. 114. Sir E. Grey présume que la Belgique fera tout son possible pour maintenir sa neutralité ... ..	79
116	A Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	31	Sir E. Grey a informé l'Ambassadeur de France que le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne peut donner sa parole positive d'intervenir dans la guerre, mais examinera à nouveau la situation si quelque complication se produit ... ..	79
117	Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	31	Annonce l'ultimatum de l'Allemagne à la Russie. L'Ambassadeur d'Allemagne exige du Gouvernement français une réponse demain avant l'heure du soir au sujet de l'attitude de la France ... ..	80
118	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	31	L'Autriche-Hongrie se formalise de l'intervention russe en faveur de la Serbie ...	80
119	A Sir F. Bertie ...	31	Sir E. Grey a dénié à l'Ambassadeur de France que le Gouvernement de Sa Majesté britannique ait donné à entendre au Gouvernement allemand que la Grande-Bretagne resterait neutre. Mais il ne lui est pas possible de donner pour le moment à la France aucun engagement positif, bien qu'il soit possible que de nouvelles complications puissent justifier son intervention ... ..	81
120	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	31	Le Tsar s'est engagé à ce que pas un soldat russe ne franchisse la frontière tant que continuera la conversation avec l'Autriche ...	82
121	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	31	Le Gouvernement allemand apprécie les efforts de Sir Edward Grey pour la paix, mais ne peut prendre aucune proportion en considération en attendant la réponse de la Russie à l'ultimatum que lui a présenté l'Allemagne au sujet de sa mobilisation ... ..	83

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
122	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	1914 31 juillet	Neutralité belge. Allusion au No. 114. Le Secrétaire d'État ne peut répondre à la demande de la Grande-Bretagne avant d'avoir consulté l'Empereur et le Chancelier. Mais il doute que le Gouvernement allemand soit à même de faire une réponse quelconque ; ce Gouvernement prétend que la Belgique a fait acte d'hostilité ... ..	84
123	A Sir E. Goschen ...	1 août	Entretien avec l'Ambassadeur d'Allemagne à propos de l'effet que pourrait avoir sur l'opinion publique en Grande-Bretagne une violation quelconque de la neutralité belge. Sir E. Grey a refusé nettement de promettre sous n'importe quelle forme que l'Angleterre se rendra à l'écart ... ..	85
124	Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	31 juillet	Ultimatum de l'Allemagne à la Russie. Le Gouvernement français est anxieux de connaître de suite l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté britannique ... ..	85
125	„ „ ... (Télégraphique)	31	Neutralité de la Belgique (voir No. 114). Le Gouvernement français à respecter la neutralité belge à moins d'être obligé de faire autrement par sa violation par une autre Puissance ... ..	86
126	„ „ ... (Télégraphique)	1 août	L'Ambassadeur d'Allemagne a été informé que le Gouvernement français ne peut s'expliquer le motif de la communication allemande relative à l'attitude de la France dans le cas d'une guerre germano-russe (voir No. 117). L'Ambassadeur verra ce soir le Ministre des Affaires Étrangères ... ..	86
127	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	1	Mobilisation de l'armée et de la flotte autrichiennes ... ..	87
128	Sir F. Villiers ... (Télégraphique)	1	Neutralité belge. Allusion au No. 115. La Belgique compte que les Puissances respecteront et maintiendront sa neutralité, que, d'ailleurs, elle est résolue à défendre de toutes ses forces ... ..	87
129	Ministre d'État du Luxembourg	2	Le Gouvernement allemand a informé le Luxembourg que les mesures militaires que l'Allemagne pourra prendre dans ce pays ne constitueront pas un acte d'hostilité, mais n'ont pour but que de se garantir contre une attaque venant de France ... ..	87
130	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	1	Des navires marchands battant pavillon britannique ont été détenus à Hambourg. Requérir leur libération immédiate. Sir E. Grey appelle l'attention sur l'effet déplorable qu'aurait sur l'opinion publique en Grande-Bretagne la continuation de cette détention	88

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
		1914		
131	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	1 août	Le Gouvernement russe fait part de la disposition où serait l'Autriche de discuter avec la Russie et d'accepter une base de médiation. Sir E. Grey espère que le Gouvernement pourra utiliser la communication russe pour éviter la tension ... ..	88
132	„ „ ... (Télégraphique)	1	La Russie consent à la formule de la Grande-Bretagne comme base de médiation ...	88
133	„ „ ... (Télégraphique)	1	L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie a informé le Gouvernement russe que son Gouvernement est disposé à discuter la substance de son ultimatum à la Serbie... ..	89
134	Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	1	Conversation avec le Président de la République. Le Gouvernement allemand cherche à faire endosser à la Russie la responsabilité de la situation actuelle. Le Président justifie l'action de la Russie. L'Allemagne mobilise en réalité; il faut donc que la France en fasse autant. On tient les troupes françaises à 10 kilom. de la frontière, tandis que les Allemands ont poussé des pointes en territoire français. Le Gouvernement français ne désespère, cependant, pas encore de la possibilité d'éviter la guerre ...	89
135	A Sir G. Buchanan (Télégraphique)	1	Sir E. Grey a été informé de bonne source que l'Autriche-Hongrie a fait savoir au Gouvernement allemand qu'elle était disposée à accepter la proposition de Sir Edward relative à une médiation entre elle et la Serbie. L'action militaire continuerait contre la Serbie, mais il y aurait cessation de la mobilisation russe et des contre-mesures austro-hongroises ... ..	90
136	Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	1	La France a donné l'ordre de mobilisation générale à cause des mesures militaires allemandes ... ..	90
137	A Sir M. de Bunsen (Télégraphique)	1	L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie a donné l'assurance que les Autrichiens respecteront l'intégrité territoriale de la Serbie et n'occuperont pas le sandjak. L'Autriche n'a point "fait claquer la porte" ni ne se refuse à de nouveaux pourparlers avec la Russie ... ..	91
138	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	1	Le Gouvernement allemand a donné l'ordre de mobilisation. L'absence de réponse à l'ultimatum de l'Allemagne doit être considérée comme établissant l'état de guerre; la Russie en sera informée ... ..	91
139	Sir G. Buchanan ... (Télégraphique)	1	Le Ministre russe des Affaires Étrangères dit que la domination autrichienne en Serbie affecterait la Russie d'une manière vitale et qu'il est excédé de ses efforts	

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page
			incessants pour éviter la guerre. L'action du Gouvernement austro-hongrois et les préparatifs allemands ont forcé le Gouvernement russe à ordonner la mobilisation et la mobilisation de l'Allemagne a rendu la situation désespérée. En aucun cas ce ne sera la Russie qui commencera les hostilités	92
140	Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	1914. 1 août	Le Ministre de Guerre français a insisté auprès de l'attaché militaire britannique sur ce que le seul moyen d'assurer la paix est que la Grande-Bretagne prenne des mesures militaires. Le Ministre de la Guerre affirme qu'en se retirant de la frontière la France a donné la preuve de son désir de s'abstenir de toute provocation	93
141	Sir M. de Bunsen ... (Télégraphique)	1	L'Ambassadeur de Russie pense que le Gouvernement allemand voulait la guerre dès le début. Il explique la nature de la mobilisation russe et déclare que la Russie n'avait pas l'intention d'attaquer l'Autriche. L'Ambassadeur de France va parler avec instance au Ministre des Affaires Étrangères austro-hongrois. On s'inquiète de l'attitude de la Grande-Bretagne ... ..	94
142	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	1	Mobilisation générale de l'armée et de la marine allemandes ... ..	94
143	" " ... (Télégraphique)	1	Détention de vapeurs britanniques. Le Secrétaire d'État allemand a promis d'envoyer des ordres pour que les navires soient libérés sans retard ... ..	95
144	" " ... (Télégraphique)	2	Le Secrétaire d'État allemand dit que certains troupes russes ayant franchi la frontière, l'Allemagne et la Russie sont un état de guerre ... ..	95
145	" " ... (Télégraphique)	2	Les ordres de permettre de prendre la mer aux navires britanniques détenus à Hambourg ont été envoyés hier soir. C'est là une faveur spéciale pour le Gouvernement de Sa Majesté britannique. Les motifs de la détention sont que l'on posait des mines et qu'on prenait encore d'autres précautions	95
146	Sir F. Villiers ... (Télégraphique)	2	Le Gouvernement belge confirme le rapport qu'une force allemande a pénétré dans le Grand-Duché de Luxembourg ... ..	95
147	Le Ministre d'État du Luxembourg (Télégraphique)	2	Les actes des troupes allemandes dans le Luxembourg sont manifestement contraires à la neutralité du Grand-Duché garantie par le Traité de Londres de 1867. Une protestation a été faite aux représentants de l'Allemagne à Luxembourg et aussi au Secrétaire d'État allemand ... ..	96

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page
148	A Sir F. Bertie ... (Télégraphique)	1914. 2 août	Assurance donnée à l'Ambassadeur de France au sujet de la protection des côtes et les bâtiments français par la flotte britannique sous réserve du consentement du Parlement. Question de l'envoi d'un corps expéditionnaire britannique pour aider la France. Effet de la violation de la neutralité de Luxembourg et de la Belgique ... ..	96
149	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	2	Informers le Secrétaire d'État que le Gouvernement de Sa Majesté britannique compte que l'ordre déjà expédié de libérer les vaisseaux britanniques comporte également l'ordre de libération de leurs cargaisons ... ..	97
150	Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	3	Détention de vapeurs britanniques. On ne peut avoir de renseignements ... ..	97
151	Sir F. Villiers ... (Télégraphique)	3	Le Gouvernement français a offert cinq corps d'armée au Gouvernement belge. Celui-ci a répondu que tout en étant sincèrement reconnaissant de cette attention, il ne se propose pas de faire appel à la garantie des Puissances et prendra plus tard une décision sur la façon dont il entend agir ... ..	97
152	A Sir F. Bertie ...	3	Communication de l'Ambassadeur de France à l'effet que l'Italie n'estime pas qu'il y ait <i>casus foederis</i> ... ..	98
153	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	4	Neutralité belge. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique a été informé que le Gouvernement allemand a proposé à la Belgique une neutralité amicale comportant le libre passage à travers le territoire belge; cette proposition est accompagnée d'une menace de l'Allemagne en cas de refus. Le Gouvernement belge a décliné l'offre. Demander au Gouvernement allemand l'assurance immédiate qu'il ne donnera pas suite à sa menace ni ne violera la neutralité belge	98
154	Sir F. Villiers ... (Télégraphique)	4	Neutralité belge (voir No. 153). Devant la réponse de la Belgique le Gouvernement allemand a menacé de donner par la force effet à ses propositions ... ..	99
155	A Sir F. Villiers ...	4	Informers le Gouvernement belge que le Gouvernement de Sa Majesté britannique compte que la Belgique résistera à la tentative de violation de sa neutralité. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique est préparé à se joindre à la Russie et à la France pour aider le Gouvernement belge à résister à l'agression allemande et à garantir son indépendance et son intégrité à l'avenir ...	99
156	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	4	Exiger la libération immédiate des navires britanniques détenus dans les ports allemands	99

No.	Nom.	Date.	Sujet.	Page.
157	Communiqué par l'Ambassadeur d'Allemagne (Télégraphique)	1914 4 août	Assurance que l'Allemagne n'annexera en aucun cas de territoire belge. L'Allemagne est forcée de ne point tenir compte de la neutralité de la Belgique par la connaissance qu'elle a des plans français ... ..	100
158	Sir F. Villiers ... (Télégraphique)	4	Les troupes allemandes ont pénétré en territoire belge. Liège sommée de se rendre ...	100
159	A Sir E. Goschen ... (Télégraphique)	4	La neutralité belge est menacée par l'Allemagne. A moins que le Gouvernement allemand soit préparé à donner avant minuit l'assurance qu'il respectera la neutralité de la Belgique, l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique devra demander ses passeports et déclarer que son Gouvernement se considère comme tenu de prendre toutes mesures en son pouvoir pour remplir les obligations qu'il a prises par traités ... ..	100
160	Sir E. Goschen ...	8	Dépêche de l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Berlin au sujet de la rupture des rapports diplomatiques avec le Gouvernement allemand ... ..	101
161	Sir M. de Bunsen ...	1 sept.	Donne des détails sur les derniers jours de sa mission à Vienne. Effet produit par la réponse de la Serbie à la note autrichienne. La coopération des Ambassadeurs britannique, français et russe n'a pas été sollicitée par l'Ambassadeur d'Allemagne. L'Autriche et la Russie sur le point de s'entendre. L'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1 <sup>er</sup> août; un retard de quelques jours aurait pu éviter le catastrophe. Dernière entrevue avec le Comte Berchtold. Départ de Vienne le 14 août ... ..	106

CORRESPONDANCE DU GOUVERNEMENT  
BRITANNIQUE RELATIVE À LA CRISE  
EUROPÉENNE.

---

No. 1.

*Sir Edward Grey à Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin.*

Monsieur,

*Foreign Office, 20 juillet 1914.*

J'AI demandé aujourd'hui à l'Ambassadeur d'Allemagne s'il avait des nouvelles de ce qui se passait à Vienne à l'égard de la Serbie.

Il a dit qu'il n'en avait pas ; mais que l'Autriche allait certainement prendre une décision, et qu'il considérait la situation comme très peu rassurante.

J'ai dit que je n'avais rien entendu récemment, sauf que le Comte Berchtold, en parlant à l'Ambassadeur d'Italie à Vienne, avait protesté contre l'idée que la situation était grave, mais avait dit qu'elle devrait être éclaircie.

L'Ambassadeur d'Allemagne a dit que ce serait une chose très désirable si la Russie pouvait agir comme médiatrice à l'égard de la Serbie.

J'ai dit que je supposais que le Gouvernement autrichien ne ferait rien avant qu'il n'ait révélé au public leur plainte contre la Serbie, fondée, probablement, sur ce qu'il avait découvert lors du procès.

L'Ambassadeur a dit qu'il supposait certainement qu'on agirait sur une plainte qui serait rendue publique.

J'ai dit que cela rendrait plus facile à d'autres, telle que la Russie, de conseiller de la modération à Belgrade. En effet, plus l'Autriche pourrait maintenir sa demande dans des limites raisonnables, et plus la justification produite à l'appui de sa plainte serait forte, plus il y aurait de chances d'aplanir les choses. Je haïssais l'idée d'une guerre entre n'importe lesquelles des Grandes Puissances, et que n'importe laquelle d'entre elles fût entraînée dans une guerre par la Serbie serait détestable.

L'Ambassadeur était entièrement d'accord avec ce sentiment.

Je suis, &c.

E. GREY.

---

No. 2.

*Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 22 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 22 juillet 1914.*

HIER soir, j'ai rencontré le Secrétaire d'Etat des Affaires Étrangères, et, dans la conversation qui s'ensuivit, il a été fait allusion par son Excellence à la démarche autrichienne qui devait

avoir lieu à Belgrade. Son Excellence était évidemment d'avis que cette démarche de la part de l'Autriche aurait été faite plus tôt. Il a insisté que la question en jeu devait être réglée entre la Serbie et l'Autriche seules, et qu'il ne devait y avoir aucune intervention étrangère dans les discussions entre ces deux pays. Il avait, en conséquence, estimé qu'il n'était pas désirable que le Gouvernement d'Autriche-Hongrie fût approché par le Gouvernement allemand dans cette affaire. Il avait, toutefois, à plusieurs reprises, dans des conversations avec le Ministre serbe, souligné l'extrême importance que les relations austro-serbes fussent placées sur une base convenable.

Finalement, son Excellence me fit remarquer que depuis longtemps l'attitude adoptée envers la Serbie par l'Autriche avait été, dans son opinion, une attitude de grande tolérance.

No. 3.

*Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne.*

Monsieur,

*Foreign Office, 23 juillet 1914.*

Le Comte Mensdorff m'a dit aujourd'hui, que demain matin il pourrait me remettre officiellement la communication qu'il comprenait que l'Autriche faisait aujourd'hui à la Serbie. Il expliqua ensuite, parlant en simple particulier, quelle serait la nature de la demande. Comme il m'a dit que les faits seraient tous exposés dans le document qu'il me remettrait demain, il n'est pas nécessaire de les rapporter maintenant. J'ai compris qu'ils comprendraient la preuve de la complicité de quelques fonctionnaires serbes dans le complot pour assassiner l'Archiduc Franz-Ferdinand, et une longue liste de demandes faites, en conséquence, par l'Autriche à la Serbie.

A l'égard de tout ceci, j'ai dit que ce n'était pas un sujet sur lequel je pourrais offrir aucune observation avant de recevoir une communication officielle, et cela me semblait être un sujet sur lequel je ne pourrais probablement offrir aucune observation à première vue.

Mais, lorsque le Comte Mensdorff m'eut dit qu'il supposait qu'il y aurait quelque chose dans le genre d'une limite de temps, ce qui était en fait l'équivalent d'un ultimatum, j'ai dit que je le regrettais beaucoup. Commencer par une limite de temps pourrait enflammer l'opinion publique en Russie, et rendrait difficile, sinon impossible, de donner plus de temps, même si, après quelques jours, il paraissait que, en accordant plus de temps, il y avait espoir d'obtenir un arrangement pacifique et de recevoir une réponse satisfaisante de la Serbie. J'ai reconnu que, s'il n'y avait pas une limite de temps, les négociations pourraient traîner à l'excès; mais j'ai fait valoir qu'une limite de temps pouvait toujours être introduite plus tard; que si, pour commencer, les demandes étaient faites sans une limite de temps, l'opinion publique en Russie pourrait être moins excitée; après une semaine elle pourrait se calmer; et, si la cause de l'Autriche était très forte, il pourrait être manifeste que le Gouvernement russe serait en position d'user de son influence en faveur d'une

réponse satisfaisante de la Serbie. Une limite de temps était généralement une chose que l'on n'employait qu'en dernier ressort, après avoir essayé d'autres moyens et qu'ils aient échoués.

Le Comte Mensdorff a dit que si la Serbie, dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis l'assassinat de l'Archiduc, avait spontanément fait une enquête sur son propre territoire, tout ceci aurait pu être évité. En 1909, la Serbie avait dit, dans une note, qu'elle avait l'intention de vivre en termes de bon voisinage avec l'Autriche; mais elle n'avait jamais tenu sa promesse; elle avait soulevé une agitation, dont l'objet était de diviser l'Autriche; et il était absolument nécessaire à l'Autriche de se protéger.

J'ai dit que je ne ferais aucune observation ou critique sur ce que le Comte Mensdorff m'avait dit cet après-midi, mais je ne pouvais m'empêcher de m'étendre sur les terribles conséquences impliquées dans la situation. De grandes craintes m'avaient été exprimées, non pas spécialement par M. Cambon et le Comte Benckendorff, mais aussi par d'autres, sur ce qui pourrait arriver, et il m'avait été donné à entendre qu'il serait très désirable que ceux qui avaient de l'influence à Saint-Pétersbourg l'employassent en faveur de la patience et de la modération. J'avais répondu que la quantité d'influence que l'on pourrait utiliser dans ce sens dépendrait de la modération des demandes autrichiennes et de la force de la justification que l'Autriche pourrait avoir découverte pour faire ses demandes. Les conséquences possibles de la situation actuelle étaient terribles. Supposé qu'autant que quatre Grandes Puissances de l'Europe—disons l'Autriche, la France, la Russie et l'Allemagne—fussent en guerre, il me semblait que cela nécessiterait la dépense d'une somme d'argent si considérable et serait un tel obstacle au commerce, qu'une guerre serait accompagnée ou suivie d'un affaissement complet de l'industrie et du crédit européens. De nos jours, dans les grands États industriels, ceci voudrait dire un état de choses pire que celui de 1848, et, sans s'occuper de ceux qui pourraient être victorieux dans la guerre, beaucoup de choses seraient complètement emportées.

Le Comte Mensdorff ne fit aucune objection à cet exposé des conséquences possibles de la situation actuelle, mais il dit que tout dépendrait de la Russie.

Je fis la remarque que, dans un moment difficile comme le présent, il était aussi vrai de dire qu'il fallait être deux pour maintenir la paix qu'il était de dire, ordinairement, qu'il fallait être deux pour se disputer. J'espérais beaucoup, s'il y avait des difficultés, que l'Autriche et la Russie pourraient en premier lieu les discuter directement entre elles.

Le Comte Mensdorff a dit qu'il espérait que ceci serait possible; mais il était sous l'impression que l'attitude à Saint-Pétersbourg n'avait pas été récemment très favorable.

Je suis, &c.

F. GREY.

*Le Comte Berchtold au Comte Mensdorff.—(Communiqué par le Comte Mensdorff, 24 juillet 1914.)*

LE Gouvernement Impérial et Royal s'est vu obligé d'adresser jeudi le 23 de ce mois, par l'entremise du Ministre Impérial et Royal à Belgrade, la note suivante au Gouvernement Royal de Serbie :

“Le 31 mars 1909, le Ministre de Serbie à Vienne a fait, d'ordre de son Gouvernement, au Gouvernement Impérial et Royal la déclaration suivante :

“La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli créé en Bosnie-Herzégovine et qu'elle se conformera par conséquent à telle décision que les Puissances prendront par rapport à l'article 25 du Traité de Berlin. Se rendant aux conseils des Grandes Puissances, la Serbie s'engage dès à présent à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier, et elle s'engage, en outre, à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage.’

“Or, l'histoire des dernières années, et notamment les événements douloureux du 28 juin, ont démontré l'existence en Serbie d'un mouvement subversif dont le but est de détacher de la Monarchie austro-hongroise certaines parties de ses territoires. Ce mouvement, qui a pris jour sous les yeux du Gouvernement serbe, est arrivé à se manifester au delà du territoire du royaume par des actes de terroisme, par une série d'attentats et par des meurtres.

“Le Gouvernement Royal serbe, loin de satisfaire aux engagements formels contenus dans la déclaration du 31 mars 1909, n'a rien fait pour supprimer ce mouvement: il a toléré l'activité criminelle des différentes sociétés et affiliations dirigées contre la Monarchie, le langage effréné de la presse, la glorification des auteurs d'attentats, la participation d'officiers et de fonctionnaires dans les agissements subversifs, une propagande malsaine dans l'instruction publique, toléré enfin toutes les manifestations qui pouvaient induire la population serbe à la haine de la Monarchie et au mépris de ses institutions.

“Cette tolérance coupable du Gouvernement Royal de Serbie n'avait pas cessé au moment où les événements du 28 juin dernier en ont démontré au monde entier les conséquences funestes.

“Il résulte des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin que le meurtre de Sarajevo a été tramé à Belgrade, que les armes et explosifs dont les meurtriers se trouvaient être munis leur ont été donnés par des officiers et fonctionnaires serbes faisant partie de la ‘Narodna Odbrana,’ et enfin que le passage en Bosnie des criminels et de leurs armes a été organisé et effectué par des chefs du service-frontière serbe.

“Les résultats mentionnés de l'instruction ne permettent pas au Gouvernement Impérial et Royal de poursuivre plus longtemps

l'attitude de longanimité expectative qu'il avait observée pendant des années vis-à-vis des agissements concentrés à Belgrade et propagés de là sur les territoires de la Monarchie; ces résultats lui imposent au contraire le devoir de mettre fin à des menées qui forment une menace perpétuelle pour la tranquillité de la Monarchie.

“ C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement Impérial et Royal se voit obligé de demander au Gouvernement serbe l'énonciation officielle qu'il condamne la propagande dirigée contre la Monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste.

“ Afin de donner un caractère solennel à cet engagement, le Gouvernement Royal de Serbie fera publier à la première page du 'Journal officiel' en date du 26 juin (13 juillet) l'énonciation suivante :

“ Le Gouvernement Royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels.

“ Le Gouvernement Royal regrette que des officiers et fonctionnaires serbes aient participé à la propagande susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auquel le Gouvernement Royal s'était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars 1909.

“ Le Gouvernement Royal, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que dorénavant il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer.

“ Cette énonciation sera portée simultanément à la connaissance de l'Armée Royale par un ordre du jour de Sa Majesté le Roi et sera publiée dans le 'Bulletin officiel' de l'armée.

“ Le Gouvernement Royal serbe s'engage en outre :

“ 1° à supprimer toute publication qui excite à la haine et au mépris de la Monarchie et dont la tendance générale est dirigée contre son intégrité territoriale ;

“ 2° à dissoudre immédiatement la société dite 'Narodna Odbrana,' à confisquer tous ses moyens de propagande, et à procéder de la même manière contre les autres sociétés et affiliations en Serbie qui s'adonnent à la propagande contre la Monarchie austro-hongroise ; le Gouvernement Royal prendra les mesures nécessaires pour que les sociétés dissoutes ne puissent pas continuer leur activité sous un autre nom et sous une autre forme ;

“ 3° à éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction, tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie ;

" 4° à éloigner du service militaire et de l'administration en général tous les officiers et fonctionnaires coupables de la propagande contre la Monarchie austro-hongroise et dont le Gouvernement Impérial et Royal se réserve de communiquer les noms et les faits au Gouvernement Royal ;

" 5° à accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement Impérial et Royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie ;

" 6° à ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe ;

" des organes, délégués par le Gouvernement Impérial et Royal, prendront part aux recherches y relatives ;

" 7° à procéder d'urgence à l'arrestation du Commandant Voïja Tankosić et du nommé Milan Čiganović, employé de l'État serbe, compromis par les résultats de l'instruction de Sarajevo ;

" 8° à empêcher, par des mesures efficaces, le concours des autorités serbes dans le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière ;

" à licencier et punir sévèrement les fonctionnaires du service-frontière de Schabatz et de Ložnica coupables d'avoir aidé les auteurs du crime de Sarajevo en leur facilitant le passage de la frontière ;

" 9° à donner au Gouvernement Impérial et Royal des explications sur les propos injustifiables de hauts fonctionnaires serbes tant en Serbie qu'à l'étranger, qui, malgré leur position officielle, n'ont pas hésité après l'attentat du 28 juin de s'exprimer dans des interviews d'une manière hostile envers la Monarchie austro-hongroise ; enfin

" 10° d'avertir, sans retard, le Gouvernement Impérial et Royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents.

" Le Gouvernement Impérial et Royal attend la réponse du Gouvernement Royal au plus tard jusqu'au samedi, 25 de ce mois, à 6 heures du soir.

" Un mémoire concernant les résultats de l'instruction de Sarajevo à l'égard des fonctionnaires mentionnés aux points 7 et 8 est annexé à cette note."

J'ai l'honneur d'inviter votre Excellence de vouloir porter le contenu de cette note à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en accompagnant cette communication du commentaire que voici :

Le 31 mars 1909, le Gouvernement Royal serbe a adressé à l'Autriche-Hongrie la déclaration dont le texte est reproduit ci-dessus.

Le lendemain même de cette déclaration la Serbie s'est engagée dans une politique tendant à inspirer des idées subversives aux ressortissants serbes de la Monarchie austro-hongroise et à préparer ainsi la séparation des territoires austro-hongrois, limitrophes à la Serbie.

La Serbie devint le foyer d'une agitation criminelle.

Des sociétés et affiliations ne tardèrent pas à se former qui, soit ouvertement, soit clandestinement, étaient destinées à créer des désordres sur le territoire austro-hongrois. Ces sociétés et

affiliations comptent parmi leurs membres des généraux et des diplomates, des fonctionnaires d'État et des juges, bref les sommités du monde officiel et in officiel du royaume.

Le journalisme serbe est presque entièrement au service de cette propagande, dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et pas un jour ne passe sans que les organes de la presse serbe n'excitent leurs lecteurs à la haine et au mépris de la Monarchie voisine ou à des attentats dirigés plus ou moins ouvertement contre sa sûreté et son intégrité.

Un grand nombre d'agents est appelé à soutenir par tous les moyens l'agitation contre l'Autriche-Hongrie et à corrompre dans les provinces limithropes la jeunesse de ces pays.

L'esprit conspirateur des politiciens serbes, esprit dont les annales du royaume portent les sanglantes empreintes, a subi une recrudescence depuis la dernière crise balkanique; des individus ayant fait partie des bandes jusque-là occupées en Macédoine sont venus se mettre à la disposition de la propagande terroriste contre l'Autriche-Hongrie.

En présence de ces agissements, auxquels l'Autriche-Hongrie est exposée depuis des années, le Gouvernement de la Serbie n'a pas cru devoir prendre la moindre mesure. C'est ainsi que le Gouvernement serbe a manqué au devoir que lui imposait la déclaration solennelle du 31 mars 1909, et c'est ainsi qu'il s'est mis en contradiction avec la volonté de l'Europe et avec l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie.

La longanimité du Gouvernement Impérial et Royal à l'égard de l'attitude provocatrice de la Serbie était inspirée du désintéressement territorial de la Monarchie austro-hongroise et de l'espoir que le Gouvernement serbe finirait tout de même par apprécier à sa juste valeur l'amitié de l'Autriche-Hongrie. En observant une attitude bienveillante pour les intérêts politiques de la Serbie, le Gouvernement Impérial et Royal espérait que le royaume se déciderait finalement à suivre de son côté une ligne de conduite analogue. L'Autriche-Hongrie s'attendait surtout à une pareille évolution dans les idées politiques en Serbie, lorsque, après les événements de l'année 1912, le Gouvernement Impérial et Royal rendit possible, par une attitude désintéressée et sans rancune, l'agrandissement si considérable de la Serbie.

Cette bienveillance manifestée par l'Autriche-Hongrie à l'égard de l'État voisin n'a cependant aucunement modifié les procédés du royaume, qui a continué à tolérer sur son territoire une propagande, dont les funestes conséquences se sont manifestées au monde entier le 28 juin dernier, jour où l'héritier présomptif de la Monarchie et son illustre épouse devinrent les victimes d'un complot tramé à Belgrade.

En présence de cet état de choses le Gouvernement Impérial et Royal a dû se décider à entreprendre de nouvelles et pressantes démarches à Belgrade, afin d'amener le Gouvernement serbe à arrêter le mouvement incendiaire menaçant la sûreté et l'intégrité de la Monarchie austro-hongroise.

Le Gouvernement Impérial et Royal est persuadé qu'en entreprenant cette démarche il se trouve en plein accord avec les sentiments de toutes les nations civilisées, qui ne sauraient admettre

que le régicide devint une arme dont on puisse se servir impunément dans la lutte politique, et que la paix européenne fût continuellement troublée par les agissements partant de Belgrade.

C'est à l'appui de ce qui précède que le Gouvernement Impérial et Royal tient à la disposition du Gouvernement Royal de Grande-Bretagne un dossier élucidant les menées serbes et les rapports existant entre ces menées et le meurtre du 28 juin.

Une communication identique est adressée aux représentants Impériaux et Royaux auprès des autres Puissances signataires.

Vous êtes autorisé de laisser une copie de cette dépêche entre les mains de M. le Ministre des Affaires Étrangères.

*Vienne, 24 juillet 1914.*

---

#### ANNEXE.

L'instruction criminelle ouverte par le Tribunal de Sarajevo contre Gavrilo Princip et consorts du chef d'assassinat et de complicité y relative—crime commis par eux le 28 juin dernier—a jusqu'ici abouti aux constatations suivantes :

1°. Le complot ayant pour but d'assassiner, lors de son séjour à Sarajevo, de l'Archiduc François-Ferdinand fut formé à Belgrade par Gavrilo Princep, Nedeljko Čabrinović, le nommé Milan Čiganović et Trifko Grabež, avec le concours du commandant Voija Tankosić.

2°. Les six bombes et les quatre pistolets browning avec munition, moyennant lesquels les malfaiteurs ont commis l'attentat, furent livrés à Belgrade à Princip, Čabrinović et Grabež par le nommé Milan Čiganović et le commandant Voija Tankosić.

3°. Les bombes sont des grenades à la main provenant du dépôt d'armes de l'armée serbe à Kragujevac.

4°. Pour assurer la réussite de l'attentat, Čiganović enseigna à Princip, Čabrinović et Grabež la manière de se servir des grenades et donna, dans un forêt près du champ de tir à Tropschider, des leçons de tir avec pistolets browning à Princip et Grabež.

5°. Pour rendre possible à Princip, Čabrinović et Grabež de passer la frontière de Bosnie-Herzégovine et d'y introduire clandestinement leur contrebande d'armes, un système de transport secret fut organisé par Čiganović.

D'après cette organisation l'introduction en Bosnie-Herzégovine des malfaiteurs et de leurs armes fut opérée par les capitaines-frontières de Chabać (Rade Popović) et de Ložnica ainsi que par le douanier Rudivoj Grbić de Ložnica avec le concours de divers particuliers.

---

#### No. 5.

*Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 24 juillet 1914.*

UNE note adressée à la Serbie, avec une explication des raisons qui en sont la cause, m'a été communiquée par le Comte Mensdorff.

Dans la conversation qui suivit avec son Excellence, j'ai remarqué qu'il me paraissait être très regrettable qu'on ait insisté sur une limite de temps, et sur une limite si courte, au point où l'on en était. L'assassinat de l'Archiduc et quelques-unes des circonstances concernant la Serbie, citées dans la note, inspiraient de la sympathie pour l'Autriche, et ce n'était que naturel; mais, en même temps, je n'avais jamais vu avant un État adresser à un autre État indépendant un document d'un caractère aussi formidable. La demande No. 5 serait à peine compatible avec le maintien de la souveraineté indépendante de la Serbie si elle voulait dire, comme cela paraissait possible, que l'Autriche-Hongrie devrait être investie du droit de nommer des fonctionnaires qui exerceraient de l'autorité au dedans des frontières de la Serbie.

J'ai ajouté que j'avais de grandes appréhensions, et que je ne m'occuperais de l'affaire que purement et simplement au point de vue de la paix de l'Europe. Le fonds de la dispute entre l'Autriche et la Serbie ne concernait pas le Gouvernement de Sa Majesté, et les observations ci-dessus que j'avais faites n'étaient pas faites dans le but de le discuter.

J'ai conclu en disant que, sans doute, nous échangerions nos vues avec d'autres Puissances, et qu'il fallait que j'attendisse leurs vues quant à ce qui pourrait être fait dans le but de diminuer les difficultés de la situation.

Le Comte Mensdorff répondit que la situation actuelle aurait pu ne jamais se présenter si la Serbie avait tendu la main après l'assassinat de l'Archiduc; la Serbie n'avait, toutefois, montré aucun signe de sympathie ou de secours, bien que plusieurs semaines se fussent déjà écoulées depuis l'assassinat; une limite de temps, a dit son Excellence, était essentielle, à cause des retards de la Serbie.

J'ai dit que s'il y avait eu du retard de la part de la Serbie à répondre, on aurait pu introduire plus tard une limite de temps; mais, dans l'état actuel des choses, les termes de la réponse de la Serbie avaient été dictés par l'Autriche, qui ne s'était pas bornée à exiger une réponse dans une limite de quarante-huit heures à partir du moment de sa remise.

#### No. 6.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 24 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Saint-Petersbourg, 24 juillet 1914.*

J'AI reçu ce matin un message téléphonique de M. Sazonov, m'informant que le texte de l'ultimatum autrichien venait de lui parvenir.

Son Excellence ajouta qu'une réponse était exigée dans les quarante-huit heures, et il me pria de venir le trouver à l'Ambassade de France pour discuter l'affaire, car la démarche autrichienne voulait dire clairement que la guerre était imminente.

Le Ministre des Affaires Étrangères dit que la conduite de l'Autriche était tout à la fois provocante et immorale; elle n'aurait

jamais agi ainsi à moins que l'Allemagne n'ait été préalablement consultée ; quelques-unes de ses demandes étaient tout à fait impossibles à accepter. Il espérait que le Gouvernement de Sa Majesté ne manquerait pas de proclamer sa solidarité avec la Russie et la France.

L'Ambassadeur de France me donna à entendre que la France remplirait, si cela devenait nécessaire, toutes les obligations que lui imposait son alliance avec la Russie, outre qu'elle seconderait fortement la Russie dans toutes négociations diplomatiques.

J'ai dit que je vous télégraphierais un rapport complet de ce que leurs Excellences venaient de me dire. Je ne pouvais pas, naturellement, parler au nom du Gouvernement de Sa Majesté ; mais, personnellement, je ne voyais aucune raison de s'attendre à une déclaration de solidarité de la part du Gouvernement de Sa Majesté qui entraînerait un engagement absolu de sa part de soutenir la Russie et la France par la force des armes. Les intérêts directs de la Grande-Bretagne en Serbie étaient nuls, et une guerre en faveur de ce pays ne serait jamais sanctionnée par l'opinion publique de la Grande-Bretagne. A ceci, M. Sazonof répondit qu'il ne faut pas que nous oublions que la question générale européenne était impliquée, la question de la Serbie n'en formant qu'une partie et que la Grande-Bretagne ne pourrait pas se permettre de se dégager des problèmes maintenant en jeu.

En réponse à ces remarques, j'ai fait observer que je comprenais, de ce qu'il disait, que son Excellence proposait que la Grande-Bretagne se joignît à une communication qui serait faite à l'Autriche à l'effet qu'une intervention active par elle dans les affaires intérieures de la Serbie ne pourrait pas être tolérée. Mais supposant que l'Autriche, néanmoins, allait avoir recours à des mesures militaires contre la Serbie malgré nos représentations, était-ce l'intention du Gouvernement russe de déclarer de suite la guerre à l'Autriche ?

M. Sazonof dit que lui-même pensait que tout au moins la mobilisation russe devait être faite, mais qu'il y avait un Conseil des Ministres cet après-midi pour examiner la question dans toute son étendue. Un autre Conseil, présidé par l'Empereur, serait tenu probablement demain, quand une décision serait prise.

J'ai dit qu'il me paraissait que le point important était de persuader l'Autriche d'étendre la limite de temps, et que la première chose à faire était de faire peser sur l'Autriche une influence ayant ce but en vue. L'Ambassadeur de France, cependant, croyait que, ou l'Autriche avait décidé d'agir de suite ou elle bluffait. Dans n'importe quel cas, notre seule chance d'éviter la guerre était d'adopter une attitude ferme et unie. Il ne pensait pas qu'il y avait le temps de donner suite à ma proposition. Là-dessus, j'ai dit qu'il me semblait désirable pour nous de connaître exactement jusqu'à quel point la Serbie serait disposée à aller pour accepter les demandes formulées par l'Autriche dans sa note. M. Sazonof répondit qu'il fallait d'abord qu'il consultât ses collègues à ce sujet, mais que, sans doute, quelques-unes des demandes de l'Autriche pourraient être acceptées par la Serbie.

L'Ambassadeur de France et M. Sazonof continuèrent tous deux à me presser pour une déclaration de solidarité complète du Gouvernement de Sa Majesté avec les Gouvernements français et russe, et j'ai,

en conséquence, dit qu'il me semblait possible que vous voudriez, peut-être, consentir à faire de fortes représentations aux deux Gouvernements allemand et autrichien, faisant valoir auprès d'eux qu'une attaque sur la Serbie par l'Autriche mettrait en danger la paix entière de l'Europe. Peut-être, pourriez-vous trouver moyen de leur dire qu'une telle action de la part de l'Autriche amènerait probablement une intervention russe, qui impliquerait la France et l'Allemagne, et qu'il serait difficile à la Grande-Bretagne de rester à l'écart si la guerre devenait générale. M. Sazonof répondit que tôt ou tard nous serions entraînés à la guerre si elle éclatait; nous aurions rendu la guerre plus probable si, dès le début, nous ne faisons pas cause commune avec son pays et avec la France; en tout cas, il espérait que le Gouvernement de Sa Majesté exprimerait une forte réprobation de la décision prise par l'Autriche.

Le Président de la République française et le Président du Conseil ne peuvent être de retour de Russie en France avant quatre ou cinq jours, et il semblerait que l'Autriche ait choisi exprès ce moment pour envoyer son ultimatum.

Il me semble, d'après le langage tenu par l'Ambassadeur de France que, même si nous déclinons de nous joindre à elles, la France et la Russie sont résolues à prendre fortement position.

## No. 7.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 24 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Vienne, 24 juillet 1914.*

AVANT de partir en congé, l'Ambassadeur de Russie m'a assuré que toute démarche quelconque faite par l'Autriche pour humilier la Serbie ne pouvait laisser la Russie indifférente.

Le Chargé d'Affaires russe a été reçu ce matin par le Ministre des Affaires Étrangères et lui a dit, comme étant son point de vue personnel, que la note autrichienne était rédigée dans une forme qui rendait son acceptation impossible dans sa forme actuelle, et que les termes en étaient à la fois inusités et péremptoires. Le Ministre des Affaires Étrangères répondit que le Ministre autrichien avait reçu des instructions de quitter Belgrade à moins que les demandes autrichiennes ne fussent acceptées intégralement avant 4 heures de l'après-midi demain. Son Excellence ajouta que la Double-Monarchie sentait que son existence même était en jeu, et que la démarche faite avait causé une grande satisfaction dans tout le pays. Elle ne pensait qu'aucune Puissance pût soulever d'objections contre ce qui avait été fait.

## No. 8.

*M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Belgrade, à Sir Edward Grey.—(Reçu 24 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Belgrade, 24 juillet 1914.*

LES demandes de l'Autriche sont considérées absolument inacceptables par le Gouvernement serbe, qui espère ardemment que le

Gouvernement de Sa Majesté croira pouvoir amener le Gouvernement autrichien à les modérer.

Cette requête m'a été exprimée par le Premier Ministre serbe, qui est revenu de bonne heure ce matin à Belgrade. Son Excellence est abattue et est visiblement très inquiète quant aux développements qui peuvent surgir.

No. 9.

*Note communiquée par l'Ambassadeur d'Allemagne 24 juillet 1914.*

LES publications du Gouvernement austro-hongrois concernant les circonstances dans lesquelles l'assassinat de l'héritier présomptif de l'Autriche et de son épouse a eu lieu dévoilent clairement les visées que la propagande de la Grande-Serbie nourrit et les moyens qu'elle emploie pour les réaliser. Les faits qui sont maintenant connus doivent aussi faire disparaître les derniers doutes que le centre d'activité de toutes ces tendances, qui sont dirigées pour amener le détachement de la Monarchie austro-hongroise des provinces slaves du Sud et leur incorporation dans le Royaume de Serbie, se trouve à Belgrade et travaille avec, tout au moins, la connivence de membres du Gouvernement et de l'armée.

Les intrigues serbes se poursuivent depuis plusieurs années. Sous une forme nettement marquée, le chauvinisme grande-serbe s'est manifesté pendant la crise bosnienne. C'est seulement grâce à la grande retenue et à la modération du Gouvernement austro-hongrois et à l'intervention énergique des Grandes Puissances que les provocations serbes, auxquelles l'Autriche-Hongrie était alors exposée, n'ont pas amené un conflit. L'assurance de bonne conduite pour l'avenir donnée par le Gouvernement serbe à cette époque n'a pas été observée. Sous les yeux, au moins avec l'autorisation tacite de la Serbie officielle, la propagande de la Grande-Serbie s'est augmentée continuellement en étendue et en intensité; à son compte doit être attribué le crime récent dont les fils conduisent à Belgrade. Il est devenu clairement évident qu'il ne serait compatible ni avec la dignité, ni avec la préservation de la Monarchie austro-hongroise, de rester inactive plus longtemps en vue de cette agitation de l'autre côté de la frontière qui menace constamment la sécurité et l'intégrité de ses territoires. Dans ces circonstances, la façon de procéder et les demandes du Gouvernement austro-hongrois ne peuvent être regardées autrement que comme équitables et modérées. Malgré cela, l'attitude adoptée récemment par l'opinion publique et aussi par le Gouvernement en Serbie n'exclut pas l'appréhension que le Gouvernement serbe pourrait refuser de satisfaire à ces demandes et pourrait se laisser entraîner dans une attitude provocatrice contre l'Autriche-Hongrie. Le Gouvernement austro-hongrois, s'il ne veut pas définitivement abandonner la position de l'Autriche comme une Grande Puissance, n'aurait alors aucun autre choix que d'obtenir l'exécution de ses demandes par le Gouvernement serbe par une forte pression, et, si nécessaire, par l'emploi de mesures militaires, le choix des moyens devant lui être laissé.

Le Gouvernement Impérial veut exprimer son opinion avec

énergie que dans le cas présent il n'est question que d'une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, et les Grandes Puissances devraient sérieusement essayer de la restreindre à celles qu'elle concerne immédiatement. Le Gouvernement Impérial désire ardemment que le conflit soit localisé, parce que toute intervention d'une autre Puissance serait, en vue des différentes obligations qui résultent des traités, suivie de conséquences incalculables.

## No. 10.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

Monsieur,

*Foreign Office, 24 juillet 1914.*

APRÈS avoir parlé à M. Cambon aujourd'hui du communiqué autrichien à la Serbie, que j'ai reçu ce matin, et de la critique que j'avais faite là-dessus hier au Comte Mensdorff, j'ai dit à M. Cambon que cet après-midi je devais voir l'Ambassadeur d'Allemagne, qui m'avait demandé, il y a quelques jours, en particulier, d'exercer une influence modératrice à Saint-Pétersbourg. Je dirais à l'Ambassadeur que naturellement, si la présentation de cet ultimatum à la Serbie n'amenait pas de difficultés entre l'Autriche et la Russie, nous n'avons pas à nous en occuper ; mais si la Russie considérait l'ultimatum autrichien comme le considérerait, il me semble, toute Puissance intéressée à la Serbie, je serais tout à fait impuissant, en vue des termes de l'ultimatum, pour exercer n'importe quelle influence modératrice. Je dirais que je pensais que la seule chance d'exercer une influence médiatrice ou modératrice était pour l'Allemagne, la France, l'Italie et nous-mêmes, qui n'avons pas d'intérêts directs en Serbie, d'agir ensemble dans l'intérêt de la paix, simultanément à Vienne et à Saint-Pétersbourg.

M. Cambon dit que s'il y avait une chance de médiation par les quatre Puissances, il n'avait aucun doute que son Gouvernement serait heureux d'y participer ; mais il remarqua que nous ne pouvions rien dire à Saint-Pétersbourg avant que la Russie n'ait exprimé une opinion ou agi d'une façon quelconque. Mais, après deux jours, l'Autriche envahirait la Serbie, car il n'était pas possible pour les Serbes d'accepter les exigences autrichiennes. La Russie serait forcée, par l'opinion publique en Russie, d'en venir aux mains aussitôt que l'Autriche attaquerait la Serbie, et, par conséquent, une fois que les Autrichiens auraient attaqué la Serbie il serait trop tard pour toute médiation.

J'ai dit que je n'avais pas songé que quelque chose serait dit à Saint-Pétersbourg avant qu'il ne fût clair qu'il y aurait difficulté entre l'Autriche et la Russie. J'avais pensé que si l'Autriche s'avancait en Serbie, et que si alors la Russie mobilisait, il serait possible aux quatre Puissances d'insister auprès de l'Autriche pour qu'elle arrêât son avance, et auprès de la Russie pour qu'elle fit de même, en attendant la médiation. Mais il serait essentiel pour qu'une telle démarche eût une chance de succès que l'Allemagne y participât.

M. Cambon dit qu'il serait trop tard une fois que l'Autriche aurait commencé ses opérations contre la Serbie. L'important était de

gagner du temps par une médiation à Vienne. La meilleure chance de faire accepter celle-ci serait que l'Allemagne la proposât aux autres Puissances.

J'ai dit que par ceci il voulait dire une médiation entre l'Autriche et la Serbie.

Il répondit qu'il en était ainsi.

J'ai dit que j'en parlerais à l'Ambassadeur d'Allemagne cet après-midi.

Je suis, &c.

E. GREY.

No. 11.

*Sir Edward Grey à Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 24 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR d'Allemagne m'a communiqué les vues du Gouvernement allemand sur la demande de l'Autriche à la Serbie. Je comprends que le Gouvernement allemand fait la même communication aux Puissances.

J'ai dit que si l'ultimatum autrichien à la Serbie n'amenait pas de difficultés entre l'Autriche et la Russie, je n'avais pas à m'en occuper ; je n'avais encore rien appris de Saint-Pétersbourg, mais j'étais très inquiet de la vue que prendrait la Russie de la situation. J'ai rappelé à l'Ambassadeur d'Allemagne qu'il avait exprimé, il y a quelques jours, un espoir personnel qui, si cela devenait nécessaire, j'essayerais à exercer une influence modératrice à Saint-Pétersbourg, mais maintenant j'ai dit qu'en raison du caractère extraordinairement raide de la note autrichienne, du peu de temps accordé et de l'étendue considérable des demandes faites à la Serbie, je me sentais tout à fait impuissant en ce qui concernait la Russie, et je ne pensais pas qu'aucune Puissance pût, seule, exercer de l'influence.

La seule chance que je voyais pour avoir une influence médiatrice ou modératrice efficace était que les quatre Puissances—l'Allemagne, l'Italie, la France et nous-mêmes—nous travaillerions ensemble simultanément à Vienne et à Saint-Pétersbourg en faveur de la modération au cas où les relations entre l'Autriche et la Russie deviendraient menaçantes.

Le danger immédiat était qu'en quelques heures l'Autriche pouvait envahir la Serbie et l'opinion russo-slave pourrait demander que la Russie allât au secours de la Serbie ; il serait très désirable d'obtenir que l'Autriche ne précipitât pas son action militaire et de gagner ainsi plus de temps. Mais aucune de nous ne pourrait influencer l'Autriche dans cette direction à moins que l'Allemagne ne proposât et ne participât dans cette démarche à Vienne. Vous devriez en informer le Secrétaire d'État.

Le Prince Lichnowsky a dit que l'on pouvait s'attendre à ce que l'Autriche se mit en marche une fois la limite de temps expirée, à moins que la Serbie ne pût donner une acceptation sans réserve et *in toto* des demandes autrichiennes. Parlant en simple particulier, son Excellence suggéra qu'en aucun cas une réponse négative

ne devait être donnée par la Serbie. Une réponse favorable sur certains points devait être donnée de suite de façon à fournir à l'Autriche une excuse pour ne pas agir immédiatement.

---

## No. 12.

*Sir Edward Grey à M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Belgrade.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 24 juillet 1914.*

LA Serbie devrait promettre que, s'il est établi que des fonctionnaires serbes, quelque subordonnés qu'ils puissent être, étaient complices de l'assassinat de l'Archiduc à Sarajevo, qu'elle donnera à l'Autriche la plus complète satisfaction. Elle devrait certainement exprimer chagrin et regret. Pour le reste, le Gouvernement serbe doit répondre aux demandes autrichiennes selon ce qu'il considère le mieux dans les intérêts de la Serbie.

Il est impossible de dire si, à l'expiration de la limite de temps, une action militaire de l'Autriche peut être écartée par autre chose que l'acceptation sans conditions de ses demandes; mais la seule chance paraît être d'éviter un refus absolu et de répondre favorablement à autant de demandes que le permet la limite de temps.

Le Ministre de Serbie ici a prié le Gouvernement de Sa Majesté d'exprimer ses vues; mais je ne puis assumer la responsabilité de dire plus que je n'ai dit ci-dessus, et je n'aime même pas le dire sans connaître ce que disent à Belgrade les Gouvernements français et russe. Vous devriez donc consulter vos collègues français et russe en ce qui concerne la communication de mes vues, exprimées ci-dessus, au Gouvernement serbe.

J'ai insisté auprès de l'Ambassadeur d'Allemagne pour que l'Autriche ne précipite pas une action militaire.

---

## No. 13.

*Note communiquée par l'Ambassadeur de Russie à Londres,  
25 juillet 1914.*

M. SAZONOF télégraphie au Chargé d'Affaires de Russie à Vienne en date du 11 (24) juillet 1914 :

“La communication du Gouvernement austro-hongrois aux Puissances le lendemain de la présentation de l'ultimatum à Belgrade ne laisse aux Puissances qu'un délai tout à fait insuffisant pour entreprendre quoi qu'il soit d'utile pour l'aplanissement des complications surgies.

“Pour prévenir les conséquences incalculables et également néfastes pour toutes les Puissances qui peuvent suivre le mode d'action du Gouvernement austro-hongrois, il nous paraît indispensable qu'avant tout le délai donné à la Serbie pour répondre soit prolongé. L'Autriche-Hongrie, se déclarant disposée à informer les Puissances des données de l'enquête sur lesquelles le Gouvernement Impérial et Royal base ses accusations, devrait leur donner également le temps de s'en rendre compte.

“ En ce cas, si les Puissances se convainquaient du bien-fondé de certaines des exigences autrichiennes, elles se trouveraient en mesure de faire parvenir au Gouvernement serbe des conseils en conséquence.

“ Un refus de prolonger le terme de l'ultimatum priverait de toute portée la démarche du Gouvernement austro-hongrois auprès des Puissances et se trouverait en contradiction avec les bases même des relations internationales.

“ Le Prince Koudachef est chargé de communiquer ce qui précède au Cabinet de Vienne.”

M. Sazonof espère que le Gouvernement de Sa Majesté britannique adhèrera au point de vue exposé, et il exprime l'espoir que Sir Edward Grey voudra bien munir l'Ambassadeur d'Angleterre à Vienne d'instructions conformes.

## No. 14.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, et à Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 25 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR d'Autriche a été autorisé à m'expliquer que la mesure prise à Belgrade n'était pas un ultimatum, mais une démarche avec une limite de temps, et que, si satisfaction n'était pas donnée aux demandes autrichiennes dans le délai fixé, le Gouvernement austro-hongrois romprait ses relations diplomatiques et commencerait des préparatifs militaires, non pas des opérations.

Au cas où le Gouvernement austro-hongrois n'aurait pas donné la même information à Paris (Saint-Pétersbourg), vous devriez en informer le Ministre des Affaires Étrangères aussitôt que possible ; cela rend la situation immédiate un peu moins aiguë.

## No. 15.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à Sir Edward Grey.—(Reçu 25 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 25 juillet 1914.*

J'APPRENS du Directeur politique intérimaire que le Gouvernement français n'a pas encore reçu l'explication du Gouvernement autrichien contenue dans votre télégramme d'aujourd'hui.\* Il a, cependant, par l'intermédiaire du Ministre de Serbie ici, donné à la Serbie un conseil similaire à celui contenu dans votre télégramme à Belgrade d'hier.†

\* Voir No. 14.

† Voir No. 12.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à Sir Edward Grey.—(Reçu 25 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 25 juillet 1914.*

LE Ministre intérimaire des Affaires Étrangères n'a pas de suggestions à faire sauf qu'un conseil modérateur pourrait être donné à Vienne, aussi bien qu'à Belgrade. Il espère que la réponse du Gouvernement serbe à l'ultimatum autrichien sera suffisamment favorable pour empêcher les mesures extrêmes que pourrait prendre le Gouvernement autrichien. Il dit, toutefois, qu'il y aurait une révolution en Serbie si elle acceptait les demandes autrichiennes en entier.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 25 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Saint-Petersbourg, 25 juillet 1914.*

J'AI vu le Ministre des Affaires Étrangères ce matin et j'ai communiqué à son Excellence la substance de votre télégramme d'aujourd'hui à Paris,\* et cet après-midi, j'ai discuté avec lui la communication que l'Ambassadeur de France a proposé de faire au Gouvernement serbe, telle qu'elle est rapportée dans votre télégramme d'hier à Belgrade.†

Le Ministre des Affaires Étrangères a dit, quant au premier, que les explications de l'Ambassadeur autrichien ne correspondaient pas tout à fait avec l'information qui lui était parvenue de sources allemandes. Quant au second, son Excellence et l'Ambassadeur de France ont été tous deux d'accord qu'il est trop tard pour faire une communication de la sorte, car la limite de temps expire ce soir.

Le Ministre des Affaires Étrangères a dit que la Serbie était tout à fait prête à faire ce que vous aviez proposé et à punir ceux dont la culpabilité serait établie; mais qu'on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'aucun État indépendant acceptât les demandes politiques qui avaient été formulées. Le Ministre des Affaires Étrangères pensa, d'après une conversation qu'il avait eue hier avec le Ministre serbe, qu'au cas où les Autrichiens attaqueraient la Serbie, le Gouvernement serbe abandonnerait Belgrade, et retirerait ses forces à l'intérieur, pendant qu'il ferait appel en même temps aux Puissances de lui venir en aide. Son Excellence était d'avis qu'il devait faire cet appel. Elle aimerait voir la question placée sur une base internationale, car les engagements pris par la Serbie en 1908, auxquels il est fait allusion dans l'ultimatum autrichien, ont été donnés, non pas à l'Autriche, mais aux Puissances.

Si la Serbie faisait appel aux Puissances, la Russie serait toute prête à se tenir à l'écart et à laisser la question entre les mains de

\* Voir No. 14.

† Voir No. 12.

l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie. Il était possible, à son avis, que la Serbie proposât de soumettre la question à un arbitrage.

Lorsque j'exprimais l'ardent espoir que la Russie ne précipitât pas la guerre en mobilisant avant que vous n'avez eu le temps d'employer votre influence en faveur de la paix, son Excellence m'a assuré que la Russie n'avait pas d'intentions agressives, et qu'elle n'agirait pas avant qu'elle ne fût forcée de le faire. L'action de l'Autriche était, en réalité, dirigée contre la Russie. Elle visait à renverser le *statu quo* actuel dans les Balkans, et d'y établir sa propre hégémonie. Elle ne croyait pas que l'Allemagne désirait réellement la guerre ; mais son attitude serait décidée par la nôtre. Si nous prenions position fermement avec la France et la Russie, il n'y aurait pas de guerre. Si nous leur manquions maintenant, des torrents du sang couleraient, et à la fin nous serions entraînés dans la guerre.

J'ai dit que l'Angleterre pouvait jouer le rôle de médiatrice à Berlin et à Vienne avec meilleur effet comme amie qui pourrait un jour, si ses conseils de modération étaient dédaignés, être convertie en alliée, que si elle se déclarait de suite l'alliée de la Russie. Son Excellence dit que, malheureusement, l'Allemagne était convaincue qu'elle pouvait compter sur notre neutralité.

J'ai dit tout ce que je pouvais au Ministre des Affaires Étrangères, pour l'engager à la prudence, et je l'ai prévenu que si la Russie mobilisait, l'Allemagne ne se contenterait pas d'une simple mobilisation, ne donnerait pas le temps à la Russie d'effectuer la sienne, mais probablement déclarerait la guerre de suite. Son Excellence répondit que la Russie ne pouvait pas permettre à l'Autriche d'écraser la Serbie et de devenir la Puissance prépondérante dans les Balkans ; et, si elle se sent assurée de l'appui de la France, elle fera face à tous les risques de la guerre. Elle m'a assuré encore une fois qu'elle ne désirait pas précipiter un conflit, mais qu'à moins que l'Allemagne ne retint l'Autriche, je pouvais considérer la situation comme désespérée.

No. 18.

*Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin,  
à Sir Edward Grey.—(Reçu 25 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 25 juillet 1914.*

J'AI donné suite à votre télégramme du 24 juillet.\*

Le Secrétaire d'État des Affaires Étrangères dit qu'à la réception d'un télégramme à 10 heures ce matin provenant de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres, il a immédiatement donné des instructions à l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne de communiquer au Ministre des Affaires Étrangères autrichien voter proposition pour une prolongation de la limite de temps et d'en parler à son Excellence. Malheureusement, il paraît, d'après les journaux, que le Comte Berchtold est à Ischl, et le Secrétaire d'État pensait, dans

\* Voir No. 11.

ces circonstances, qu'il y aurait délai et difficulté pour obtenir une prolongation de la limite de temps. Le Secrétaire d'État a dit qu'il ne savait pas ce que l'Autriche-Hongrie avait de prêt sur place ; mais il a reconnu carrément que le Gouvernement austro-hongrois voulait donner une leçon aux Serbes, et qu'ils avaient l'intention de prendre des mesures militaires. Il a aussi reconnu que le Gouvernement serbe ne pouvait avaler certaines demandes de l'Autriche-Hongrie.

Le Secrétaire d'État a dit qu'un élément rassurant de la situation était que le Comte Berchtold avait fait venir le représentant de la Russie à Vienne, et lui avait dit que l'Autriche-Hongrie n'avait aucune intention de s'emparer de territoires serbes. Cette démarche devrait, dans son opinion, exercer une influence apaisante à Saint-Pétersbourg. J'ai demandé s'il n'était pas à craindre qu'en agissant militairement contre la Serbie, l'Autriche n'excitât pas dangereusement l'opinion publique en Russie. Il a dit qu'il ne le pensait pas. Il maintint son opinion que la crise pouvait être localisée. J'ai dit que les dépêches de Russie dans les journaux de ce matin ne paraissaient pas très rassurantes, mais il maintint son opinion optimiste à l'égard de la Russie. Il a dit qu'il avait donné à entendre au Gouvernement russe que la dernière chose que l'Allemagne voulait était une guerre générale, et il ferait tout en son pouvoir pour empêcher une telle calamité. Si les relations entre l'Autriche et la Russie devenaient menaçantes, il était tout prêt à se rendre à votre proposition que les quatre Puissances devaient travailler ensemble en faveur de la modération à Vienne et à Saint-Pétersbourg.

Le Secrétaire d'État m'a avoué confidentiellement qu'il pensait que la note laissait beaucoup à désirer comme document diplomatique. Il a répété très sincèrement que, quoiqu'il ait été accusé d'avoir eu connaissance de tout le contenu de cette note, il n'en avait, en fait, eu aucune connaissance.

## No. 19.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 25 juillet.)*

(Télégraphique.)

Rome, 25 juillet 1914.

J'ai vu le Secrétaire général ce matin et ai trouvé qu'il connaissait la proposition que la France, l'Italie, l'Allemagne et nous-mêmes devrions travailler ensemble à Vienne et à Saint-Pétersbourg en faveur de la modération, si les relations entre l'Autriche et la Serbie devenaient menaçantes.

Dans son opinion, l'Autriche ne sera retenue que par l'acceptation sans réserve de sa note par le Gouvernement serbe. D'après une information digne de confiance, l'Autriche a l'intention de saisir le Chemin de fer de Salonique.

## No. 20.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne,  
à Sir Edward Grey.—(Reçu 25 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Vienne, 25 juillet 1914.*

LE ton de la presse ce matin laisse l'impression que la soumission de la Serbie n'est ni attendue, ni vraiment désirée. On annonce officiellement que le Ministre autrichien a reçu des instructions de quitter Belgrade avec le personnel de la légation à moins d'acceptation sans réserve de la note avant 6 heures du soir aujourd'hui.

Le Ministre des Affaires Étrangères se rend à Ischl adjourd'hui pour communiquer personnellement à l'Empereur la réponse de la Serbie lorsqu'elle arrivera.

## No. 21.

*M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Belgrade,  
à Sir Edward Grey.—(Reçu le 25 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Belgrade, 25 juillet 1914.*

LE Conseil des Ministres est en ce moment en train de rédiger sa réponse à la note autrichienne. Le Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères m'informe que cette réponse sera extrêmement conciliante et accédera aux demandes de l'Autriche dans la mesure du possible.

Voici un court résumé du projet de réponse :

Le Gouvernement serbe consent à la publication d'une déclaration dans le "Journal officiel." Les dix points sont acceptés sous réserves. Le Gouvernement serbe se déclare prêt à accepter une Commission d'enquête mixte du moment qu'il sera démontré que la nomination de cette Commission est conforme aux usages internationaux. Il consent à révoquer et à poursuivre les officiers dont la culpabilité pourra être nettement établie et il a déjà mis en état d'arrestation celui auquel la note autrichienne fait allusion. Il est disposé à supprimer la Narodna Odbrana.

Le Gouvernement serbe estime qu'à moins de vouloir la guerre à tout prix, le Gouvernement autrichien ne saurait faire autrement que de se contenter de la satisfaction complète que lui offre la réponse de la Serbie.

## No. 22.

*M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Belgrade,  
à Sir Edward Grey.—(Reçu le 25 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Belgrade, 25 juillet 1914.*

J'AI vu le nouveau Ministre français, qui vient d'arriver de Constantinople, j'ai vu aussi mon collègue russe et leur ai fait connaître votre point de vue.

Ils n'ont pas encore reçu d'instructions de leurs Gouvernements et vu ce fait ainsi que les termes conciliants du projet de réponse serve, je me suis abstenu jusqu'à présent d'offrir des conseils au Gouvernement serbe.

J'estime qu'il est fort probable que le Gouvernement russe a déjà insisté auprès du Gouvernement serbe dans le sens de la plus extrême modération.

## No. 23.

*M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Belgrade, à Sir Edward Grey.—(Reçu 25 juillet.)*

(Télégraphique.) *Belgrade, 25 juillet 1914.*

Le Ministre autrichien est parti à 6 heures et demie.

Le Gouvernement est parti pour Nisch, où le Skoupchtina se réunira lundi. Je pars avec mes autres collègues, mais le vice-consul reste avec la garde des archives.

## No. 24.

*Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg.*

(Télégraphique.) *Foreign Office, 25 juillet 1914.*

Ce que vous avez dit dans des circonstances très difficiles au sujet de l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté est tout à fait juste. J'approuve complètement vos paroles telles que m'en rend compte votre télégramme d'hier\* et ne puis promettre davantage au nom du Gouvernement.

Je n'estime pas que l'opinion publique approuverait ou devrait approuver que nous fissions la guerre à propos d'une querelle serbe. Si cependant il y a guerre, nous pourrions nous y trouver entraînés par d'autres considérations et par conséquent je suis anxieux de l'empêcher.

La soudaineté, la brusquerie, le caractère péremptoire de la démarche de l'Autriche, rendent à peu près inévitable une mobilisation en très peu de temps de la part tant de la Russie que de l'Autriche l'une contre l'autre. Dans ce cas la seule chance de paix, à mon avis, est que les quatre autres Puissances s'entendent pour demander aux Gouvernements autrichien et russe de ne point franchir la frontière et de donner aux quatre Puissances le temps d'agir à Vienne et à Saint-Petersbourg pour essayer d'arranger les choses. Si l'Allemagne veut adopter ce point de vue, je suis convaincu que la France et nous-mêmes devons agir en ce sens. Sans doute l'Italie y collaborerait volontiers.

Ni la Russie ni l'Autriche ne tolérerait soit une intervention, soit une médiation diplomatique, à moins qu'elles ne fussent nettement impartiales, et qu'elles comprissent les alliés ou les amis de ces deux Puissances. En conséquence, la coopération de l'Allemagne serait essentielle.

\* Voir No. 6.

## No. 25.

*Sir Edward Grey à Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 25 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR d'Autriche a été autorisé à m'informer que la façon d'agir de l'Autriche à l'expiration du délai consisterait à rompre les relations diplomatiques et à commencer les préparatifs, mais non les opérations militaires. En informant de cela l'Ambassadeur d'Allemagne, j'ai dit qu'il en résultait un état de mobilisation avant que la frontière ne fût franchie effectivement, sur le retardement de quel j'avais insisté hier.

Evidemment nous allons nous trouver bientôt face à face avec la mobilisation de l'Autriche et de la Russie. Si elle avait lieu, la seule chance de paix serait que l'Allemagne, la France, la Russie et nous-mêmes restions ensemble et demandions de concert à l'Autriche et à la Russie de ne pas franchir la frontière, jusqu'à ce que nous ayons eu le temps d'essayer d'arranger les choses entre elles.

L'Ambassadeur d'Allemagne m'a lu un télégramme du Ministère allemand des Affaires Étrangères, disant que son Gouvernement n'avait pas eu connaissance préalable, et n'avait pas eu plus que les autres Puissances à s'occuper de la raideur des termes de la note de l'Autriche à la Serbie; mais qu'après avoir lancé cette note, l'Autriche ne pouvait reculer. Le Prince Lichnowsky m'a dit toutefois que si ce à quoi je pensais était une médiation entre la Russie et l'Autriche cette dernière pourrait être à même de l'accepter avec dignité. Il s'est déclaré personnellement favorable à cette proposition.

Je me suis déclaré d'accord avec son observation et ai ajouté que je sentais bien n'avoir point qualité pour intervenir entre l'Autriche et la Serbie; mais qu'aussitôt que la question se posait entre l'Autriche et la Russie cela touchait la paix de l'Europe, pour laquelle nous devons tous agir.

J'ai insisté auprès de l'Ambassadeur sur ce que, dans le cas d'une mobilisation russe et autrichienne, la participation de l'Allemagne serait essentielle, dans toute action diplomatique dans l'intérêt de la paix; que seuls nous ne pouvions rien faire; que le Gouvernement français était en voyage en ce moment, que je n'avais pas eu le temps de le consulter et par suite ne pouvais être assuré de sa manière de voir; mais que, si le Gouvernement allemand était d'accord avec ma proposition, j'étais prêt à dire au Gouvernement français que j'estimais que la chose juste était de s'y conformer.

## No. 26.

*Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 25 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR de Russie m'a communiqué le télégramme suivant envoyé par son Gouvernement à l'Ambassadeur de Russie

à Vienne avec instruction d'en faire part au Ministère des Affaires Étrangères autrichien :

“ Le délai accordé à la Serbie pour répondre est si limité que les Puissances ne peuvent prendre aucunes mesures pour éviter les complications qui menacent de se produire. Le Gouvernement russe espère avec confiance que le Gouvernement autrichien prolongera le délai, et comme le Gouvernement autrichien a déclaré être disposé à faire connaître aux Puissances les données sur lesquelles il a basé ses demandes à la Serbie, le Gouvernement russe espère que ces renseignements seront fournis de manière à permettre aux Puissances d'examiner l'affaire. Si les Puissances trouvent que certaines des demandes de l'Autriche sont bien fondées, elles seraient en état de conseiller le Gouvernement serbe dans ce sens. Si le Gouvernement autrichien n'était pas disposé à prolonger le délai, non seulement il agirait à l'encontre des traditions de courtoisie internationale, mais encore il enlèverait tout sens pratique à sa communication aux Puissances.”

Vous pouvez appuyer en termes généraux la démarche faite par votre collègue russe.

Depuis l'envoi du télégramme à l'Ambassadeur de Russie à Vienne, on a appris avec soulagement que les mesures que le Gouvernement autrichien est en train de prendre doivent se borner pour l'instant à la rupture des relations et à des préparatifs, mais non à des opérations militaires. J'espère donc que si le Gouvernement austro-hongrois estime qu'il est trop tard pour prolonger le délai, il donnera du moins du temps dans le sens et pour les raisons que la Russie désire avant de prendre aucune mesure irréparable.

No. 27.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris ; Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin ; et Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 25 juillet 1914.*

J'AI communiqué à l'Ambassadeur d'Allemagne la prévision de la réponse serbe contenue dans le télégramme de M. Crackanthorpe, daté de ce jour.\* J'ai dit que si la réponse serbe une fois reçue à Vienne correspond à cette prévision, j'espère que le Gouvernement allemand se sentira à même d'influencer le Gouvernement autrichien pour lui en faire prendre une opinion favorable.

\* Voir No. 21.

No. 28.

[Néant.]

No. 29.

*Sir Edward Grey à Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne  
à Rome.*

Monsieur,

*Foreign Office, 25 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR d'Italie est venu me voir aujourd'hui. Je lui ai dit en termes généraux ce que j'avais dit ce matin à l'Ambassadeur d'Allemagne.

L'Ambassadeur d'Italie l'a cordialement approuvé. Il n'a point dissimulé le fait que l'Italie est extrêmement désireuse de voir éviter la guerre.

Veuillez, &amp;c.

E. GREY.

No. 30.

*Sir Edward Grey à M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de  
Grande-Bretagne à Belgrade.*

Monsieur,

*Foreign Office, 25 juillet 1914.*

LE Ministre de Serbie est venu au Ministère le 23 courant et a parlé à Sir A. Nicolson de la tension actuelle des rapports entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie.

Il a dit que son Gouvernement était excessivement anxieux et inquiet. Il était tout à fait prêt à se conformer à toutes demandes raisonnables de l'Autriche-Hongrie, tant que ces demandes resteraient sur le "terrain juridique." Si les résultats de l'enquête à Sarajevo—enquête menée avec tant de mystère et de secret—révélaient le fait qu'il y avait des individus conspirant et organisant des complots en territoire serbe, le Gouvernement serbe serait tout disposé à prendre les mesures nécessaires pour donner satisfaction ; mais si l'Autriche transportait la question sur le terrain politique et déclarait que la politique serbe, la gênant, doit subir un changement radical, et que la Serbie doit abandonner certains idéals politiques, aucun État indépendant ne voudrait et ne pourrait se plier à de pareils ordres.

Il a mentionné que les assassins de l'Archiduc sont tous les deux sujets autrichiens—des Bosniaques ; que l'un d'eux avait été en Serbie, et que les Autorités serbes l'ayant considéré comme suspect et dangereux avaient voulu l'expulser ; mais en s'adressant aux Autorités autrichiennes, elles avaient trouvé que ces dernières le protégeaient et disaient qu'il était un être inoffensif et sans mauvaise intention.

M. Boschkovitch lui ayant demandé son avis sur l'ensemble de la question, Sir A. Nicolson fit remarquer qu'il n'y avait pas de données sur lesquelles se faire une opinion, bien qu'il fût à espérer que le Gouvernement serbe d'efforcerait de répondre aux demandes de l'Autriche dans un esprit de conciliation et de modération.

Veuillez, &amp;c.

E. GREY.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 26 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 25 juillet 1914.

RÉPONSE serbe aux demandes austro-hongroises n'est pas considérée comme satisfaisante et le Ministre austro-hongrois a quitté Belgrade. On croit la guerre imminente.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu le 26 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 26 juillet 1914.

CONFORMÉMENT à la ferme croyance de l'Ambassadeur d'Allemagne, la Russie se tiendra tranquille pendant le châtimeut de la Serbie que l'Autriche-Hongrie est résolue à infliger, ayant reçue des assurances que l'Autriche-Hongrie n'annexera aucun territoire serbe. En réponse à ma question si le Gouvernement russe ne pourrait se trouver forcé par l'opinion publique à intervenir à cause de l'affinité de race, il a dit que tout dépendait du caractère personnel du Ministre russe des Affaires Étrangères, qui, s'il le voulait, pourrait facilement résister à la pression de quelques journaux. Il a fait remarquer que les jours de l'agitation panslaviste en Russie étaient passés et que Moscou était parfaitement tranquille. Le Ministre russe des Affaires Étrangères, d'après son Excellence, ne serait pas assez imprudent pour prendre une mesure qui aurait probablement pour résultat de soulever quantité de questions de frontières dans lesquelles la Russie est intéressée et de mettre à la refonte des questions telles que la question suédoise, la question polonaise, la question ruthène, celle de Roumanie et celle de Perse. De plus, la France n'était pas du tout en état de faire face à une guerre.

J'ai répondu que, d'après moi, les choses avaient été rendues un peu difficiles pour les autres Puissances par le ton de l'ultimatum du Gouvernement austro-hongrois à la Serbie; que tout naturellement on ne pouvait que sympathiser avec bien des demandes de l'ultimatum si seulement il avait été mis plus de modération dans la façon de les exprimer. Mais d'après l'Ambassadeur d'Allemagne, il était impossible de parler avec efficacité à la Serbie sur un autre ton. La Serbie allait recevoir une leçon dont elle avait besoin, toutefois la querelle ne devrait d'aucune manière être étendue aux pays étrangers. Il doutait que la Russie, qui n'a aucun droit de prendre le protectorat de la Serbie, agit comme si elle avançait ce droit. Quant à l'Allemagne, elle sait parfaitement ce qu'elle fait en appuyant l'Autriche-Hongrie dans cette affaire.

L'Ambassadeur d'Allemagne a entendu parler d'une lettre adressée hier par vous à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres, lettre dans laquelle vous exprimez l'espoir que les concessions de

la Serbie seront considérées comme satisfaisantes. Il m'a demandé si j'avais été informé que le Gouvernement serbe avait au dernier moment fait le simulacre de céder. J'ai répondu que, d'après ce que j'avais entendu dire, la Serbie avait été disposée à céder sur pratiquement tous les points. Son Excellence a répliqué que les concessions serbes n'étaient qu'un faux semblant. La Serbie a fait voir qu'elle savait parfaitement qu'elles étaient insuffisantes pour satisfaire aux demandes légitimes de l'Autriche-Hongrie par ce fait qu'avant de faire son offre, elle avait ordonné la mobilisation et le retrait du Gouvernement de Belgrade.

---

## No. 33.

*Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 26 juillet.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 26 juillet 1914.

L'EMPEREUR rentre soudainement ce soir et le Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères dit que le Ministère des Affaires Étrangères regrette cette mesure, qui a été prise par Sa Majesté de sa propre initiative. Le Ministère craint que le retour soudain de Sa Majesté ne provoque des conjectures et de l'agitation. Le Sous-Secrétaire d'État m'a également dit que l'Ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg a communiqué qu'au cours d'un entretien avec le Ministre russe des Affaires Étrangères, celui-ci a dit que, si l'Autriche annexait des bouts de territoire serbe, la Russie ne resterait pas indifférente. Le Sous-Secrétaire d'État a tiré la conclusion que la Russie n'agirait pas si l'Autriche n'annexait pas de territoire.

---

## No. 34.

*Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 26 juillet.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 26 juillet 1914.

LE Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères vient de me téléphoner que l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne a reçu des instructions de transmettre au Gouvernement austro-hongrois vos espérances que ce dernier considérera d'une façon favorable la réponse serbe si celle-ci correspond à la prévision contenue dans le télégramme de Belgrade du 25 juillet.\*

Le Sous-Secrétaire d'État estime que le fait même de faire cette communication au Gouvernement austro-hongrois implique que son Gouvernement s'associe dans une certaine mesure à l'espoir exprimé par vous. Le Gouvernement allemand ne voit pas la possibilité pour lui d'aller plus loin.

\* Voir No. 21.

## No. 35.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 26 juillet.)*

(Télégraphique.) *Rome, 26 juillet 1914.*

LE Ministre des Affaires Étrangères fait bon accueil à votre proposition de conférence et donnera ce soir des instructions, en conséquence, à l'Ambassadeur d'Italie.

L'Ambassadeur d'Autriche a informé ce soir le Gouvernement italien que le Ministre à Belgrade avait été rappelé, mais que cela n'impliquait pas déclaration de guerre.

---

## No. 36.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris ; Sir H. Rumbold, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Berlin ; et Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome.*

(Télégraphique.) *Foreign Office, 26 juillet, 1914.*

EST-CE que le Ministre des Affaires Étrangères serait disposé à donner des instructions à l'Ambassadeur ici pour que ce dernier se joigne aux représentants de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et à moi-même et que nous nous réunissions immédiatement en conférence pour trouver une solution qui empêche les complications ? Vous devrez demander au Ministre des Affaires Étrangères s'il veut le faire. Si oui, il faudrait qu'en saisissant de la question ci-dessus les Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, les représentants à Belgrade, Vienne, et Saint-Pétersbourg fussent autorisés à demander que toutes opérations militaires actives fussent suspendues en attendant les résultats de la conférence.

---

## No. 37.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

(Télégraphique.) *Foreign Office, 26 juillet 1914.*

TÉLÉGRAMME de Berlin du 25 juillet.\*

Il est important de savoir si la France consentira à l'action proposée par les quatre Puissances, si cela est nécessaire.

\* Voir No. 18.

---

## No. 38.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 27 juillet.)*

Monsieur, *Rome, 23 juillet 1914.*

JE crois comprendre que le Gouvernement italien a été mis au courant de la communication qui sera adressée à la Serbie. Le

Secrétaire général, que j'ai vu ce matin au Ministère italien des Affaires Étrangères, a exprimé l'avis que la gravité de la situation consiste en la conviction du Gouvernement austro-hongrois qu'il était pour son prestige d'une nécessité absolue, après les nombreuses désillusions occasionnées par la tournure des événements dans les Balkans, de remporter un succès définitif.

Veuillez, &c.

RENNELL RODD.

No. 39.

*Réponse du Gouvernement serbe à la Note austro-hongroise.—  
(Communiquée par le Ministre serbe, 27 juillet.)*

LE Gouvernement Royal serbe a reçu la communication du Gouvernement Impérial et Royal du 10 de ce mois, et il est persuadé que sa réponse éloignera tout malentendu qui menace de gêner les bons rapports de voisinage entre la Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Serbie.

Le Gouvernement Royal, conscient que les protestations qui ont apparu tant de la tribune de la Skoupchtina nationale que dans les déclarations et les actes des représentants responsables de l'État, protestations qui furent coupées court par les déclarations du Gouvernement serbe faites le 18 mars 1909, ne se sont plus renouvelées vis-à-vis de la grande Monarchie voisine en aucune occasion, et que, depuis ce temps, autant de la part des Gouvernements Royaux qui se sont succédé que de la part de leurs organes, aucune tentative n'a été faite dans le but de changer l'état de choses politique et juridique créé en Bosnie et Herzégovine, le Gouvernement Royal constate que, sous ce rapport, le Gouvernement Impérial et Royal n'a fait aucune représentation, sauf en ce qui concerne un livre scolaire, et au sujet de laquelle le Gouvernement Impérial et Royal a reçu une explication entièrement satisfaisante. La Serbie a de nombreuses fois donné des preuves de sa politique pacifique et modérée pendant la durée de la crise balkanique, et c'est grâce à la Serbie et au sacrifice qu'elle a fait dans l'intérêt exclusif de la paix européenne que cette paix a été préservée. Le Gouvernement Royal ne peut pas être rendu responsable pour les manifestations d'un caractère privé, telles que les articles des journaux et le travail paisible des sociétés, manifestations qui se produisent dans presque tous les pays comme une chose ordinaire, et qui échappe, en règle générale, au contrôle officiel, d'autant moins que le Gouvernement Royal, lors de la solution de toute une série de questions qui se sont présentées entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie a montré une grande prévenance, et a réussi, de cette façon, à en régler le plus grand nombre au profit du progrès des deux pays voisins.

C'est pourquoi le Gouvernement Royal a été péniblement surpris par les affirmations d'après lesquelles des personnes du Royaume de Serbie auraient participé à la préparation de l'attentat commis à Sarajevo; il s'attendait à ce qu'il soit invité à collaborer à la recherche de tout ce qui se rapporte à ce crime, et il était

prêt, pour prouver son entière correction, à agir contre toutes les personnes à l'égard desquelles des communications lui seraient faites, se rendant donc au désir du Gouvernement Impérial et Royal, est disposé à remettre au tribunal tout sujet serbe, sans égard à sa situation et à son rang, pour la complicité duquel, dans le crime de Sarajevo, des preuves lui seraient fournies, et spécialement il s'engage à faire publier à la première page du "Journal officiel" en date du 13 (26) juillet l'énonciation suivante :

"Le Gouvernement Royal de Serbie condamne toute propagande qui serait dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels. Le Gouvernement Royal regrette que certains officiers et fonctionnaires serbes aient participé, d'après la communication du Gouvernement Royal et Impérial, à la propagande susmentionnée, et compromis par là les relations de bon voisinage auxquelles le Gouvernement Royal serbe était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars 1909, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'une immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers et fonctionnaires et toute la population du royaume que, dorénavant il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer."

Cette énonciation sera portée à la connaissance de l'armée Royale par un ordre du jour, au nom de Sa Majesté le Roi, par Son Altesse Royale le Prince héritier Alexandre, et sera publié dans le prochain bulletin officiel de l'armée.

Le Gouvernement Royal s'engage en outre :

1. D'introduire dans la première convocation régulière de la Skoupchtina une disposition dans la loi de la presse, par laquelle sera punie de la manière la plus sévère la provocation à la haine et au mépris de la Monarchie austro-hongroise, ainsi que contre toute publication dont la tendance générale serait dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie. Il se charge, lors de la révision de la Constitution, qui est prochaine, à faire introduire dans l'article 22 de la Constitution un amendement de telle sorte que les publications ci-dessus puissent être confisquées, ce qui actuellement aux termes catégoriques de l'article 22 de la Constitution est impossible.

2. Le Gouvernement ne possède aucune preuve et la note du Gouvernement Impérial et Royal ne lui en fournit non plus aucune que la société "Narodna Odbrana" et autres sociétés similaires aient commis, jusqu'à ce jour, quelques actes criminels de ce genre, par le fait d'un de leurs membres. Néanmoins, le Gouvernement Royal acceptera la demande du Gouvernement Impérial et Royal et dissoudra la société "Narodna Odbrana" et de toute autre société qui agirait contre l'Autriche-Hongrie.

3. Le Gouvernement Royal serbe s'engage à éliminer sans

délais de l'instruction publique en Serbie dans ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie, quand le Gouvernement Impérial et Royal lui fournira des faits et des preuves de cette propagande.

4. Le Gouvernement Royal accepte de même à éloigner du service militaire ceux pour qui l'enquête judiciaire aura prouvé qu'ils sont coupables d'actes dirigés contre l'intégrité du territoire de la Monarchie austro-hongroise, et il attend que le Gouvernement Impérial et Royal lui communique ultérieurement les noms et les faits de ces officiers et fonctionnaires aux fins de la procédure qui doit s'ensuivre.

5. Le Gouvernement Royal doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du Gouvernement Impérial et Royal que la Serbie s'engage à accepter sur son territoire la collaboration des organes du Gouvernement Impérial et Royal, mais il déclare qu'il admettra la collaboration qui répondrait aux principes du droit international et à la procédure criminelle ainsi qu'aux bons rapports de voisinage.

6. Le Gouvernement Royal, cela va de soi, considère de son devoir d'ouvrir une enquête contre tous ceux qui sont ou qui, éventuellement, auraient été mêlés au complot du 15 juin, et qui se trouveraient sur le territoire du royaume. Quant à la participation à cette enquête des agents ou autorités austro-hongrois qui seraient délégués à cet effet par le Gouvernement Impérial et Royal, le Gouvernement Royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure criminelle; cependant dans des cas concrets des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux agents austro-hongrois.

7. Le Gouvernement Royal a fait procéder, dès le soir même de la remise de la note, à l'arrestation du Commandant Voïslav Tankossitch. Quant à Milan Ziganovitch, qui est sujet de la Monarchie austro-hongroise et qui jusqu'au 15 juin était employé (comme aspirant) à la direction des chemins de fer, il n'a pas pu encore être arrêté.

Le Gouvernement austro-hongrois est prié de vouloir bien, dans la forme accoutumée, faire connaître le plus tôt possible, les présomptions de culpabilité ainsi que les preuves éventuelles de leur culpabilité qui ont été recueillies jusqu'à ce jour par l'enquête à Sarajevo, aux fins d'enquête ultérieure.

8. Le Gouvernement serbe renforcera et étendra les mesures prises pour empêcher le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière. Il va de soi qu'il ordonnera de suite une enquête et punira sévèrement les fonctionnaires des frontières sur la ligne Schabatz-Loznitzza qui ont manqué à leurs devoirs et laissé passer les auteurs du crime de Sarajevo.

9. Le Gouvernement Royal donnera volontiers des explications sur les propos que ses fonctionnaires, tant en Serbie qu'à l'étranger, ont eu après l'attentat dans des entrevues et qui, d'après l'affirmation du Gouvernement Impérial et Royal, ont été hostiles envers la Monarchie, dès que le Gouvernement Impérial et Royal lui aura communiqué les passages en question de ces

propos, et dès qu'il aura démontré que les propos employés ont, en effet, été tenus par lesdits fonctionnaires, quoique le Gouvernement Royal lui-même aura soin de recueillir des preuves et convictions.

10. Le Gouvernement Royal informera le Gouvernement Impérial et Royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents en tant que cela n'a pas été déjà fait par la présente note, aussitôt que chaque mesure aura été ordonnée et exécutée.

Dans le cas où le Gouvernement Impérial et Royal ne serait pas satisfait de cette réponse, le Gouvernement serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt comme toujours d'accepter une entente pacifique, soit en remettant cette question à la décision du Tribunal international de La Haye, soit aux Grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le Gouvernement serbe a faite le 18 (31) mars 1909.

*Belgrade, 12 (25) juillet 1914.*

No. 40.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu le 27 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Vienne, 26 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR de Russie, qui vient de rentrer de congé, pense que le Gouvernement austro-hongrois est résolu à la guerre et qu'il est impossible pour la Russie de rester indifférente. Il ne se propose pas d'insister pour obtenir plus de temps dans le sens de votre télégramme du 25 courant (dernier paragraphe).\*

Quand m'est parvenue la répétition de votre télégramme à Paris du 26 courant,† les deux Ambassadeurs de France et de Russie étaient avec moi. Ils ont exprimé une grande satisfaction de son contenu, que je leur ai communiqué. Ils ont toutefois mis en doute que le principe d'après lequel la Russie, en qualité de partie intéressée, devait avoir droit à dire son mot dans le règlement d'une dispute purement austro-serbe, pût être accepté soit par le Gouvernement d'Autriche-Hongrie, soit par celui d'Allemagne.

Il a été également donné des instructions à l'Ambassadeur d'Italie d'appuyer la demande du Gouvernement russe d'une prolongation du délai. Mais elles sont arrivées toutefois trop tard pour qu'il pût agir utilement.

\* Voir No. 26.

† Voir No. 36.

No. 41.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 27 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Vienne, 27 juillet 1914.*

J'AI eu des entretiens avec tous mes collègues représentant les Grandes Puissances. L'impression qui m'en est restée à

l'esprit est que la note austro-hongroise a été rédigée de manière à rendre la guerre inévitable; que le Gouvernement austro-hongrois est absolument résolu à faire la guerre à la Serbie, qu'il estime qu'il y va de sa situation de Grande Puissance, et que jusqu'à ce qu'un châtimeut ait été infligé à la Serbie il est improbable qu'il prête l'oreille à des propositions de médiation. Ici le pays est fou de joie à la perspective d'une guerre contre la Serbie, et si cette guerre était ajournée ou empêchée, la déconvenue serait sans doute grande.

Je me propose, sous réserve de toutes directions spéciales, qu'il vous conviendrait de me faire parvenir, d'exprimer au Ministre autrichien des Affaires Étrangères, l'espoir du Gouvernement de Sa Majesté qu'il soit encore possible d'éviter la guerre, et de demander à son Excellence s'il ne voit pas même maintenant le moyen d'en sortir.

## No. 42.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 27 juillet.)*

(Télégraphique.)

Paris, le 27 juillet 1914.

VOTRE proposition, telle qu'exposée dans vos deux télégrammes d'hier\* est acceptée par le Gouvernement français. L'Ambassadeur de France à Londres qui y retourne ce soir, a reçu des instructions conformées. Il a été envoyé des instructions à l'Ambassadeur de France à Berlin, de se concerter avec son collègue britannique au sujet de l'opportunité d'en parler ensemble au Gouvernement allemand. Il a été également envoyé des instructions nécessaires aux représentants de la France à Belgrade, Vienne et Saint-Pétersbourg, mais jusqu'à ce qu'on sache que les Allemands ont parlé à Vienne, avec quelque succès, il serait, de l'avis du Ministre des Affaires Étrangères, dangereux pour les Ambassadeurs de France, de Russie et de Grande-Bretagne de le faire.

\* Voir Nos. 36 et 37.

## No. 43.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 27 juillet.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 27 juillet 1914.

VOTRE télégramme du 26 juillet.\*

Le Secrétaire d'État dit que la Conférence que vous proposez équivaudrait en pratique à une Cour d'arbitrage et, à son avis, ne saurait être convoquée qu'à la requête de l'Autriche et de la Russie. Il a donc déclaré ne pas pouvoir se rallier à votre proposition, malgré son désir de coopérer au maintien de la paix. J'ai répondu que j'étais certain que votre idée n'avait rien à faire avec un

\* Voir No. 36.

arbitrage mais voulait que les représentants des quatre nations non directement intéressées, discutent et proposent des moyens d'éviter une situation dangereuse. Il a maintenu toutefois qu'une conférence telle que celle proposée par vous n'était point réalisable. Il a ajouté que des nouvelles qu'il venait de recevoir de Saint-Pétersbourg indiquaient que M. de Sazonof avait l'intention d'avoir un échange de vues avec le Comte Berchtold; qu'il pensait que ce mode de procédure était susceptible de mener à un résultat satisfaisant, et, qu'avant de faire quoi que ce soit de plus, le mieux serait d'attendre ce qui sortirait de l'échange de vues entre les Gouvernements autrichien et russe.

Au cours d'une courte conversation, le Secrétaire d'État m'a dit que jusqu'à présent l'Autriche ne faisait qu'une mobilisation partielle, mais que si la Russie mobilisait contre l'Allemagne cette dernière aurait à suivre le mouvement. Je lui ai demandé ce qu'il entendait par "mobiliser contre l'Allemagne." Il a répondu que si la Russie ne mobilisait que dans le Sud, l'Allemagne ne mobiliserait pas; mais que si la Russie mobilisait dans le Nord, l'Allemagne serait obligée d'en faire autant; que le système de mobilisation de la Russie était chose si compliquée qu'il pourrait être difficile de se rendre compte d'une manière exacte de la localisation de la mobilisation, que, par suite, l'Allemagne aurait à faire la plus grande attention pour ne pas se laisser surprendre.

En finissant, le Secrétaire d'État m'a dit que les nouvelles de Saint-Pétersbourg l'avaient porté à envisager la situation générale avec un peu plus d'espoir.

## No. 44.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 27 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Saint-Pétersbourg, 27 juillet 1914.*

DANS un long entretien qu'il a eu hier avec le Ministre des Affaires Étrangères, l'Ambassadeur d'Autriche a essayé de fournir des explications qui enlevassent aux actes récents du Gouvernement austro-hongrois leur caractère discutable. Le Ministre des Affaires Étrangères lui a fait remarquer que, tout en comprenant parfaitement les motifs de l'Autriche, l'ultimatum avait été rédigé d'une manière telle qu'il était absolument impossible à accepter dans son ensemble par le Gouvernement serbe. Bien que des demandes aient été à certains égards assez raisonnables, il y en avait d'autres qui étaient impossibles à mettre à exécution immédiate étant donné qu'elles comportaient la revision de lois serbes en vigueur, et qui de plus étaient incompatibles avec la dignité de la Serbie comme État indépendant. Il ne servirait à rien que la Russie offrît ses bons offices à Belgrade en raison du fait qu'on la suspectait tellement en Autriche. Toutefois, pour mettre fin à la tension actuelle, il pensait que l'Angleterre et l'Italie pourraient être disposées à collaborer avec l'Autriche. L'Ambassadeur d'Autriche s'est engagé à faire part à son Gouvernement des observations de son Excellence.

Questionné par le Ministre des Affaires Étrangères, je lui ai dit que j'avais précisé exactement l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté au cours de l'entretien que j'avais eu avec lui et dont je vous ai rendu compte par mon télégramme du 24 courant.\* J'ai ajouté que vous ne pouviez promettre de faire rien de plus et que son Excellence était dans l'erreur si elle croyait que la cause de la paix pouvait être améliorée si nous disions au Gouvernement allemand qu'il aurait affaire à nous en même temps qu'à la Russie et à la France, s'il appuyait l'Autriche par la force des armes. Leur attitude serait seulement raidie par une pareille menace et nous pouvions seulement l'amener à user de son influence à Vienne pour empêcher la guerre, en nous adressant à elle à titre d'amis soucieux de sauvegarder la paix. Son Excellence ne devait, si nos efforts devaient réussir, rien faire pour précipiter un conflit. Dans ces circonstances, j'avais confiance que le Gouvernement russe différerait l'ukase de mobilisation aussi longtemps que possible, et que même s'il était promulgué, on ne permettrait pas aux troupes de franchir la frontière.

Le Ministre des Affaires Étrangères m'a répondu que jusqu'à la promulgation de l'ukase Impérial il était impossible de prendre des mesures efficaces en vue de la mobilisation, et que le Gouvernement austro-hongrois profiterait du délai pour compléter ses préparatifs militaires si on différât trop longtemps cette promulgation.

\* Voir No. 6.

No. 45.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 27 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Saint-Pétersbourg, 27 juillet 1914.*

DEPUIS ma conversation avec le Ministre des Affaires Étrangères dont je vous ai rendu compte par mon télégramme de ce jour† j'ai compris que son Excellence a proposé que les modifications à apporter aux demandes de l'Autriche soient l'objet d'une conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

† Voir No. 44.

No. 46.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 27 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR d'Allemagne m'a informé que le Gouvernement allemand accepte en principe la médiation entre l'Autriche et la Russie par les quatre Puissances en se réservant, bien entendu, le droit en qualité d'allié d'aider l'Autriche si elle est attaquée. Il a aussi reçu des instructions pour me prier d'user d'influence à Saint-Pétersbourg pour localiser la guerre et maintenir la paix de l'Europe.

J'ai répondu que la réponse serbe allait plus loin pour satisfaire aux demandes autrichiennes que l'on ne pouvait s'y attendre. Le Secrétaire d'État allemand a dit lui-même qu'il y avait dans la note autrichienne des choses que l'on ne pouvait guère s'attendre à voir la Serbie accepter. J'ai dit que je présumais que la réponse serbe n'aurait pas pu aller aussi loin qu'elle a été si la Russie n'avait exercé une influence conciliatrice à Belgrade et que c'était en réalité à Vienne qu'une influence modératrice était nécessaire. Que si l'Autriche écartât la réponse serbe comme sans valeur et pénétrât en Serbie, c'est qu'elle était résolue à écraser la Serbie à tout prix, sans s'inquiéter des conséquences que cela pourrait entraîner. La réponse serbe devrait tout au moins être traitée comme une base de discussion et de réflexion. J'ai dit que le Gouvernement allemand devrait insister à Vienne dans ce sens.

J'ai rappelé ce que le Gouvernement allemand avait dit au sujet de la gravité de la situation dans le cas où il ne serait pas possible de localiser la guerre et j'ai fait remarquer que si l'Allemagne venait à l'aide de l'Autriche contre la Russie, ce serait parce que, sans s'occuper du fonds de la dispute, l'Allemagne ne pouvait permettre de voir écraser l'Autriche. De même, il pourrait être soulevé d'autres questions qui se substitueraient à la querelle entre l'Autriche et la Serbie et mettraient en cause d'autres Puissances et la guerre serait la plus gigantesque qu'on ait jamais connue; mais tant que l'Allemagne serait disposé à travailler à maintenir la paix, je me tiendrais en contact étroit avec elle. J'ai répété qu'après la réponse serbe, c'était à Vienne qu'il fallait insister pour un peu de modération.

No. 47.

*Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 27 juillet 1914.*

VOYEZ mon télégramme d'aujourd'hui à Sir E. Goschen.\*

L'Ambassadeur de Russie m'a dit que dans les milieux allemands et autrichiens prévaut l'impression que, quoi qu'il advienne, nous resterons à l'écart. Son Excellence a déploré l'effet que pareille impression ne peut manquer de produire.

Comme je l'ai fait remarquer, cette impression devrait être dissipée par les ordres que nous avons donnés à la Première Escadre, qui se trouve être concentrée à Portland, de ne point se disperser en permission après les manœuvres; mais j'ai expliqué à l'Ambassadeur de Russie que l'allusion que j'y faisais ne devait pas être considérée comme voulant dire que rien de plus qu'une action diplomatique était promis.

Il nous revient de sources allemandes et autrichiennes qu'ils croient que la Russie n'agira pas tant que l'Autriche consent à ne pas prendre de territoire serbe. Je l'ai signalé et ai ajouté qu'il serait absurde pour nous de paraître plus Serbes que les Russes dans nos rapports avec les Gouvernements allemand et autrichien.

\* Voir No. 37.

*Sir E. Grey à Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne.*

Monsieur,

*Foreign Office, 27 juillet 1914.*

LE Comte Mensdorff m'a dit aujourd'hui sur instructions que le Gouvernement serbe n'avait pas accepté les demandes que le Gouvernement autrichien s'était vu obligé de lui faire pour garantir d'une façon permanente les intérêts autrichiens les plus vitaux. La Serbie a indiqué qu'elle n'a pas l'intention d'abandonner ses visées subversives tendant à des désordres continus dans les territoires frontières autrichiens et à leur séparation définitive de la Monarchie autrichienne. C'est avec la plus grande répugnance et contre son gré que le Gouvernement autrichien a été contraint de prendre des mesures plus sévères pour forcer la Serbie à changer radicalement l'attitude hostile dans laquelle elle a persisté jusqu'à ce jour. Comme le Gouvernement britannique le sait, le Gouvernement autrichien a cherché depuis bien des années à découvrir un *modus vivendi*, avec sa turbulente voisine, bien que cela ait été rendu très difficile par les continuelles provocations de la Serbie. L'assassinat de Sarajevo a rendu manifeste à tous quelles épouvantables conséquences a déjà amenées la propagande serbe et quelle menace permanente elle implique pour l'Autriche. Nous devons comprendre que le Gouvernement autrichien doit considérer que le moment est venu d'obtenir, au moyen de la pression la plus forte, des garanties pour la suppression définitive des aspirations serbes et pour assurer la paix et l'ordre à la frontière sud-est de l'Autriche. Comme les moyens pacifiques à cet égard sont épuisés, il faut enfin que le Gouvernement autrichien en appelle à la force. Ce n'est pas sans répugnance qu'il a pris cette décision. Son action, qui n'a aucune espèce de portée agressive, ne saurait être considérée comme autre chose que comme un acte de légitime défense. Il estime d'ailleurs qu'il servira l'intérêt même de l'Europe en empêchant la Serbie d'être désormais un élément de malaise général comme elle l'a été depuis dix ans. La hauteur des sentiments de justice de la nation et des hommes d'État britanniques ne leur permettra pas de blâmer le Gouvernement autrichien de défendre par l'épée ce qui lui appartient et de tirer au clair sa situation vis-à-vis d'un pays dont la politique hostile l'a contraint depuis des années à des mesures comportant des dépenses si considérables qu'elles ont porté une atteinte grave à la prospérité nationale de l'Autriche. Enfin, le Gouvernement autrichien, ayant confiance en ses rapports amicaux avec nous, estime qu'il peut compter sur notre sympathie dans une lutte à laquelle on l'a acculé, et, au besoin sur notre aide pour localiser la bataille.

Le Comte Mensdorff a ajouté de son chef que tant que la Serbie a en face d'elle la Turquie, l'Autriche n'a jamais pris de mesures très sévères, parce qu'elle est attachée à la politique du libre développement des États balkaniques. Maintenant que la Serbie a doublé son territoire et sa population sans que l'Autriche soit intervenue, la répression des visées subversives serbes est pour l'Autriche une affaire de légitime défense, où il y allait même de

son existence. Il a réitéré que l'Autriche n'avait nullement l'intention de prendre le territoire serbe et n'avait aucun dessein agressif contre ce territoire.

J'ai dit ne pouvoir comprendre l'interprétation donnée par le Gouvernement autrichien à la réponse serbe, et j'ai dit au Comte Mensdorff la substance de l'entretien que j'avais eu ce matin avec l'Ambassadeur d'Allemagne au sujet de cette réponse.

Le Comte Mensdorff a admis que, à la première vue, la réponse serbe pouvait paraître satisfaisante; mais que les Serbes avaient refusé la seule chose—la coopération des fonctionnaires et de la justice autrichienne—qui pût constituer une garantie sérieuse qu'en pratique les Serbes ne poursuivraient pas leur politique subversive contre l'Autriche.

J'ai déclaré que le Gouvernement autrichien me semblait croire que, même après la réponse serbe, il pouvait faire la guerre à la Serbie de façon à ne pas risquer de mêler la Russie à la querelle. S'il lui était possible de faire la guerre à la Serbie et en même temps donner satisfaction à la Russie, c'était bel et bien; mais si cela n'était pas possible, alors les conséquences seraient incalculables. Je lui ai fait remarquer qu'en me servant de cette phrase, je citais les termes mêmes par lesquels le Gouvernement allemand avait exprimé sa manière de voir. J'ai dit ma crainte que l'on s'attendît à Saint-Petersbourg à ce que la réponse serbe eût pour effet de diminuer la tension et que lorsque la Russie trouverait qu'au contraire la tension était augmentée la situation deviendrait excessivement grave. L'effet produit sur l'Europe est un effet d'anxiété. J'ai signalé que notre flotte devait se disperser aujourd'hui; mais que nous avons senti ne pouvoir permettre cette dispersion. Nous ne pensions pas à appeler nos réserves en ce moment et il n'y avait pas de menace dans ce que nous avons fait en ce qui concernait la flotte; mais étant donnée la possibilité d'une conflagration européenne, il ne nous était pas possible de disperser nos forces pour l'instant. J'ai donné ce fait comme un exemple de l'inquiétude que l'on éprouve. Il me semblait que la réponse serbe comportait déjà pour la Serbie la plus profonde humiliation que j'avais jamais vu subir un pays, et que c'était pour moi une juste déconvenue de voir le Gouvernement autrichien traiter cette réponse comme aussi peu satisfaisante que si elle avait consisté en un simple refus.

Veillez, &c.

E. GREY.

No. 49.

*Sir Edward Grey à Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome.*

Monsieur,

*Foreign Office, 27 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR d'Italie a aujourd'hui informé Sir A. Nicolson que le Ministre italien des Affaires Étrangères est entièrement d'accord avec ma proposition d'une conférence à quatre à tenir à Londres.

En ce qui concerne la question de demander à la Russie, à l'Autriche-Hongrie et à la Serbie de suspendre les opérations militaires en attendant les résultats de la conférence, le Marquis di San Giuliano va recommander chaudement cette proposition au Gouvernement allemand et s'enquérir de la procédure que celui-ci proposerait de suivre à Vienne.

Veillez, &c.

E. GREY.

No. 50.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

Monsieur,

Vienne, 28 juillet 1914.

J'AI l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la note austro-hongroise annonçant la déclaration de guerre contre la Serbie.

Veillez, &c.

MAURICE DE BUNSEN.

Joint au No. 50.

*Copie d'une Note verbale en date de Vienne, 28 juillet 1914.*

POUR mettre fin aux menées subversives partant de Belgrade et dirigées contre l'intégrité territoriale de la Monarchie austro-hongroise, le Gouvernement Impérial et Royal a fait parvenir, à la date du 23 juillet 1914, au Gouvernement Royal de Serbie une note dans laquelle se trouvait formulée une série de demandes pour l'acceptation desquelles un délai de quarante-huit heures a été accordé au Gouvernement Royal. Le Gouvernement Royal de Serbie n'ayant pas répondu à cette note d'une manière satisfaisante, le Gouvernement Impérial et Royal se trouve dans la nécessité de pourvoir lui-même à la sauvegarde de ses droits et intérêts et de recourir à cet effet à la force des armes.

L'Autriche-Hongrie, qui vient d'adresser à la Serbie une déclaration formelle conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention du 18 octobre 1907, relative à l'ouverture des hostilités, se considère dès lors en état de guerre avec la Serbie.

En portant ce qui précède à la connaissance de l'Ambassade Royale de Grande-Bretagne, le Ministère des Affaires Étrangères a l'honneur de déclarer que l'Autriche-Hongrie se conformera au cours des hostilités, sous la réserve d'un procédé analogue de la part de la Serbie, aux stipulations des Conventions de La Haye du 18 octobre 1907, ainsi qu'à celles de la Déclaration de Londres du 26 février 1909.

L'Ambassade est priée de vouloir bien communiquer, d'urgence, la présente notification à son Gouvernement.

No. 51.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

Monsieur,

Paris, 27 juillet 1914.

J'AI l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'un mémorandum du Ministre faisant fonction de Ministre des Affaires Étrangères, au sujet des mesures à prendre pour empêcher les hostilités d'éclater entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie.

Veuillez, &amp;c,

FRANCIS BERTIE.

Joint au No. 51.

*Note communiquée à Sir F. Bertie par M. Bienvenu Martin.*

PAR une note en date du 25 de ce mois, son Excellence l'Ambassadeur d'Angleterre a fait connaître au Gouvernement de la République que, d'après Sir Edward Grey, la seule manière d'assurer, si c'était possible, le maintien de la paix dans le cas où les rapports entre la Russie et l'Autriche deviendraient plus tendus serait une démarche commune à Vienne et à Saint-Pétersbourg des représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie en Autriche et en Russie; et il a exprimé le désir de savoir si le Gouvernement de la République était disposé à accueillir favorablement cette suggestion.

Le Ministre des Affaires Étrangères par intérim a l'honneur de faire connaître à son Excellence Sir Francis Bertie qu'il a invité M. Jules Cambon à se concerter avec l'Ambassadeur d'Angleterre en Allemagne et à appuyer la démarche qu'ils jugeront opportune de faire auprès du Cabinet de Berlin.

Le Gouvernement de la République a, d'autre part, conformément au désir exprimé par le Gouvernement britannique et que son Excellence Sir Francis Bertie lui a transmis par une note en date du 26 de ce mois, autorisé M. Paul Cambon à prendre part à la réunion proposée par Sir Edward Grey pour rechercher avec lui et les Ambassadeurs d'Allemagne et d'Italie à Londres, les moyens de résoudre les difficultés actuelles.

Le Gouvernement de la République est prêt également à donner aux agents français à Pétersbourg, à Vienne et à Belgrade des instructions pour qu'ils obtiennent des Gouvernements russe, autrichien et serbe de s'abstenir de toute opération militaire active en attendant les résultats de cette conférence. Il estime toutefois que les chances de succès de la proposition de Sir Edward Grey reposent essentiellement sur l'action que Berlin serait disposée à Vienne [*sic*]. Une démarche auprès du Gouvernement austro-hongrois pour amener la suspension des opérations militaires paraît vouée à l'échec si l'influence de l'Allemagne ne s'est pas exercée au préalable sur le Cabinet de Vienne.

Le Garde des Sceaux, Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères par intérim, saisit cette occasion de renouveler, &c.

*Paris, le 27 juillet 1914.*

*Note communiquée par l'Ambassade de France, 28 juillet 1914.*

LE Gouvernement de la République accepte la proposition de Sir Edward Grey relative à une intervention de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie en vue d'éviter les opérations militaires actives sur les frontières autrichiennes, russes et serbes ; il a autorisé M. P. Cambon à prendre part aux délibérations de la réunion à quatre, qui doit se tenir à Londres.

L'Ambassadeur de France à Berlin a reçu pour instructions, après s'être concerté avec l'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin, d'appuyer la démarche de ce dernier dans la forme et la mesure qui seraient jugées opportunes.

M. Viviani est prêt à envoyer aux représentants français à Vienne, Saint-Pétersbourg et Belgrade des instructions dans le sens suggéré par le Gouvernement britannique.

*Ambassade de France, Londres, 27 juillet 1914.*

---

*M. Sazonof, Ministre des Affaires Étrangères de Russie, au Comte Benckendorff, Ambassadeur de Russie à Londres.—(Communiqué par le Comte Benckendorff, 28 juillet.)*

(Télégraphique.) *Saint-Pétersbourg, 14 (27) juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR d'Angleterre est venu s'informer si nous jugeons utile que l'Angleterre prenne l'initiative de convoquer à Londres une conférence des représentants de l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie, pour étudier une issue à la situation actuelle.

J'ai répondu à l'Ambassadeur que j'ai entamé des pourparlers avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, en conditions que j'espère favorables. Pourtant je n'ai pas encore reçu de réponse à la proposition que j'ai faite d'une revision de la note entre les deux Cabinets.

Si des explications directes avec le Cabinet de Vienne se trouvaient irréalisables, je suis prêt à accepter la proposition anglaise, ou toute autre de nature à résoudre favorablement le conflit.

Je voudrais pourtant écarter dès aujourd'hui un malentendu qui pourrait surgir de la réponse donnée par le Ministre de la Justice français à l'Ambassadeur d'Allemagne, concernant des conseils de modération à donner au Cabinet Impérial.

---

*M. Sazonof, Ministre des Affaires Étrangères de Russie, au Comte Benckendorff, Ambassadeur de Russie à Londres.—(Communiqué par le Comte Benckendorff, 28 juillet.)*

(Télégraphique.) *Saint-Pétersbourg, 15 (28) juillet 1914.*

MES entretiens avec l'Ambassadeur d'Allemagne confirment mon impression que l'Allemagne est plutôt favorable à l'intransigeance de l'Autriche.

Le Cabinet de Berlin, qui aurait pu arrêter tout le développement de la crise, paraît n'exercer aucune action sur son alliée.

L'Ambassadeur trouve insuffisante la réponse de la Serbie.

Cette attitude allemande est tout particulièrement alarmante.

Il me semble que, mieux que toute autre Puissance, l'Angleterre serait en mesure de tenter encore d'agir à Berlin pour engager le Gouvernement allemand à l'action nécessaire. C'est à Berlin qu'indubitablement se trouve la clef de la situation.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, à Sir E. Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.) *Saint-Pétersbourg, 27 juillet 1914.*

ME référant à ma dépêche d'hier (No. 44) j'ai vu cet après-midi le Ministre des Affaires Étrangères. Je l'ai trouvé dans un esprit très conciliant et plus optimiste.

Il m'a dit qu'il emploierait toute son influence à Belgrade pour que le Gouvernement serbe allât le plus loin possible dans la voie de la conciliation envers l'Autriche; il fallait cependant que l'intégrité territoriale de la Serbie fût garantie et que ses droits d'état souverain fussent respectés, de sorte qu'elle ne devint pas tributaire de l'Autriche. Il ignorait si l'Autriche accepterait sa proposition tendant à un échange amical de vues, mais, dans le cas où l'Autriche accepterait, il désirait rester en contact étroit avec les autres Puissances pendant toute la durée des conversations qui s'ensuivraient.

Il a de nouveau fait remarquer que les obligations que la Serbie a prises à sa charge en 1908, et auxquelles l'ultimatum autrichien fait allusion, ont été données aux Puissances.

Je lui demandai s'il était au courant de votre proposition au sujet d'une conférence entre les quatre Puissances. Lorsqu'il me répondit affirmativement, je lui fis part, à titre confidentiel, des instructions que vous m'aviez données. Je lui demandai si, au lieu d'une conférence de ce genre, il préférerait un échange direct de vues, tel qu'il l'avait proposé. L'Ambassadeur d'Allemagne, avec qui je venais d'avoir un entretien, avait exprimé l'avis, à titre personnel, qu'un échange direct de vues serait plus agréable à l'Autriche-Hongrie.

Son Excellence me répondit qu'il se tiendrait très volontiers

à l'écart si les Puissances acceptaient la conférence; il espérait cependant que, si la conférence avait lieu, vous vous tiendriez en rapports avec l'Ambassadeur de Russie.

## No. 56.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 27 juillet 1914.

L'AMBASSADEUR de Russie a eu aujourd'hui une conversation longue et sérieuse avec le Baron Macchio, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères. Il lui dit que, de retour depuis très peu de Saint-Pétersbourg, il était parfaitement au courant de l'opinion du Gouvernement russe ainsi que celle du public. Il pouvait lui donner l'assurance que si la guerre venait à éclater avec la Serbie il serait impossible de la limiter, car la Russie ne pourrait plus céder comme elle l'avait fait dans le passé, et notamment pendant la crise provoquée par l'annexion de 1909. Il espérait vivement qu'on trouverait le moyen de prendre les mesures nécessaires avant que l'invasion de la Serbie ne fût un fait accompli. Le Baron Macchio répondit que ce serait difficile, étant donné qu'une escarmouche, dans laquelle l'offensive fut prise par les Serbes, avait déjà eu lieu sur le Danube. L'Ambassadeur de Russie répondit qu'il ferait tout ce qui était dans son pouvoir pour que les Serbes restassent tranquilles pendant les conversations qui pourraient encore avoir lieu, et il me dit qu'il conseillerait à son Gouvernement de persuader au Gouvernement serbe d'éviter, aussi longtemps que cela fût possible, tout conflit, et de faire reculer ses troupes devant celles de l'Autriche. On gagnerait ainsi du temps, qui devait laisser la possibilité d'en arriver à une entente. Il venait d'apprendre qu'une conversation satisfaisante avait eu lieu hier entre les Ministre des Affaires Étrangères de Russie et l'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg. Le Ministre admettait que les conditions formulées par l'Autriche-Hongrie dans sa note à la Serbie étaient en grande partie tout à fait raisonnables; on était virtuellement tombé d'accord quant aux garanties légitimes pour l'avenir qu'on pourrait demander à la Serbie de donner à l'Autriche-Hongrie. L'Ambassadeur de Russie insista qu'on donnât à l'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg pleins pouvoirs pour continuer la conversation avec le Ministre des Affaires Étrangères de la Russie, qui conseillerait très volontiers à la Serbie d'accorder tout ce qu'on lui demanderait comme Puissance indépendante. Le Baron Macchio s'engagea à soumettre cette proposition au Ministre des Affaires Étrangères.

## No. 57.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Rome, 27 juillet 1914.

MINISTRE des Affaires Étrangères doute beaucoup que l'Allemagne accepte d'inviter l'Autriche à arrêter son action militaire

pendant la conférence; il espère, cependant, que ladite action pourrait être virtuellement arrêtée par la réunion immédiate de la conférence. Selon ses renseignements actuels, il ne lui paraît pas possible que l'Autriche retire une seule des conditions qu'elle a posées dans sa note à la Serbie. D'un autre côté, il croit que si la Serbie, même maintenant, accepte la note autrichienne, l'Autriche se déclarera satisfaite, et que l'Autriche n'agira pas pour le moment si elle croit que les Puissances doivent lui conseiller d'agir en ce sens. Il se peut que la Serbie puisse être amenée à accepter en bloc la note autrichienne suivant les conseils qui lui seraient données par les quatre Puissances invitées à la conférence, de sorte qu'elle pourrait déclarer qu'elle cède, non pas à l'Autriche-Hongrie, mais à l'Europe entière.

Le Ministre des Affaires Étrangères me déclare sans fondement les dépêches de Vienne à la presse italienne d'après lesquelles les déclarations faites par le Gouvernement italien auraient créé une impression favorable chez le Gouvernement autrichien. Il me dit n'avoir exprimé aucune opinion à l'Autriche au sujet de sa note. Avant et après la communication de la note, et de nouveau aujourd'hui, il m'a déclaré avoir reçu du Gouvernement autrichien l'assurance que ledit Gouvernement ne demandera à la Serbie aucun sacrifice territorial.

## No. 58.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Paris, 28 juillet 1914.

J'AI communiqué cet après-midi au Ministre des Affaires Étrangères par intérim un résumé de la conversation que vous avez eue avec l'Ambassadeur d'Allemagne, rapportée dans votre dépêche\* à Berlin du 27 juillet.

Son Excellence m'a exprimé sa gratitude au sujet de cette communication. Elle est la confirmation, m'a dit-il, de ce qu'il avait appris en ce qui concerne votre attitude. Il a confiance que les déclarations que vous avez faites à l'Ambassadeur d'Allemagne auront une heureuse influence dans l'intérêt de la paix.

\* Voir No. 46.

## No. 59.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Paris, 28 juillet 1914.

AUJOURD'HUI j'ai mis le Ministre des Affaires Étrangères par intérim au courant de la conversation que vous avez eue avec l'Ambassadeur de Russie, rapportée dans votre dépêche d'hier à Saint-Petersbourg.\*

Il m'a exprimé sa gratitude au sujet de cette communication.

\* Voir No. 47.

Il comprend parfaitement que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut se déclarer solidaire avec la Russie pour une question qui se pose entre l'Autriche et la Serbie et qui, dans son état actuel, ne touche pas à l'Angleterre. Il comprend également que vous ne pouvez adopter à Berlin et à Vienne une attitude encore plus serbophile que celle qu'on attribue en Allemagne et en Autriche au Gouvernement russe.

L'Ambassadeur d'Allemagne a déclaré que l'Autriche respecterait l'intégrité de la Serbie. Lorsqu'on lui demanda si l'indépendance de la Serbie serait également respectée, il ne donna aucune assurance.

## No. 60.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 28 juillet, 1914.

LE Secrétaire d'État a parlé hier à mes collègues français et italien au sujet de votre proposition dans le même sens que celui dont j'ai rendu compte par mon télégramme d'hier.\* J'ai examiné sa réponse ce matin avec mes deux collègues et nous avons constaté que, tout en refusant la conférence proposée, il nous a cependant dit à tous les trois avoir le désir de travailler avec nous au maintien de la paix générale. Nous en avons déduit que, si ce désir est sincère de sa part, la seule objection qu'il voit à votre proposition est affaire de forme. Il serait peut-être possible de l'amener à suggérer lui-même les lignes directrices qui lui permettraient de travailler avec nous.

\* Voir No. 43.

## No. 61.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 28 juillet 1914.

J'AI vu ce matin le Ministre des Affaires Étrangères. Son Excellence a déclaré que l'Autriche-Hongrie ne pouvait différer les mesures guerrières contre la Serbie et se verrait dans l'obligation de décliner toute suggestion de négociations ayant pour base la réponse serbe.

D'après lui, il y va du prestige de la Monarchie dualiste et rien ne saurait empêcher le conflit.

## No. 62.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 28 juillet 1914.

J'AI parlé aujourd'hui au Ministre des Affaires Étrangères dans le sens de votre télégramme du 27 juillet\* à Berlin. J'ai évité le

\* Voir No. 46.

mot " médiation," mais j'ai dit que, comme le mentionne votre discours\* qu'il venait de me lire, vous aviez des espérances que des conversations à Londres entre les quatre Puissances moins directement intéressées seraient susceptibles de mener encore à un arrangement que le Gouvernement austro-hongrois pût accepter comme satisfaisant et de nature à obvier à la nécessité d'hostilités effectives. J'ai ajouté que vous avez jugé que la réponse serbe allait fort loin dans le sens d'accéder à ce qu'il y a de juste dans les demandes de l'Autriche-Hongrie; que vous pensez qu'elle constitue une base convenable pour une discussion pendant laquelle les opérations belliqueuses pourraient rester en suspens et que ce que dit l'Ambassadeur d'Autriche à Berlin est dans cette direction. Le Ministre des Affaires Étrangères a déclaré avec calme, mais avec fermeté, ne pouvoir accepter aucune discussion sur la base de la note serbe, que la guerre serait déclarée aujourd'hui et que l'on pouvait tenir pour garants que cette guerre est à la fois juste et inévitable, et le caractère de l'Empereur notoirement pacifique, et, il se permettrait d'ajouter, son propre caractère aussi conciliant. Il s'agit, continue-t-il, d'une question qui doit être réglée directement entre les parties qu'elle touche immédiatement. J'ai répondu que vous apprendriez avec regret l'impossibilité d'arrêter désormais les hostilités, étant donné que vous craigniez qu'elles ne fussent susceptibles d'amener des complications menaçantes pour la paix de l'Europe.

En prenant congé de son Excellence, je l'ai prié de croire que si, au cours de la grave crise actuelle, notre point de vue venait parfois à différer du sien, cela proviendrait, non pas d'un manque de sympathie avec les nombreuses et justes raisons que l'Autriche-Hongrie avait de se plaindre de la Serbie, mais du fait que, tandis que l'Autriche-Hongrie mettait en première ligne sa querelle avec la Serbie, ce qui vous préoccupait tout d'abord était la paix de l'Europe. J'émis la conviction que cet aspect plus large de la question se recommanderait avec autant de force à son Excellence. Il m'a dit l'avoir lui aussi présent à l'esprit, mais estime que la Russie ne devrait pas s'opposer à des opérations telles que celles sur le point d'être mises à exécution, opérations qui ne visent nullement à un agrandissement de territoire et qui ne sauraient être reculées plus longtemps.

\* Hansard, tome 65, No. 107, colonnes 931, 932, 933.

No. 63.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet).*

(Télégraphique.)

Rome, 28 juillet 1914.

VOTRE télégramme à Paris du 25 juillet.\*

J'en ai communiqué la substance au Ministre des Affaires Étrangères, qui a immédiatement télégraphié dans précisément les mêmes termes à Berlin et à Vienne.

\* Voir No. 27.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Rome, 28 juillet 1914.

A LA requête du Ministre des Affaires Étrangères, je vous sou mets ce qui suit :

Ce matin, au cours d'un long entretien, le Chargé d'Affaires serbe a dit penser que si quelques explications étaient données au sujet de la modalité selon laquelle les agents autrichiens exigeraient d'intervenir en vertu de l'article 5 et de l'article 6, la Serbie accepterait encore la totalité de la note de l'Autriche.

Étant donné qu'on ne saurait présumer que l'Autriche consente à donner pareilles explications à la Serbie elle-même, ces explications pourraient être données aux Puissances occupées à examiner la question et ces Puissances pourraient alors conseiller à la Serbie l'acceptation sans réserve.

Entre-temps, le Gouvernement austro-hongrois a publié une longue explication officielle des raisons pour lesquelles il considère la réponse serbe comme insuffisante.

En dehors de cette explication, le Ministre des Affaires Étrangères estime que quantité de points—par exemple, une légère différence de mots dans la phrase relative au renoncement à la propagande—sont tout à fait puérils : il estime toutefois qu'il y a un passage susceptible de servir utilement à faciliter une façon de procéder analogue à celle que le Chargé d'Affaires serbe regarde comme praticable. Il a été déclaré que la coopération des agents autrichiens en Serbie ne jouerait qu'en matière d'enquête et non pas dans les mesures judiciaires ou administratives. On dit que la Serbie a, de propos délibéré, mal compris la nuance. Le Ministre pense donc qu'on pourrait à cet égard déblayer le terrain.

Je ne cite que de mémoire, car je n'avais pas encore reçu le texte de la déclaration autrichienne.

Le Ministre m'a souligné, par-dessus tout, son vif désir que la discussion commence immédiatement. Il a donné, dit-il, à l'Ambassadeur d'Italie une grande latitude générale pour accepter séance tenante tout point ou toute suggestion sur lequel ou laquelle l'Ambassadeur pourrait se trouver d'accord avec nous et avec l'Allemagne.

*M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Belgrade,  
à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.)

Nisch, 28 juillet 1914.

J'AI insisté auprès du Gouvernement serbe sur la plus grande modération en attendant le résultat des efforts qu'on fait pour arriver à une solution pacifique.

On a tiré sur et endommagé deux vapeurs serbes, et, à Orsova, un monitor hongrois a capturé deux navires marchands serbes.

## No. 66.

*M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Belgrade, à Sir Edward Grey.—(Reçu 28 juillet.)*

(Télégraphique.) *Nisch, 28 juillet 1914.*  
TÉLÉGRAMME reçu ici que guerre déclarée par l'Autriche.

---

## No. 67.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.) *Foreign Office, 28 juillet 1914.*

L'EXPLICATION donnée dans votre télégramme du 27 juillet\* au sujet de ce qu'a été ma pensée en proposant une conférence est tout à fait correcte. Ce ne serait pas un arbitrage, mais un examen privé et non protocolaire, pour se rendre compte de ce qui pourrait être fait en vue d'un règlement.

Aucune suggestion ne serait avancée avant qu'on ne fût assuré au préalable qu'elle serait acceptable pour l'Autriche et la Russie avec lesquelles les Puissances médiatrices pourraient facilement se tenir en contact par l'intermédiaire de leurs alliés respectifs.

Mais, tant qu'il y a perspective d'un échange de vues direct entre l'Autriche et la Russie, je suspendrais toute autre suggestion, car je suis tout à fait d'accord que, de tous les procédures, c'est celle à préférer de beaucoup.

Je crois comprendre que le Ministre russe des Affaires Étrangères a proposé un échange amical de vues au Gouvernement autrichien ; si ce dernier accepte, cela diminuera sans doute la tension et rendra la situation moins critique.

Il est très satisfaisant d'apprendre par l'Ambassadeur d'Allemagne ici que le Gouvernement allemand a agi à Vienne dans le sens de l'entretien dont le télégramme que je vous ai adressé d'hier donne le procès-verbal.†

\* Voir No. 43.

† Voir No. 46.

---

## No. 68.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.) *Foreign Office, 28 juillet 1914.*

LE Gouvernement allemand ayant accepté le principe d'une médiation en cas de besoin entre l'Autriche et la Hongrie par les quatre Puissances, je suis prêt à proposer que le Secrétaire d'État allemand veuille bien suggérer les lignes directrices d'après lesquelles ce principe devrait être appliqué. Toutefois, je garderai l'idée en réserve jusqu'à ce que nous nous soyons rendu compte de la façon dont progressent les conversations entre l'Autriche et la Russie.

---

No. 69.

*Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 28 juillet 1914.*

IL est fort satisfaisant qu'il y ait perspective d'un échange de vues direct entre les Gouvernements russe et autrichien comme m'en rend compte votre télégramme du 27 juillet.\*

Je suis prêt à avancer n'importe quelle proposition pratique de nature à faciliter cet échange, mais je ne comprends pas tout à fait bien ce que le Ministre russe des Affaires Étrangères propose que les Ministres accrédités à Belgrade devraient faire. Est-ce qu'il ne pourrait pas d'abord mentionner dans un échange de vues avec l'Autriche sa disposition à coopérer à quelque plan de ce genre? Le plan pourrait alors prendre une forme plus concrète.

\* See No. 55.

No. 70.

*Télégrammes communiqués par le Comte Benckendorff, Ambassadeur de Russie à Londres, 29 juillet 1914.*

(1.) *Télégramme de M. Sazonof à l'Ambassadeur de Russie à Berlin, daté du 28 juillet 1914.*

PAR suite de la déclaration de guerre faite par l'Autriche à la Serbie, le Gouvernement Impérial annoncera demain (29) la mobilisation des arrondissements militaires d'Odessa, Kieff, Moscou et Kazan. Veuillez en informer le Gouvernement allemand en lui confirmant l'absence en Russie de toute intention agressive contre l'Allemagne.

L'Ambassadeur de Russie à Vienne n'a pas été rappelé.

(2.) *Télégramme au Comte Benckendorff.*

Il est évident que la déclaration de guerre faite par l'Autriche met fin à l'idée de communications directes entre l'Autriche et la Russie. Il est maintenant de la dernière urgence que le Cabinet de Londres agisse pour mettre sur pied la médiation en vue de la suspension des opérations militaires de l'Autriche.

A moins d'arrêt des opérations militaires, la médiation ne ferait que laisser traîner les choses en longueur et donner à l'Autriche le temps d'écraser la Serbie.

No. 71.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 28 juillet, 1914.*

SUR l'invitation du Chancelier Impérial, j'ai été voir son Excellence ce soir. Il m'a dit souhaiter que je vous fasse part de son

grand désir que l'Allemagne travaillât d'accord avec l'Angleterre au maintien de la paix générale comme elles l'ont fait avec succès lors de la dernière crise européenne. S'il n'a pas pu accepter votre proposition d'une conférence des représentants des Grandes Puissances, c'est, a-t-il ajouté, parce que pareille conférence aurait, à son avis, l'air d'un "aréopage," ayant pour membres deux Puissances de chaque groupe et siégeant pour juger les deux autres Puissances ; mais l'impossibilité où il est d'accepter la conférence proposée ne doit pas être considérée comme militant contre son grand désir de coopérer effectivement. Vous pouvez être assuré, a-t-il affirmé, qu'il est en train de faire de son extrême mieux tant à Vienne qu'à Saint-Petersbourg pour amener ces deux Gouvernements à examiner la situation directement entre eux et d'une manière amicale.

Il espérait fortement de voir cet examen avoir lieu et conduire à un résultat satisfaisant, mais, a-t-il continué, si les nouvelles qu'il vient de lire dans les journaux, et qui annoncent que la Russie a mobilisé quatorze corps d'armée dans le sud, étaient vraies, il considérerait la situation comme très sérieuse et se trouverait lui-même dans une position fort difficile, étant donné que, dans ces circonstances, il serait au delà de son pouvoir de continuer à prêcher la modération à Vienne. Il a ajouté que l'Autriche, qui, jusqu'à présent, n'a fait qu'une mobilisation partielle, se verrait dans l'obligation de prendre des mesures analogues, et, si la guerre en résultait, la responsabilité en incomberait entièrement à la Russie. Je me suis permis d'interposer que si l'Autriche refusait de prêter aucune attention à la note serbe, note qui, à mon sens, cédait sur presque tous les points aux demandes autrichiennes, et qui, en tout cas, offrait une base de discussion, il lui incomberait assurément quelque part de responsabilité. Son Excellence répondit ne pas désirer discuter la note serbe ; le point de vue de l'Autriche, a-t-il continué, en ajoutant qu'il partageait cette opinion, est que sa querelle avec la Serbie ne concerne qu'elle-même et que la Russie n'a rien à y voir. Il a réitéré son désir de coopérer avec l'Angleterre, et son intention de faire son possible pour le maintien de la paix générale. Ses derniers mots ont été : "Il faut éviter une guerre entre les Grandes Puissances."

Mon collègue autrichien m'a dit aujourd'hui qu'une guerre générale est tout à fait improbable, étant donné que la Russie n'est ni en humeur ni en état de faire la guerre. Je pense que cet avis est partagé par beaucoup de gens ici.

No. 72.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Saint-Petersbourg, 29 juillet 1914.*

LE Ministre des Affaires Étrangères m'a prié de vous remercier pour le langage que vous avez tenu à l'Ambassadeur d'Allemagne, dont procès-verbal dans votre télégramme à Berlin,\* et dont j'ai

\* Voir No. 46.

communiqué la substance à son Excellence. Il envisage la situation avec pessimisme, ayant reçu de Vienne les mêmes inquiétantes nouvelles que celles qui sont parvenues au Gouvernement de Sa Majesté britannique. Je lui ai dit qu'il était important que nous connaissions les véritables intentions du Gouvernement Impérial, et lui ai demandé s'il se contenterait des assurances que les instructions données à ce que je croyais comprendre à l'Ambassadeur d'Autriche autorisaient ce dernier à donner au sujet de l'intégrité et de l'indépendance de la Serbie.

J'ai ajouté que j'étais sûr que tout arrangement de nature à éviter une guerre européenne serait bien accueilli par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Son Excellence a répondu que, si la Serbie était attaquée, la Russie ne pouvait se contenter d'un engagement quel qu'il fût de la part de l'Autriche sur ces deux points, et que l'ordre de mobilisation contre l'Autriche serait proclamé le jour où elle passerait la frontière serbe.

A l'Ambassadeur d'Allemagne, qui m'a fait appel de donner des conseils modérateurs au Ministre des Affaires Étrangères, j'ai dit que, depuis le début, je n'avais cessé de ce faire et que l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne devrait maintenant user à son tour d'influence calmante. J'ai fait voir clairement à son Excellence qu'étant donné que la Russie prend les choses tout à fait au sérieux, il serait impossible d'éviter une guerre générale si l'Autriche attaquait la Serbie.

En ce qui concerne la suggestion de conférence, l'Ambassadeur d'Allemagne n'avait pas reçu d'instructions, et ceux de France et d'Italie en attendent encore de définitives avant d'agir avec moi.

No. 73.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 28 juillet 1914.

J'AI reçu une note verbale du Ministère des Affaires Étrangères déclarant que le Gouvernement serbe n'ayant pas répondu d'une manière satisfaisante à la note du 23 juillet,\* le Gouvernement Impérial et Royal se voit dans la nécessité de pourvoir lui-même à la protection de ses droits et, à ces fins, de recourir aux armes. L'Autriche-Hongrie a adressé à la Serbie une déclaration en forme selon les stipulations de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention du 18 octobre 1907, relative à l'ouverture des hostilités, et se considère à partir de ce jour en état de guerre avec la Serbie.

L'Autriche-Hongrie, sous réserve que la Serbie en fasse autant, se conformera aux stipulations des Conventions de La Haye, du 18 octobre 1907, et à la Déclaration de Londres du 26 février 1909.

\* Voir No. 4.

## No. 74.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 28 juillet 1914.

L'AMBASSADEUR de Russie m'informe que le Gouvernement austro-hongrois a décliné la suggestion du Gouvernement russe. Cette suggestion indiquait que les moyens de régler le conflit austro-serbe devraient faire l'objet d'une discussion directe entre le Ministre russe des Affaires Étrangères et l'Ambassadeur de Russie, à Saint-Pétersbourg, lequel aurait à recevoir des autorisations en conséquence.

L'Ambassadeur de Russie pense qu'une conférence à Londres des Puissances moins directement intéressées, telle que celle proposée par nous, offre, à l'heure qu'il est, la seule perspective de préserver la paix de l'Europe; il croit avoir la certitude que le Gouvernement russe acquiescera volontiers à votre proposition. Tant que les armées opposées l'une à l'autre ne seront pas entrées effectivement en contact, il n'y aura pas lieu d'abandonner toute espérance.

## No. 75.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 29 juillet 1914.

LE Chancelier Impérial m'a de nouveau envoyé chercher aujourd'hui et m'a dit regretter d'avoir à déclarer que le Gouvernement austro-hongrois, auquel il avait immédiatement communiqué votre opinion, ait répondu que les événements avaient marché trop vite et qu'en conséquence, il fut trop tard pour agir selon votre suggestion, d'après laquelle la note serbe pouvait former de base de discussion. Au reçu de cette réponse, son Excellence a dépêché un message à Vienne dans lequel il a expliqué que, encore qu'à son avis, un certain désir de faire droit aux demandes de l'Autriche se manifesta dans la réponse serbe, il comprenait parfaitement que, étant donné l'expérience du passé, le Gouvernement austro-hongrois ne saurait se tenir pour satisfait sans quelques garanties irrefragables que la Serbie mettrait intégralement à exécution ce qu'on demandait d'elle. Il a ajouté qu'il était à présumer que les hostilités qui étaient sur le point d'être entreprises contre la Serbie avaient exclusivement pour objet de s'assurer ces garanties, étant donné que le Gouvernement autrichien avait déjà affirmé au Gouvernement russe n'avoir pas de visées territoriales.

Il a conseillé au Gouvernement austro-hongrois de parler ouvertement en ce sens si la manière de voir indiquée ci-dessus est exacte. Tenir pareil langage, c'est, espère-t-il, éliminer toute possibilité de malentendus.

Jusqu'à présent, m'a-t-il dit, il n'a point reçu de réponse de Vienne.

Son Excellence espère que le fait qu'il avait poussé si loin ses conseils à Vienne vous fera vous rendre compte qu'il fait sincèrement tout son possible pour éviter le danger de complications européennes.

Le fait qu'il vous communique ces renseignements constitue, a-t-il ajouté, la preuve de la confiance qu'il a en vous et témoigne de son vif désir que vous sachiez qu'il fait de son mieux pour appuyer vos efforts pour la cause de la paix générale, efforts qu'il apprécie sincèrement.

No. 76.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 29 juillet 1914.*

J'AI trouvé aujourd'hui le Secrétaire d'État très déprimé. Il m'a rappelé qu'il avait dit l'autre jour avoir été très circonspect dans ses conseils à Vienne, car la moindre idée de pression eût été de nature à leur faire précipiter les choses et nous mettre en face d'un fait accompli. C'est ce qui est maintenant arrivé en réalité, et il ne se sent pas bien sûr que sa communication de votre suggestion que la réponse serbe offrait une base de discussion n'a point hâté la déclaration de guerre. Il est, dit-il, fort ému des bruits de mobilisation en Russie et de la prise par la France de certaines mesures que, d'ailleurs, il n'a point spécifiées. Il a parlé plus tard de ces mesures à mon collègue français, lequel l'a informé que son Gouvernement n'avait rien fait de plus que le Gouvernement allemand, c'est-à-dire rappelé les officiers en congé. Son Excellence a démenti que le Gouvernement allemand ait pris cette mesure ; mais en réalité, c'est vrai. Au cours d'un entretien, mon collègue français a dit au Sous-Secrétaire d'État qu'il lui semblait que, du moment où l'Autriche avait pénétré en Serbie, et, de ce fait, satisfait à son prestige militaire, l'instant pourrait être favorable à un examen de la situation par les quatre Puissances désintéressées à la mise en valeur par elles de suggestions en vue d'empêcher de plus graves complications. Le Sous-Secrétaire d'État a paru estimer que l'idée valait réflexion, étant donné qu'il m'a répondu qu'il s'agirait alors de quelque chose autre que la conférence que vous aviez proposée.

L'Ambassadeur de Russie est revenu aujourd'hui et a informé le Gouvernement Impérial que la Russie est en train de mobiliser dans quatre gouvernements méridionaux.

No. 77.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

J'APPRECIÉ fort le langage du Chancelier dont procès-verbal dans votre télégramme de ce jour.\*

\* Voir No. 75.

Son Excellence peut compter que notre pays continuera, comme il l'a fait jusqu'à présent, à faire tous les efforts possibles pour assurer la paix et éviter la calamité que nous craignons tous. Si je puis arriver à persuader à l'Autriche de donner contentement à la Russie et de s'abstenir d'aller jusqu'à entrer en collision avec elle, notre profonde gratitude à tous ira à son Excellence pour avoir sauvé la paix de l'Europe.

No. 78.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Saint-Petersbourg, 29 juillet 1914.*

L'ORDRE de mobilisation partielle a été donné aujourd'hui.

Conformément à vos instructions, j'ai communiqué au Ministre des Affaires Étrangères la substance de votre télégramme du 28 courant\* à Berlin et l'ai informé confidentiellement des observations faites par le Secrétaire d'État allemand, à l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Berlin. Ces renseignements étaient parvenus d'une autre source à son Excellence. Il m'a expliqué que la mobilisation ne serait dirigée que contre l'Autriche.

D'après lui, le Gouvernement autrichien a décliné d'une façon définitive la conversation directe entre Vienne et Saint-Petersbourg. Le Ministre des Affaires Étrangères a déclaré que c'était sur les conseils de l'Ambassadeur d'Allemagne qu'il avait proposé un échange de vues de ce genre. Il a dit se proposer, en informant l'Ambassadeur d'Allemagne de ce refus de l'Autriche, d'insister pour qu'on revienne à votre proposition de conférence des quatre Ambassadeurs, ou en toutes éventualités, d'échange des vues entre les trois Ambassadeurs moins directement intéressés, vous-même et, au cas où on le jugerait à propos, l'Ambassadeur d'Autriche. Tout arrangement approuvé par la France et l'Angleterre lui serait acceptable, et la forme que pourraient revêtir les conversations ne lui importait pas. Ce qu'il fallait éviter c'était la perte de temps, et le seul moyen par lequel la guerre pourrait être écartée serait que vous pussiez arriver, par des conversations soit collectives, soit individuelles avec les Ambassadeurs, à une formule que l'Autriche pourrait être amenée à accepter. Dès le commencement le Gouvernement russe avait suivi une conduite parfaitement franche et conciliante, et avait fait tout son possible pour le maintien de la paix. Si ses efforts dans ce but devaient finir par échouer, il aimait à croire que le public anglais reconnaîtrait que ce ne serait pas au Gouvernement russe que l'on pourrait en attribuer la faute.

J'ai demandé à son Excellence si elle soulèverait des objections à ce que la proposition contenue dans le télégramme de Rome daté du 27 juillet, † dont je lui ai donné connaissance, fût mise à exécution. Son Excellence a répondu qu'elle adhérerait à tout arrangement conclu entre les quatre Puissances à condition qu'il

\* Voir No. 67.

† Voir No. 57.

fût acceptable à la Serbie ; le Ministre a déclaré ne pas pouvoir être plus serbe que la Serbie. Toutefois, il faudrait que quelque déclaration ou explication supplémentaire fût mise en avant afin d'atténuer l'effet du ton tranchant de l'ultimatum.

Le Ministre des Affaires Étrangères a ajouté que la proposition à laquelle il est fait allusion dans votre télégramme du 28 courant\* n'avait qu'une importance secondaire, et que vu le changement dans les circonstances il n'y attachait pas de valeur. De plus, l'Ambassadeur d'Allemagne aurait affirmé à son Excellence que le Gouvernement allemand continuait à exercer à Vienne une influence amicale. Je crains toutefois que l'Ambassadeur d'Allemagne ne contribuera pas à adoucir les choses s'il se sert dans ses rapports avec son Gouvernement du même langage que celui qu'il a employé en causant aujourd'hui avec moi. Il a accusé le Gouvernement russe d'avoir par sa mobilisation mis en péril la paix de l'Europe, et quand j'ai fait allusion à tout ce qui avait été fait dernièrement par l'Autriche, il s'est borné à répondre qu'il ne pouvait entrer dans une discussion pareille. J'ai attiré son attention sur le fait que les consuls autrichiens avaient avisé tous les sujets austro-hongrois astreints au service militaire d'avoir à se rendre sous les drapeaux ; j'ai ajouté que l'Autriche avait déjà effectué une mobilisation partielle, et qu'elle venait de déclarer la guerre à la Serbie. Par tout ce qui s'était passé pendant la crise balkanique l'Autriche a dû se rendre compte que la Russie ne saurait sans humiliation se soumettre à une action semblable. Si la Russie n'avait pas indiqué clairement, par sa mobilisation, qu'elle était résolue, l'Autriche aurait exploité les désirs pacifiques de la Russie, et se serait crue justifiée à pousser les choses aussi loin que bon lui semblerait. Le Ministre des Affaires Étrangères, ai-je ajouté, m'avait donné à comprendre que la Russie ne précipiterait pas la guerre en franchissant la frontière immédiatement, et qu'en tout cas il se passerait une semaine ou davantage avant que la mobilisation ne fût complétée ; il nous était donc nécessaire de profiter de cette intervalle en travaillant tous ensemble pour trouver une issue de cette situation dangereuse.

\* Voir No. 69.

No. 79.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Vienne, le 29 juillet 1914.*

A L'HEURE actuelle nous ne pouvons faire aucune démarche utile pour arrêter la guerre avec la Serbie, guerre à laquelle le Gouvernement austro-hongrois se trouve à l'heure actuelle absolument contraint par l'appel à son peuple publié ce matin par l'Empereur, et aussi par la déclaration de guerre. Les Ambassadeurs de France et d'Italie sont d'accord avec moi à cet égard.

Si le Gouvernement austro-hongrois voulait convertir en un engagement absolu envers l'Europe la déclaration qui a été faite à

Saint-Pétersbourg dans le sens que l'Autriche ne songe ni à détruire l'indépendance serbe, ni à acquérir des territoires serbes, l'Ambassadeur d'Italie estime qu'il serait possible de persuader à la Russie de se tenir tranquille.

Toutefois, l'Ambassadeur d'Italie est convaincu que le Gouvernement austro-hongrois s'y refuserait.

## No. 80.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Rome, 29 juillet 1914.*

DANS votre télégramme du 27 courant adressé à Berlin,\* il est rapporté que l'Ambassadeur d'Allemagne avait accepté en principe l'idée d'une Conférence.

Cela est contradictoire avec le télégramme du 27 courant adressé de Berlin.\*

Les renseignements reçus de Berlin par le Gouvernement italien démontrent que la façon de voir de l'Allemagne est représentée exactement par le télégramme de Sir E. Goschen en date du 27 juillet,† mais ce qui crée la difficulté est, d'après ce que croit entendre le Ministre des Affaires Étrangères, plutôt la "conférence" que son principe. Il va insister dans un télégramme qu'il envoie ce soir à Berlin, dans le sens d'une adhésion à l'idée d'un échange de vues à Londres. Il suggère que le Secrétaire d'État allemand pourrait proposer une formule acceptable à son Gouvernement.

Le Ministre des Affaires Étrangères est d'avis que cet échange de vues tiendrait la porte ouverte dans le cas où les communications directes entre Vienne et Saint-Pétersbourg n'aboutiraient à rien.

Il estime que cet échange de vues pourrait se faire concurremment avec les communications directes susindiquées.

Le Gouvernement allemand reçoit également l'information que l'opinion publique italienne ne pardonnerait pas au Gouvernement italien s'il ne faisait pas toutes les démarches possibles pour éviter la guerre.

Le Ministre insiste sur le devoir qui existe pour le Gouvernement allemand de coopérer à ces fins.

Le Ministre a ajouté qu'il semblait qu'il y eût difficulté à faire croire à l'Allemagne que la Russie prenait les choses au sérieux. Étant donné, toutefois, que l'Allemagne est en réalité désireuse de rester en bonne relation avec nous, le Ministre pense que si elle croyait que la Grande-Bretagne agirait avec la Russie et la France, cela produirait un grand effet.

Même si on le trouvait impossible de persuader l'Allemagne de prendre part à la négociation, le Ministre préconiserait encore que l'Angleterre et l'Italie, représentant chacune un groupement, continuassent à échanger des vues.

\* Voir No. 46.

† Voir No. 43.

## No. 81.

*Sir Edward Grey à Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

ME référant à votre dépêche d'hier,\* il m'est impossible d'ouvrir des conversations ici avec les Ambassadeurs, le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche m'ayant donné à entendre que l'Autriche n'acceptera d'entamer aucune conversation qui aurait pour base la note serbe. De tout ce que j'apprends de Berlin et de Vienne, on conclut que l'Autriche n'acceptera aucune médiation des Puissances entre elle et la Serbie. Le Ministre des Affaires Étrangères d'Italie doit donc parler à Berlin et à Vienne. J'apprendrai avec plaisir qu'on ait pu accueillir favorablement les propositions qu'il y fera.

\* Voir No. 64.

## No. 82.

*M. Beaumont, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Constantinople, à Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Constantinople, 29 juillet 1914.*

JE crois comprendre que les projets autrichiens pourraient aller beaucoup plus loin que le sandjak et une occupation punitive de territoire serbe. Cette conclusion m'est suggérée par une remarque qu'a laissé tomber l'Ambassadeur d'Autriche, qui parlait de la déplorable situation économique de Salonique sous l'administration grecque et du concours sur lequel l'armée autrichienne pouvait compter de la part de la population musulmane mécontente du régime serbe.

## No. 83.

*M. Crackanthorpe, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne à Belgrade, à Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Nisch, 29 juillet 1914.*

LE Président du Conseil me prie de vous exprimer sa profonde reconnaissance de la déclaration que vous avez faite le 27 courant à la Chambre des Communes.

## No. 84.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR d'Allemagne a reçu des instructions du Chancelier allemand pour me faire savoir qu'il s'efforce de devenir le médiateur entre Vienne et Saint-Pétersbourg et qu'il a bon espoir d'y réussir. L'Autriche et la Russie semblent être constam-

ment en rapport. Ses efforts tendent à ce que l'Autriche donne à Saint-Petersbourg des explications satisfaisantes en ce qui concerne l'étendue et l'élargissement de l'action autrichienne contre la Serbie. J'ai dit à l'Ambassadeur d'Allemagne que la meilleure solution possible serait une entente directe entre l'Autriche et la Russie. Je n'insisterais sur aucune proposition tant que cette solution restât possible; cependant, d'après les renseignements que j'avais reçus le matin même, le Gouvernement autrichien avait décliné la proposition du Gouvernement russe tendant à ce que l'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Petersbourg fût autorisé à discuter avec le Ministre russe des Affaires Étrangères le moyen de régler le conflit austro-serbe. On avait fait savoir aux correspondants de journaux à Saint-Petersbourg que la Russie mobiliserait. Le Gouvernement allemand s'était déclaré favorable en principe à la médiation entre la Russie et l'Autriche en cas de nécessité. Le Gouvernement allemand semblait tenir pour trop solennelle une conférence, consultation ou discussion, ou même une conversation à quatre à Londres. J'ai prié le Gouvernement allemand de proposer n'importe quel moyen permettant aux quatre Puissances de combiner leur influence pour empêcher la guerre entre l'Autriche et la Russie. La France s'y rallia ainsi que l'Italie. La médiation ne demandait qu'à s'employer par tout moyen que proposerait l'Allemagne si l'on ne pouvait pas accepter celui que j'avais proposé. La médiation, en somme, était prête dans la forme qui conviendrait à l'Allemagne, à qui il ne restait qu'à en déclencher le mécanisme.

## No. 85.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 29 juillet 1914.*

ON m'a prié d'aller voir le Chancelier ce soir. Son Excellence venait de rentrer de Potsdam.

Il me dit que si la Russie attaquait l'Autriche, il craignait qu'une conflagration européenne ne devint inévitable, étant données les obligations qu'imposait à l'Allemagne son alliance avec l'Autriche, malgré les efforts qu'il ne cessait de faire pour le maintien de la paix. Ceci dit, il continua la conversation en offrant une forte enchère pour s'assurer la neutralité britannique. Il me dit que, selon sa conception du principe essentiel de la politique britannique, la Grande-Bretagne ne consentirait jamais à se tenir à l'écart de façon à laisser écraser la France dans un conflit qui pourrait avoir lieu. Là, cependant, n'était pas le but de l'Allemagne. Si la neutralité de la Grande-Bretagne était assurée, son Gouvernement recevrait toutes les assurances que le Gouvernement Impérial n'avait pour but aucune acquisition territoriale aux frais de la France, en supposant que la guerre s'ensuivit et qu'elle se terminât à l'avantage de l'Allemagne.

J'ai posé à son Excellence une question au sujet des colonies françaises. Il me répondit qu'il ne pouvait s'engager d'une

manière semblable à cet égard. Pour la Hollande, son Excellence me dit que, tant que les adversaires de l'Allemagne respecteraient l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas, l'Allemagne serait prête à assurer le Gouvernement de Sa Majesté qu'elle en ferait autant. Les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'entreprendre en Belgique dépendraient de ce que ferait la France ; après la guerre, l'intégrité de la Belgique serait respectée si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne.

En terminant, son Excellence me déclara que, depuis le jour où il devint Chancelier, il avait eu pour but, ainsi que vous le saviez, d'arriver à une entente avec l'Angleterre ; il espérait que ces assurances pourraient devenir la base de l'entente qui lui tenait tant à cœur. Il pensait à une entente générale de neutralité entre l'Allemagne et l'Angleterre ; et, quoiqu'il fût encore trop tôt pour en discuter les détails, l'assurance de la neutralité britannique dans le conflit que pourrait peut-être provoquer la crise actuelle lui permettrait d'entrevoir la réalisation de son désir.

Son Excellence m'ayant demandé mon opinion en ce qui concerne la manière dont vous envisageriez sa demande, je lui répondis qu'à mon avis il était peu probable que, dans les circonstances actuelles, vous seriez disposé à vous engager d'une façon quelconque, et que vous désireriez garder pleine liberté.

Notre conversation sur cette question ayant pris fin, je communiquai le contenu de votre télégramme d'aujourd'hui\* à son Excellence, qui vous en exprima ses meilleurs remerciements.

\* Voir No. 77.

No. 86.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 29 juillet.)*

Télégraphique.)

Rome, 29 juillet 1914.

LE Ministre des Affaires Étrangères croit qu'il n'y a plus lieu de prolonger la conversation au sujet de la note serbe, étant donnée la communication faite aujourd'hui à Berlin par la Russie touchant d'une mobilisation partielle. A l'heure actuelle il ne peut qu'espérer que l'Allemagne emploiera son influence à Vienne pour empêcher que l'Autriche ne formule de nouvelles exigences envers la Serbie ou pour les faire modifier.

No. 87.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne  
à Paris.*

Monsieur,

Foreign Office, 29 juillet 1914.

APRÈS avoir dit à M. Cambon aujourd'hui combien la situation ne paraissait grave, je lui ai dit que j'avais l'intention de dire à l'Ambassadeur allemand aujourd'hui qu'il ne fallait pas qu'il se laissât aller à raison du ton amical de nos conversations à

un sentiment de fausse certitude que nous resterions à l'écart si tous les efforts pour conserver la paix, que nous faisons actuellement en commun avec l'Allemagne, échouaient. Mais j'ai continué en disant à M. Cambon que je trouvais nécessaire de lui dire aussi que l'opinion publique ici envisageait la difficulté actuelle d'un point de vue tout à fait différent de celui qu'on avait adopté pendant la difficulté au sujet du Maroc il y a quelques années. Dans le cas du Maroc, la dispute fut une à laquelle la France fut la principale intéressée et dans laquelle il paraissait que l'Allemagne, dans un effort pour écraser la France, cherchait querelle à la France sur une question qui formait l'objet d'une convention spéciale entre la France et nous-mêmes. Dans le cas actuel, le différend entre l'Autriche et la Serbie n'était pas un où nous nous sentions appelés à jouer un rôle actif. Même si la question en devenait une entre l'Autriche et la Russie, nous ne nous sentirions pas appelés à y jouer un rôle. Ce serait alors une question de la suprématie du Teuton ou du Slave—une lutte pour la suprématie dans les Balkans—et notre idée avait toujours été d'éviter d'être entraînés dans une guerre pour une question balkanique.

Si l'Allemagne devenait impliquée et si France devenait impliquée, nous n'avions pas décidé ce que nous ferions. Ce serait un cas que nous aurions à examiner. La France aurait été alors entraînée dans une querelle qui n'était pas la sienne, mais dans laquelle, par suite de son alliance, son honneur et ses intérêts l'obligeaient à s'engager. Nous étions libres d'engagements et nous aurions à décider ce que les intérêts britanniques exigeaient que nous fissions. J'estimais qu'il était nécessaire de dire cela, parce que, comme il le savait, nous prenions toutes les précautions au sujet de notre flotte, et que j'étais sur le point d'avertir le Prince Lichnowsky de ne pas compter que nous restions à l'écart; mais il ne serait pas juste que je laisse M. Cambon s'égarer jusqu'à supposer que ceci voulait dire que nous avions décidé ce que nous ferions dans une éventualité, qui comme je l'espérais encore, pouvait ne pas se présenter.

M. Cambon m'a dit que j'avais exposé la situation très clairement. Il comprenait que je voulais dire que dans une querelle balkanique et dans une lutte pour la suprématie entre le Teuton et le Slave, nous ne nous sentirions pas appelés à intervenir; mais que si d'autres questions surgissaient et si la France et l'Allemagne devenaient impliquées de façon que la question devint une de l'hégémonie de l'Europe, nous déciderions alors ce qu'il nous serait nécessaire de faire. Il a paru tout à fait préparé à cette déclaration et n'y fit aucune objection.

Il a dit que l'opinion française était calme mais décidée. Il s'attendait à ce que l'Allemagne demandât que la France restât neutre pendant que l'Allemagne attaquerait la Russie. Cette assurance naturellement la France ne pouvait pas la donner; elle était obligée à aider la Russie si la Russie était attaquée.

Je suis, &c.  
E. GREY.

## No. 88.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

Monsieur,

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

J'AI communiqué à l'Ambassadeur allemand cet après-midi le renseignement que j'avais reçu, que la Russie avait informé l'Allemagne de sa mobilisation. Je l'ai informé également de la communication faite par le Comte Benckendorff, que la déclaration de guerre autrichienne, rendait évidemment vaine toutes conversations directes entre la Russie et l'Autriche. J'ai dit que les espérances basées sur ces conversations directes par le Gouvernement allemand hier, avaient disparu aujourd'hui. Aujourd'hui le Chancelier allemand travaillait dans l'intérêt de la médiation à Vienne et à Saint-Pétersbourg. S'il réussissait, tout était pour le mieux, sinon il était plus important que jamais que l'Allemagne adoptât ce que j'avais proposé à l'Ambassadeur allemand ce matin, et proposât un moyen par lequel les quatre Puissances pourraient travailler ensemble à conserver la paix de l'Europe. Je fis remarquer, cependant, que le Gouvernement russe, tout en désirant une médiation, considérait comme condition que les opérations militaires contre la Serbie fussent suspendues, car autrement une médiation ne ferait que traîner les choses et donneraient à l'Autriche le temps d'écraser la Serbie. Il était naturellement trop tard pour que toutes opérations militaires contre la Serbie fussent suspendues. Avant peu de temps, selon moi, les forces autrichiennes seraient à Belgrade et occuperaient une partie du territoire serbe. Mais même dans ce cas-là il serait peut-être possible de faire naître une médiation quelconque, si l'Autriche, tout en déclarant qu'elle était obligée de tenir le territoire occupé jusqu'à ce qu'elle eut reçu complète satisfaction de la Serbie, déclarait qu'elle n'avancerait pas plus loin, en attendant un effort des Puissances pour s'entremettre entre elle et la Russie.

L'Ambassadeur allemand a dit qu'il avait déjà télégraphié à Berlin ce que je lui avait dit ce matin.

Je suis, &c.

E. GREY.

## No. 89.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

Monsieur,

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

APRÈS avoir causé cet après-midi avec l'Ambassadeur allemand au sujet de la situation européenne, j'ai dit que je désirais lui dire, d'une façon tout à fait particulière et amicale, quelque chose que j'avais à l'esprit. La situation était très grave. Tant qu'elle se limitait aux questions actuellement posées, nous n'avions aucune intention d'intervenir. Mais si l'Allemagne y devenait impliquée et ensuite la France, la question pourrait être si vaste qu'elle

impliquerait tous les intérêts européens ; et je ne voulais pas qu'il fût trompé par le ton amical de notre conversation—lequel persisterait, comme je l'espérais—jusqu'à croire que nous resterions à l'écart.

Il a dit qu'il comprenait parfaitement, mais il a demandé si je voulais dire que nous interviendrions dans certaines circonstances.

Je répondais que je ne désirais pas dire cela, ni me servir de quoi que ce soit qui ressemblât à une menace ou à un essai d'exercer une pression, en disant que, si les choses allaient plus mal, nous interviendrions. Il n'y aurait aucune question de notre intervention si l'Allemagne n'était pas impliquée, ou même si la France n'était pas impliquée ; mais nous savions fort bien que si la question devenait telle que nous croyions que les intérêts britanniques exigeaient notre intervention, il faudrait que nous intervenions immédiatement, et que la décision fût très rapide, exactement comme les décisions des autres Puissances auraient à l'être. J'espérais que le ton amical de nos conversations continuerait comme à présent, et que je pourrais conserver des rapports aussi étroits avec le Gouvernement allemand en travaillant pour la paix. Mais si nous échouions dans nos efforts pour conserver la paix, et si la question s'élargissait de façon à impliquer pour ainsi dire tous les intérêts européens, je ne voulais pas être exposé à aucun reproche de sa part, que le ton amical de toutes nos conversations l'avait égaré, lui ou son Gouvernement, à supposer que nous n'agissions pas et au reproche que s'il n'avait pas été ainsi égaré le cours des événements aurait pu être différent.

L'Ambassadeur allemand n'a fait aucune objection à ce que j'ai dit, au contraire, il m'a dit que cela s'accordait avec ce qu'il avait déjà fait savoir à Berlin comme sa manière personnelle d'envisager de situation.

Je suis, &c.

E. GREY.

No. 90.

*Sir E. Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

Monsieur,

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

EN plus de ce qui s'est passé avec l'Ambassadeur allemand ce matin, dont je vous ai rendu compte dans ma dépêche à votre Excellence du 29 juillet,\* j'ai donné à l'Ambassadeur une copie de la dépêche de Sir Rennel Rodd du 28 juillet† et de ma réponse à celle-ci.‡ Je disais que je commençais à douter si même une acceptation complète des demandes autrichiennes par la Serbie pourrait maintenant satisfaire l'Autriche. Mais il paraissait, d'après ce qu'avait dit le Marquis de San Giuliano, y avoir un moyen par lequel, si l'on permettait aux Puissances de s'occuper de l'affaire, elles pourraient peut-être amener une satisfaction complète pour

\* Voir No. 84.

† Voir No. 64.

‡ Voir No. 81.

l'Autriche, si seulement cette dernière leur en donnait l'occasion. Je ne pouvais cependant faire aucune proposition pour les raisons que je vous ai données dans ma dépêche, et ne pouvais donner comme renseignement que ce que le Ministre italien des Affaires Etrangères avait dit à l'Ambassadeur allemand, du moment qu'il était entendu que l'Autriche n'accepterait aucune discussion avec les Puissances au sujet de sa dispute avec la Serbie. Quant à la médiation entre l'Autriche et la Russie, je dis qu'elle ne pouvait pas prendre la forme d'engager simplement la Russie à se tenir à l'écart pendant que l'Autriche était libre d'aller aussi loin qu'il lui convenait. Cela ne serait pas de la médiation, ce serait simplement exercer une pression sur la Russie dans l'intérêt de l'Autriche. L'Ambassadeur allemand a dit que la vue du Gouvernement allemand était que l'Autriche ne pouvait pas par la force être humiliée, et ne pouvait pas abdiquer sa position de Grande Puissance. Je dis que j'étais tout à fait de cet avis ; mais il n'était pas question d'humilier l'Autriche, il s'agissait de savoir jusqu'à quel point l'Autriche avait l'intention de pousser l'humiliation d'autrui. Il fallait naturellement qu'il y eût une humiliation quelconque de la Serbie ; mais l'Autriche pourrait pousser les choses assez loin pour amener la humiliation de la Russie.

L'Ambassadeur allemand a dit que l'Autriche ne prendrait pas de territoire serbe, à quoi je fis remarquer qu'en prenant du territoire, tout en laissant aux Serbes une indépendance de nom, l'Autriche pourrait faire en réalité de la Serbie un État vassal, et que ceci affecterait toute la position de la Russie dans les Balkans.

Je fis remarquer que lorsqu'il y avait danger d'un conflit européen il était impossible de dire qui n'y serait pas entraîné ; même les Pays-Bas, selon toute apparence, prenaient des précautions.

L'Ambassadeur allemand dit emphatiquement qu'il fallait absolument trouver un moyen quelconque de conserver la paix de l'Europe.

Je suis, &c.

E. GREY.

No. 91.

*Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne.*

Monsieur,

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR autrichien m'a dit aujourd'hui qu'il avait prêté un long mémoire qu'il se proposait de me laisser, et qui, disait-il, donnait un exposé de la conduite de la Serbie envers l'Autriche et expliquait combien l'action autrichienne était nécessaire.

Je dis que je ne désirais pas discuter le fonds de la question entre l'Autriche et la Serbie. Les nouvelles d'aujourd'hui me semblaient très mauvaises pour la paix de l'Europe. On ne permettait pas aux Puissances d'aider à obtenir satisfaction pour l'Autriche, satisfaction qu'elles pourraient obtenir si on leur en donnait l'occasion, et la paix de l'Europe était en jeu.

Le Comte Mensdorff dit qu'il fallait que la guerre avec la Serbie

continuât. L'Autriche ne pouvait pas continuer à être exposée à la nécessité de mobiliser à chaque instant, comme elle avait été obligée de le faire les années précédentes. Elle n'avait aucune intention d'agrandir son territoire et tout ce qu'elle désirait était d'avoir la certitude que ses intérêts étaient sauvegardés.

Je dis qu'il serait tout à fait possible sans toucher exactement à l'indépendance de la Serbie et sans lui enlever rien de son territoire, d'en faire une sorte d'État vassal.

Le Comte Mensdorff protesta contre cette idée.

En réponse à d'autres remarques de ma part, quant à l'effet que l'action de l'Autriche pourrait avoir sur la situation de la Russie dans les Balkans, il dit qu'avant la guerre des Balkans on avait toujours regardé la Serbie comme faisant partie de la sphère d'influence autrichienne.

Je suis, &c.

E. GREY.

No. 92.

*Sir Edward Grey à Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome.*

Monsieur,

*Foreign Office, 29 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR italien m'a fait aujourd'hui une communication du Marquis di San Giuliano suggérant que les objections allemandes à la médiation des quatre Puissances, médiation à laquelle l'Italie était particulièrement favorable, pourraient être levées par quelque changement de forme dans la procédure.

J'ai dit que j'avais déjà prévu ceci en demandant au Gouvernement allemand de proposer une forme de procédure au moyen de laquelle l'idée d'une médiation entre l'Autriche et la Russie, déjà acceptée en principe par le Gouvernement allemand, pourrait être réalisée.

Je suis, &c.

E. GREY.

No. 93.

*Télégrammes communiqués par le Comte Benckendorff, Ambassadeur de Russie à Londres, 30 juillet 1914.*

(1.)

*L'Ambassadeur de Russie à Vienne à M. Sazonof.*

(Télégraphique.)

*Vienne, 15 (28) juillet 1914.*

J'AI entretenu aujourd'hui le Comte Berchtold dans le sens des instructions de votre Excellence. Je lui fis observer, en termes les plus amicaux, combien il était désirable de trouver une solution qui, en consolidant les bons rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, donnerait à la Monarchie austro-hongroise des garanties sérieuses pour ses rapports futurs avec la Serbie.

J'attirais l'attention du Comte Berchtold sur tous les dangers pour la paix de l'Europe, qu'entraînerait un conflit armé entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie.

Le Comte Berchtold me répondit qu'il se rendait parfaitement compte du sérieux de la situation et des avantages d'une franche explication avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg. Il me dit que d'un autre côté le Gouvernement austro-hongrois, qui ne s'était décidé que très mal volontiers aux mesures énergiques qu'il avait prises contre la Serbie, ne pouvait plus ni reculer, ni entrer en discussion aucune des termes de la note austro-hongroise.

Le Comte Berchtold ajouta que la crise était devenue si aiguë, et que l'excitation de l'opinion publique avait atteint tel degré, que le Gouvernement, le voulait-il, ne pouvait plus y consentir, d'autant moins me dit-il, que la réponse même de la Serbie donne la preuve du manque de sincérité de ses promesses pour l'avenir.

---

(2.)

*M. Sazonof au Comte Benckendorff.*

(Télégraphique.) *Saint-Pétersbourg, 16 (29) juillet 1914.*

L'Ambassadeur d'Allemagne m'informe, au nom du Chancelier, que l'Allemagne n'a pas cessé d'exercer à Vienne une influence modératrice et quelle continuera cette action même après la déclaration de guerre. Jusqu'à ce matin il n'y avait aucune nouvelle que les armées autrichiennes aient franchi la frontière serbe. J'ai prié l'Ambassadeur de transmettre au Chancelier mes remerciements pour la teneur amicale de cette communication. Je l'ai informé des mesures militaires prises par la Russie, dont aucune, lui dis-je, n'était dirigée contre l'Allemagne ; j'ajoutais qu'elles ne préjugeaient pas non plus des mesures agressives contre l'Autriche-Hongrie, ces mesures s'expliquant par la mobilisation de la plus grande partie de l'armée austro-hongroise.

L'Ambassadeur se prononçant en faveur d'explications directes avec le Cabinet de Vienne et nous, je répondis que j'y étais tout disposé, pour peu que les conseils du Cabinet de Berlin dont il parlait trouvent écho à Vienne.

En même temps je signalais que nous étions tout disposés à accepter le projet d'une conférence des quatre Puissances, un projet auquel, paraissait-il, l'Allemagne ne sympathisait pas entièrement.

Je dis que, dans mon opinion, le meilleur moyen pour mettre à profit tous les moyens propres à produire une solution pacifique, consisterait en une action parallèle des pourparlers d'une conférence à quatre de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Italie et d'un contact direct entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, à l'instar à peu près de ce qui avait eu lieu aux moments les plus critiques de la crise de l'an dernier.

Je dis à l'Ambassadeur qu'après les concessions faites par la Serbie, un terrain de compromis pour les questions restées ouvertes ne serait pas très difficile à trouver, à condition toutefois de quelque bonne volonté de la part de l'Autriche et à condition que

toutes les Puissances usent de toute leur influence dans un sens de conciliation.

(3.)

*M. Sazonof au Comte Benckendorff.*

(Télégraphique.) *Saint-Pétersbourg, 16 (29) juillet 1914.*

LORS de mon entretien avec l'Ambassadeur d'Allemagne, dont traite mon télégramme précédent, je n'avais pas encore reçu le télégramme du 15 (28) juillet de M. Schébéko.

Le contenu de ce télégramme constitue un refus du Cabinet de Vienne de procéder à un échange d'idées direct avec le Gouvernement Impérial.

Dès lors, il ne nous reste plus qu'à nous en remettre entièrement au Gouvernement britannique pour l'initiative des démarches qu'il jugera utile de provoquer.

No. 94.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 30 juillet.)*

(Télégraphique.) *Vienne, 29 juillet 1914.*

J'APPRENS que la mobilisation des corps d'armée russes destinés à faire des opérations sur la frontière autrichienne, a été ordonnée. Mon informateur est l'Ambassadeur russe. Le Ministère des Affaires Étrangères ici a réalisé, quoiqu'un peu tard, que la Russie ne restera pas indifférente dans la crise actuelle. Je crois que la nouvelle de la mobilisation russe ne surprendra pas le Ministère ; mais jusqu'ici elle n'est pas généralement connue à Vienne ce soir. A moins que la médiation, que le Gouvernement allemand se déclare prêt à offrir de concert avec trois autres Grandes Puissances non directement intéressées dans la dispute auto-serbe, ne soit immédiatement mise en œuvre, des mesures irrévocables pourront être prises, vu l'état d'esprit actuel de ce pays. L'Ambassadeur allemand fait semblant d'être surpris que la Russie attache tant d'importance aux affaires serbes. Mes collègues, aussi bien russe que français, lui ont parlé aujourd'hui ; l'Ambassadeur russe a exprimé l'espoir qu'il serait encore possible d'arranger les choses et a expliqué qu'il était impossible à la Russie de faire autrement que de s'intéresser à la dispute actuelle. La Russie a-il-dit, avait déjà fait ce qu'elle avait pu à Belgrade pour amener le Gouvernement serbe à accepter les principales demandes de l'Autriche dans un esprit favorable, si on s'adressait à la Serbie d'une manière convenable, il pensait qu'elle irait encore plus loin dans ce sens ; mais elle était justement offensée d'avoir été totalement ignorée, et elle ne pouvait consentir à être exclue du règlement final. L'Ambassadeur allemand dit que si on faisait des propositions pouvant laisser entrevoir une acceptation possible des deux parties il pensait personnellement que l'Allemagne pourrait consentir à agir comme médiatrice de concert avec les trois autres Puissances.

Il me semble, d'après ce que m'a dit l'Ambassadeur russe, qu'il a grande peur de l'effet que pourrait avoir sur l'opinion publique russe une bataille sérieuse. J'ai compris toutefois que la Russie irait très loin pour s'entendre sur les demandes autrichiennes à la Serbie.

## No. 95.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 30 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 30 juillet 1914.

L'AMBASSADEUR russe espère que la mobilisation russe sera considérée par l'Autriche comme ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire un net avertissement que la Russie doit être consultée au sujet du sort de la Serbie, mais il ne sait pas comment le Gouvernement autrichien envisage la chose. Il dit que la Russie doit avoir une assurance que la Serbie ne sera pas écrasée, mais qu'elle comprendrait que l'Autriche-Hongrie fût obligée d'exiger de la Serbie des mesures qui protégeront ses provinces slaves contre la continuation d'une propagande hostile venant du territoire serbe.

L'Ambassadeur français apprend de Berlin que l'Ambassadeur allemand à Vienne a reçu des instructions de parler sérieusement au Gouvernement austro-hongrois pour qu'il n'agisse pas d'une manière susceptible à provoquer une guerre européenne.

Malheureusement, l'Ambassadeur allemand est lui-même tellement identifié avec les sentiments extrêmes anti-serbe et anti-russe qui prévalent à Vienne, qu'il est peu probable qu'il plaide la cause de la paix avec entière sincérité.

Quoique je ne puisse pas le vérifier, je tiens d'une source privée que l'Ambassadeur allemand connaissait le texte de l'ultimatum autrichien à la Serbie avant qu'il ne fût expédié et qu'il l'a télégraphié à l'Empereur allemand. Je sais de par l'Ambassadeur allemand lui-même qu'il en approuve chaque ligne.

## No. 96.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 30 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 30 juillet 1914.

L'AMBASSADEUR russe a donné à l'Ambassadeur français et à moi-même cet après-midi à l'Ambassade française, où je me trouvais par hasard, un compte rendu de son entrevue avec le Ministre des Affaires Étrangères, laquelle aurait été parfaitement amicale. Le Ministre des Affaires Étrangères lui dit que comme la Russie avait mobilisé, l'Autriche devait nécessairement en faire autant. Ceci toutefois ne devait pas être considéré comme une menace, mais simplement comme la prise de précautions militaires semblables à celles qu'on avait déjà prises de l'autre côté de la frontière. Il dit qu'il n'avait pas d'objection à ce que le Ministre russe des Affaires

Étrangères et l'Ambassadeur autrichien à Saint-Pétersbourg continuent leurs conversations, bien qu'il ne puisse dire qu'on pourrait les reprendre sur la base de la réponse serbe.

En somme, l'Ambassadeur russe n'est pas mécontent. Il avait commencé à faire ses préparatifs pour son départ sur la foi d'un bruit que l'Autriche déclarerait la guerre en réponse à la mobilisation. Il espère maintenant que l'on pourra encore faire quelque chose pour empêcher la guerre avec l'Autriche.

## No. 97.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, à Sir E. Grey.—(Reçu 30 juillet.)*

Télégraphique.)

*Saint-Pétersbourg, 30 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR français et moi-même avons rendu visite au Ministre des Affaires Étrangères ce matin. Son Excellence a dit que l'Ambassadeur allemand l'a informée hier après-midi que le Gouvernement allemand était disposé à garantir que l'intégrité serbe serait respectée par l'Autriche. A cela il avait répondu qu'il pourrait en être ainsi; mais que néanmoins la Serbie deviendrait un vassal autrichien tout comme, dans des circonstances similaires, le Bokhara était devenu vassal russe. Il y aurait une révolution en Russie si la Russie supportait un tel état de choses.

M. Sazonof nous a dit que le Gouvernement russe avait en sa possession la preuve absolue que l'Allemagne était en train de faire des préparatifs sur terre et sur mer contre la Russie — plus spécialement dans la direction du Golfe de Finlande.

L'Ambassadeur allemand a eu une deuxième entrevue avec le Ministre des Affaires Étrangères à 2 heures du matin, au cours de laquelle le premier a été complètement terrassé par l'émotion en se rendant compte que la guerre était inévitable. Il supplia M. Sazonof de faire quelque proposition qu'il pût télégraphier au Gouvernement allemand comme un dernier espoir. En conséquence M. Sazonof rédigea et remit à l'Ambassadeur allemand une formule en français comme suit :

“Si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie, a pris le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui violent le principe de la souveraineté de la Serbie, la Russie s'engage à arrêter tous ses préparatifs militaires.”

On continuera les préparatifs de mobilisation générale si cette proposition est rejetée par l'Autriche, et le résultat inévitable sera une guerre européenne. La nervosité ici a atteint un tel degré que si l'Autriche se refuse à faire une concession, la Russie ne pourra plus se retenir, et, maintenant qu'elle sait que l'Allemagne s'arme, elle ne peut guère retarder, pour des raisons stratégiques, la conversion de la mobilisation partielle en mobilisation générale.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 30 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 30 juillet 1914.*

LE Secrétaire d'État m'informe qu'aussitôt la réception de la dépêche de Prince Lichnowsky, rapportant sa dernière conversation avec vous, il a demandé au Gouvernement austro-hongrois s'il était disposé à accepter la médiation sur la base de l'occupation par des troupes autrichiennes de Belgrade ou de quelque autre point et de faire connaître de là leurs conditions. Il n'a reçu jusqu'à présent aucune réponse, mais il craint que la mobilisation russe contre l'Autriche n'ait augmenté les difficultés, car l'Autriche-Hongrie, qui pour le moment n'a mobilisé que contre la Serbie, trouvera probablement nécessaire de le faire également contre la Russie. Le Secrétaire d'État dit que si vous pouvez réussir à obtenir de la Russie qu'elle accepte cette base d'arrangement et à lui persuader entre-temps de ne prendre aucune mesure qui puisse être regardée comme un acte agressif contre l'Autriche, il voit encore quelque chance de préserver la paix européenne.

Il me pria de vous pénétrer de la difficulté de la position de l'Allemagne en vue de la mobilisation russe et des mesures militaires que, d'après ce qu'il a entendu dire, la France est en train de prendre.

En dehors du rappel des officiers en congé—mesure qui avait été officiellement prise après et non pas avant la visite de l'Ambassadeur français hier—le Gouvernement Impérial n'avait rien fait de spécial en vue de préparations militaires. Il faudrait pourtant faire quelque chose bientôt, parce qu'il pourrait être trop tard, et quand ils mobiliseront il faudra qu'ils mobilisent de trois côtés. Il le regrettait, car il savait que la France ne désirait pas la guerre ; mais ce serait une nécessité militaire.

Son Excellence ajouta que la dépêche qu'il avait reçue de Prince Lichnowsky la veille renfermait des choses qu'il avaient apprises avec regret, mais pas exactement avec surprise, et qu'en tout cas il appréciait entièrement la franchise et la loyauté avec laquelle vous avez parlé.

Il m'a dit également que cette dépêche n'était arrivée à Berlin que très tard dans la nuit. S'il l'avait reçue plus tôt, le Chancelier ne m'aurait pas parlé de la façon dont il l'a fait.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 30 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 30 juillet 1914.*

LE Président de la République me fait savoir que le Gouvernement russe a été informé par le Gouvernement allemand que l'Allemagne mobiliserait à moins que la Russie n'arrêtât sa

mobilisation. Mais un rapport supplémentaire reçu depuis de Saint-Petersbourg déclare que le communiqué allemand avait été modifié et prenait maintenant la forme d'une demande d'information dans quelles conditions la Russie consentirait à démobiliser. La réponse donnée est qu'elle consent à le faire à la condition que l'Autriche-Hongrie donne l'assurance qu'elle respectera la souveraineté de la Serbie et soumettra certaines demandes formulées dans la note autrichienne, lesquelles la Serbie n'a pas acceptées, à une discussion internationale.

Le Président est d'avis que ces conditions ne seront pas acceptées par l'Autriche; il est convaincu que la paix entre les Puissances est entre les mains de la Grande-Bretagne. Si le Gouvernement de Sa Majesté annonçait que l'Angleterre viendrait en aide à la France, dans le cas d'un conflit entre la France et l'Allemagne, résultant des différences actuelles entre l'Autriche et la Serbie, il n'y aurait pas de guerre, car l'Allemagne modifierait aussitôt son attitude.

Je lui expliquais combien il serait difficile au Gouvernement de Sa Majesté de faire une telle déclaration, mais il disait qu'il maintenait que cela serait dans l'intérêt de la paix. La France, disait-il, est pacifique. Elle ne désire pas la guerre et tout ce qu'elle a fait jusqu'à présent est de se préparer pour une mobilisation afin de ne pas être prise au dépourvu. Le Gouvernement français tiendra le Gouvernement de Sa Majesté au courant de tout ce qui se fera dans ce sens. On a des renseignements sérieux que les troupes allemandes sont concentrées dans les environs de Thionville et de Metz prêtes à la guerre. S'il y avait une guerre générale sur le continent, l'Angleterre y serait entraînée pour la protection de ses intérêts vitaux. Une déclaration dès à présent de son intention de soutenir la France, dont c'est le désir que la paix soit maintenue, empêcherait presque certainement l'Allemagne de partir en guerre.

No. 100.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 30 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Rome, 30 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR allemand m'a dit hier soit qu'il était d'avis que l'Allemagne serait à même d'empêcher l'Autriche de faire des demandes exorbitantes si on pouvait amener la Serbie à se soumettre et à demander la paix sans délai, par exemple aussitôt que l'occupation de Belgrade aurait été accomplie. J'ai fait à son Excellence la suggestion personnelle que l'Allemagne pourrait peut-être trouver une formule qui pût amener un échange de vues.

Je vois cependant que vous avez déjà fait cette suggestion.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 30 juillet 1914.*

Au sujet de votre dépêche du 29 juillet.\*

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas accueillir seul un instant la proposition du Chancelier de s'engager à rester neutre dans de telles conditions. Ce qu'il nous demande, en effet, c'est de nous engager à rester à l'écart en attendant qu'on saisit des colonies françaises et que la France fût battue, pourvu que l'Allemagne ne prenne pas de territoire français, exception faite des colonies.

Au point de vue matériel, une telle proposition est inacceptable, car la France, sans qu'on lui enlevât encore de territoire en Europe, pourrait être écrasée au point de perdre sa position de Grande Puissance et devenir subordonnée à la politique allemande. En général, tout ceci à part, ce serait une honte pour nous que de passer ce marché avec l'Allemagne aux dépens de la France, une honte de laquelle la bonne renommée de ce pays ne se remettrait jamais.

Le Chancelier nous demande aussi en effet de marchander toutes obligations ou intérêts que nous puissions avoir dans la neutralité de la Belgique. Nous ne pouvons en aucune façon accueillir ce marché non plus.

Ceci dit, il n'est pas nécessaire d'examiner si la perspective d'une convention générale de neutralité dans l'avenir entre l'Angleterre et l'Allemagne offrirait des avantages positifs suffisants pour nous dédommager de nous être liés les mains aujourd'hui. Nous devons conserver notre entière liberté d'agir comme les circonstances nous paraîtront l'exiger en cas d'un développement défavorable et regrettable de la crise actuelle, tel que le Chancelier le prévoit.

Je vous prie de parler au Chancelier dans le sens susindiqué et d'ajouter très sérieusement que la seule façon de maintenir les bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne est qu'ils continuent à coopérer à conserver la paix de l'Europe. Si nous réussissons dans ce but, les relations mutuelles de l'Allemagne et de l'Angleterre seront, j'en suis convaincu, améliorées et renforcées *ipso facto*. Dans ce but le Gouvernement de Sa Majesté travaillera dans ce sens avec entier bon vouloir et sincérité.

Et, j'ajouterai ceci : si on peut conserver la paix de l'Europe et passer sans accident à travers la crise actuelle, mon effort personnel sera de prendre l'initiative d'un arrangement auquel l'Allemagne puisse souscrire et par lequel elle pourra être assurée qu'aucune politique agressive ou hostile ne sera poursuivie contre elle ou ses alliés par la France, la Russie et nous-mêmes, soit ensemble, soit séparément. J'ai désiré ceci et j'ai travaillé dans ce sens autant que je l'ai pu pendant la dernière crise balkanique, et comme l'Allemagne avait un but semblable, nos relations se sont

\* Voir No. 85.

sensiblement améliorées. Cette idée a été jusqu'aujourd'hui trop utopique pour faire l'objet de propositions définitives, mais si la crise actuelle, beaucoup plus aiguë que toutes celles par lesquelles l'Europe a passé depuis plusieurs générations, est traversée sans accident, j'ai l'espoir que le soulagement et la réaction qui suivront, rendront possible un rapprochement plus défini entre les Puissances, qu'il n'a été possible jusqu'à aujourd'hui.

## No. 102.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 30 juillet 1914.*

J'AI averti le Prince Lichnowsky que l'Allemagne ne doit pas compter sur notre neutralité dans toutes les circonstances. Ceci est sans doute la substance de la dépêche du Prince Lichnowsky au Chancelier allemand, à laquelle vous faites allusion dans les deux derniers paragraphes de votre dépêche du 30 juillet.\*

\* Voir No. 98.

## No. 103.

*Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 30 juillet 1914.*

L'AMBASSADEUR allemand m'informe que le Gouvernement allemand essaierait d'influencer l'Autriche, après avoir pris Belgrade et le territoire serbe dans la région de la frontière, à promettre de ne pas avancer plus loin pendant que les Puissances essaient d'arranger pour que la Serbie donne une satisfaction suffisante pour calmer l'Autriche. Le territoire occupé serait évacué, bien entendu, lorsque l'Autriche serait satisfaite. J'ai suggéré ceci hier comme un soulagement possible à la situation, et si on peut y arriver, j'espère sincèrement que l'on pourrait se mettre d'accord pour suspendre tous nouveaux préparatifs militaires de tous les côtés.

L'Ambassadeur russe m'a informé de la condition posée par M. Sazonof telle qu'elle est citée dans votre dépêche du 30 juillet,\* il craint qu'elle ne puisse être modifiée. Mais si l'avance autrichienne était arrêtée après l'occupation de Belgrade, je pense que les termes de la formule rédigée par le Ministre russe des Affaires Étrangères pourraient être modifiés de façon à dire que les Puissances examineraient comment la Serbie pourrait donner entière satisfaction à l'Autriche sans diminuer les droits souverains ou l'indépendance de la Serbie.

Si l'Autriche ayant occupé Belgrade et le territoire serbe avoisinant, se déclare prête, dans l'intérêt de la paix européenne, à cesser son avance et à discuter comment on pourrait arriver à

\* Voir No. 97.

un règlement complet, j'espère que la Russie consentirait également à discuter et à suspendre tous nouveaux préparatifs militaires, pourvu que les autres Puissances en fissent autant. C'est une chance bien mince de conserver la paix, mais c'est la seule que je puisse suggérer si le Ministre des Affaires Étrangères ne peut arriver à aucune entente avec Berlin. Je vous prie d'en informer le Ministre des Affaires Étrangères.

No. 104.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 30 juillet 1914.*

JE vous prie d'informer le Ministre des Affaires Étrangères de ma dépêche à Sir G. Buchanan en date d'aujourd'hui\* et de lui dire que je sais qu'il a pressé la Russie pour qu'elle ne hâte pas une crise. J'espère qu'il pourra appuyer cette dernière suggestion à Saint-Pétersbourg.

\* Voir No. 103.

No. 105.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

Monsieur,

*Foreign Office, 30 juillet 1914.\**

M. CAMBON m'a rappelé aujourd'hui la lettre que je lui ai écrite il y a deux ans, dans laquelle nous avons convenu que, dans le cas où la paix de l'Europe serait sérieusement menacée, nous discuterions ce que nous serions préparés à faire. Afin que vous puissiez les consulter facilement, je vous envoie ci-joint les copies de la lettre en question et de la réponse de M. Cambon. Il a dit que la paix de l'Europe ne fut jamais plus sérieusement menacée qu'elle l'était aujourd'hui. Il ne voulait pas me demander de dire directement que nous interviendrions, mais il aimerait bien que je lui dise ce que nous ferions dans certaines éventualités. L'hypothèse particulière qu'il avait à l'esprit était une attaque de la France par l'Allemagne. Il m'a donné un papier, dont une copie est également ci-jointe, montrant que les préparatifs militaires allemands étaient plus avancés et plus en vue de l'offensive sur la frontière, que tout ce que la France avait encore fait. Il prévoyait que l'agression prendrait la forme soit d'une demande que la France cesse ses préparatifs, soit d'une demande qu'elle s'engage à rester neutre en cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie. La France ne pouvait accueillir l'une ni l'autre de ces demandes.

J'ai dit que le Cabinet devait réunir demain matin, et que je le verrais de nouveau demain après-midi.

Je suis, &c.

E. GREY.

## Annexe No. 1 jointe au No. 105.

*Sir Edward Grey à M. Cambon, Ambassadeur de France à Londres.*

Mon cher Ambassadeur, *Foreign Office, 22 novembre 1912.*

DE temps en temps, dans ces dernières années, les autorités militaires et navales de la France et la Grande-Bretagne se sont consultées. Il a toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté pour chaque Gouvernement de décider à l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leur force armée. Nous avons convenu que ces consultations entre spécialistes ne sont pas et ne doivent pas être considérées comme des engagements obligeant l'un ou l'autre Gouvernement à agir dans une éventualité qui ne s'est pas produite et qui peut ne se produire jamais. La disposition actuelle, par exemple, des flottes française et britannique respectivement n'est pas basée sur une promesse de coopération en cas de guerre. Vous m'avez pourtant fait observer que, dans le cas où l'un ou l'autre Gouvernement aurait un motif grave d'appréhender une agression non provoquée d'une tierce Puissance, il pourrait devenir essentiel de savoir si dans ce cas l'un pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre.

Je suis d'accord que, si l'un ou l'autre Gouvernement avait un motif grave d'appréhender soit une attaque non provoquée de la part d'une tierce Puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements devaient agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix, et dans ce cas discuter quelles mesures ils seraient disposés à prendre en commun.

Si ces mesures comportaient une action, les Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs états-majors, et décideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ses plans.

Votre sincèrement dévoué,  
E. GREY.

## Annexe No. 2 jointe au No. 105.

*M. Cambon à Sir Edward Grey.*

*Ambassade de France, Londres,  
ce 23 novembre 1912.*

Cher Sir Edward,

PAR votre lettre en date d'hier, 22 novembre, vous m'avez rappelé que, dans ces dernières années, les autorités militaires et navales de la France et de la Grande-Bretagne s'étaient consultées de temps en temps; qu'il avait toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté, pour chaque Gouvernement, de décider dans l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leurs forces armées; que, de part et d'autre, ces consultations entre spécialistes n'étaient et ne devaient pas être considérées comme des engagements obligeant nos Gouvernements à agir dans certains cas; que cependant je vous avais fait observer que, si l'un ou l'autre des deux Gouvernements avait de

graves raisons d'appréhender une attaque non provoquée de la part d'une tierce Puissance, il deviendrait essentiel de savoir s'il pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre.

Votre lettre répond à cette observation, et je suis autorisé à vous déclarer que, dans le cas où l'un de nos deux Gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'agression d'une tierce Puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements doivent agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas, les deux Gouvernements délibéreraient sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun; si ces mesures comportaient une action, les deux Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs états-majors et décideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ces plans.

Votre sincèrement dévoué,  
PAUL CAMBON.

Annexe No. 3 jointe au No. 105.

*Ministre des Affaires Étrangères de France à M. Cambon.*

L'ARMÉE allemande a ses avant-postes sur nos bornes-frontières, hier; par deux fois des patrouilles allemandes ont pénétré sur notre territoire. Nos avant-postes sont en retraite à 10 kilom. en arrière de la frontière. Les populations ainsi abandonnées à l'attaque de l'armée adverse protestent; mais le Gouvernement tient à montrer à l'opinion publique et au Gouvernement britannique que l'agresseur ne sera en aucun cas la France. Tout le 16<sup>e</sup> Corps de Metz renforcé par une partie du 8<sup>e</sup> venu de Trèves et de Cologne occupe la frontière de Metz au Luxembourg. Le 15<sup>e</sup> Corps d'Armée de Strasbourg a serré sur la frontière. Sous menace d'être fusillés les Alsaciens-Lorrains des pays annexés ne peuvent pas passer la frontière; des réservistes par dizaines de milliers sont rappelés en Allemagne; c'est de dernier stade avant la mobilisation: or, nous n'avons rappelé aucun réserviste.

Comme vous le voyez, l'Allemagne l'a fait. J'ajoute que toutes nos informations concordent pour montrer que les préparatifs allemands ont commencé samedi, le jour même de la remise de la note autrichien.

Ces éléments, ajoutés à ceux contenus dans mon télégramme d'hier, vous permettent de faire la preuve au Gouvernement britannique de la volonté pacifique de l'un et des intentions agressives de l'autre.

No. 106.

*Sir R. Rodd, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

(Télégraphique.)

Rome, 30 juillet 1914.

J'ai appris par le Ministre des Affaires Étrangères, qui m'a fait demander ce soir, que le Gouvernement autrichien avait

refusé de continuer directement l'échange de vues avec le Gouvernement russe. Mais il avait des raisons de croire que l'Allemagne était maintenant disposée à donner des avis plus conciliants à l'Autriche, car elle semblait convaincue que nous agirions avec la France et la Russie, et elle était très désireuse d'éviter la rupture avec nous.

Il dit qu'il télégraphiait à l'Ambassadeur d'Italie à Berlin de demander au Gouvernement allemand de proposer que l'idée d'un échange de vues entre les quatre Puissances soit reprise sous telle forme que l'Autriche considèrerait acceptable. Il lui semble que l'Allemagne pourrait inviter l'Autriche à faire connaître exactement les conditions qu'elle demanderait à la Serbie, et à garantir qu'elle ne la priverait pas de son indépendance et qu'elle n'annexerait pas de territoire. Il serait inutile de demander quoi que ce soit en moins de ce qui était contenu dans l'ultimatum autrichien, et l'Allemagne n'appuyerait aucune proposition qui impliquerait un insuccès pour l'Autriche. Nous pourrions, d'un autre côté, demander à la Russie ce qu'elle accepterait, et, après avoir eu connaissance des points de vue de ces deux pays, les pourparlers pourraient commencer aussitôt. Il en serait encore temps, tant que l'Autriche n'aurait pas éprouvé d'échec. Dans tous les cas, il était partisan de continuer l'échange de vues avec le Gouvernement de Sa Majesté, si l'idée de pourparlers entre les quatre Puissances était impossible.

## No. 107.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 30 juillet 1914.*

JE ne sais pas si vous avez reçu une réponse du Gouvernement allemand à la communication\* que vous lui avez faite par l'intermédiaire de l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres demandant s'il pouvait proposer quelque moyen par lequel les quatre Puissances pourraient employer leur influence médiatrice entre la Russie et l'Autriche. J'ai été informé hier soir qu'il n'avait pas encore eu le temps d'envoyer une réponse. Aujourd'hui, en réponse à une demande de l'Ambassadeur de France pour savoir si le Gouvernement Impérial avait proposé un moyen quelconque d'action, le Secrétaire d'État a dit qu'il avait cru gagner du temps en communiquant directement avec Vienne, et qu'il avait demandé au Gouvernement austro-hongrois ce qui pourrait lui donner satisfaction. Aucune réponse, néanmoins, n'était encore parvenue.

Le Chancelier m'a dit hier soir qu'il "déclanchait le mécanisme" autant qu'il pouvait, et qu'il n'était pas certain de ne pas avoir été trop loin en conseillant fortement la modération à Vienne, ce qui aurait plutôt précipité les événements.

\* Voir No. 84.

No. 108.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 31 juillet 1914.

LE Chancelier m'informe que ses efforts pour prêcher la paix et la modération à Vienne ont été sérieusement embarrassés par la mobilisation russe contre l'Autriche. Il a fait tout ce qui était possible pour arriver à son but à Vienne, peut-être même plus que cela n'était agréable au Ballplatz. Il ne pouvait pas, quoi qu'il en soit, laisser son pays sans défense pendant que le temps était employé par les autres Puissances; et si, comme il sait que c'est le cas, des mesures militaires sont maintenant prises par la Russie contre l'Allemagne, il lui serait impossible de rester paisible. Il désirait me dire qu'il était fort possible que dans peu de temps, aujourd'hui peut-être, le Gouvernement allemand prendrait de sérieuses mesures; il était, en effet, sur le point d'avoir une audience avec l'Empereur.

Son Excellence a ajouté que la nouvelle des préparatifs actifs sur la frontière russo-allemande lui était parvenue juste au moment où le Tsar avait demandé à l'Empereur, au nom de leur vieille amitié, de s'entremettre à Vienne, et quand l'Empereur se conformait effectivement à cette instance.

No. 109.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 31 juillet 1914.

J'AI lu ce matin au Chancelier votre réponse à son appel pour la neutralité de la Grande-Bretagne en cas de guerre, comme spécifié dans votre télégramme d'hier.\* Son Excellence était tellement préoccupée par les nouvelles des mesures russes sur la frontière, rapportées dans mon télégramme précédant immédiatement celui-ci, qu'il a reçu votre communication sans remarque. Il m'a demandé de lui laisser, à titre de memorandum, le message que je venais de lui lire, car il désirait réfléchir avant de donner une réponse et il devait faire face à tant d'affaires sérieuses qu'il ne pouvait pas être certain de se rappeler tous ses détails. En conséquence, je lui ai remis le texte de votre message, étant entendu qu'il devait être considéré uniquement comme un résumé des conversations et non comme un document officiel.

Son Excellence a accepté.

\* Voir No. 101.

No. 110.

*Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg.*

(Télégraphique.)

Foreign Office, 31 juillet 1914.

J'APPRENS par l'Ambassadeur d'Allemagne que, comme résultat des suggestions du Gouvernement allemand, un entretien a eu

lieu à Vienne entre le Ministre autrichien des Affaires Étrangères et l'Ambassadeur de Russie. L'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg a aussi été informé qu'il pouvait converser avec le Ministre russe des Affaires Étrangères, et qu'il devait donner des explications au sujet de l'ultimatum autrichien à la Serbie et discuter les propositions et toutes les questions intéressant directement les relations austro-russes. Si le Gouvernement russe objecte que les Autrichiens mobilisent huit corps d'armée, il faudrait faire ressortir que ce nombre n'est pas trop élevé contre 400,000 Serbes.

L'Ambassadeur d'Allemagne m'a demandé d'exhorter le Gouvernement russe à montrer son bon vouloir dans les pourparlers et à suspendre ses préparations militaires.

C'est avec grande satisfaction que j'ai appris que les pourparlers sont repris entre l'Autriche et la Russie et vous voudrez bien exprimer ceci au Ministre des Affaires Étrangères et lui dire que j'espère ardemment qu'il les encouragera.

J'ai informé l'Ambassadeur d'Allemagne que, en ce qui regarde les préparatifs militaires, je ne voyais pas comment on pouvait inviter la Russie à les suspendre, à moins que l'Autriche ne restreigne l'avance de ces troupes en Serbie.

No. 111.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 31 juillet 1914.*

J'ESPÈRE que les pourparlers qui ont lieu maintenant entre l'Autriche et la Russie pourront conduire à un résultat satisfaisant. La pierre d'achoppement jusqu'ici a été la méfiance de l'Autriche concernant les promesses serbes et la méfiance de la Russie concernant les intentions de l'Autriche en ce qui regarde l'indépendance et l'intégrité de la Serbie. Il m'est venu à l'idée que, dans le cas où cette méfiance empêcherait une solution d'être trouvée par Vienne et Saint-Pétersbourg, l'Allemagne pourrait sonder Vienne et j'entreprendrais de sonder Saint-Pétersbourg, pour savoir s'il serait possible pour les quatre Puissances désintéressées d'offrir à l'Autriche qu'elles garantissent d'obtenir entière satisfaction dans ses réclamations à la Serbie, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte à la souveraineté serbe et à l'intégrité du territoire serbe. Comme votre Excellence en est informée, l'Autriche a déjà déclaré son intention de les respecter. La Russie pourrait être informée par les quatre Puissances qu'elles empêcheraient les réclamations de l'Autriche d'empiéter sur la souveraineté et l'intégrité serbe. Naturellement les Puissances suspendraient leurs opérations et préparations militaires.

Vous pouvez sonder le Secrétaire d'État au sujet de cette proposition.

J'ai dit à l'Ambassadeur d'Allemagne ce matin que si l'Allemagne pouvait mettre en avant une proposition raisonnable qui montrerait clairement que l'Allemagne et l'Autriche s'efforçaient de préserver la paix européenne et que la Russie et la France

soient assez déraisonnables pour la repousser, je la soutiendrai à Saint-Pétersbourg et à Paris et je vais jusqu'à dire que si la Russie et la France ne l'acceptait pas, le Gouvernement de Sa Majesté se désintéresserait des conséquences; mais, autrement, j'ai dit à l'Ambassadeur d'Allemagne que si la France se trouvait entraînée, nous serions engagés.

Vous pouvez ajouter cela en sondant le Chancelier ou le Secrétaire d'État au sujet de la proposition ci-dessus.

---

## No. 112.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 31 juillet 1914.*

D'APRÈS une information que vient de recevoir le Gouvernement allemand de son Ambassadeur à Saint-Pétersbourg, toute l'armée et la flotte russe sont en mobilisation. Le Chancelier me dit que le "Kriegsgefahr" allait être proclamé de suite par le Gouvernement allemand, car ce ne peut être que contre l'Allemagne que la mobilisation générale russe est dirigée. La mobilisation suivrait presque immédiatement. Son Excellence a ajouté comme explication que le "Kriegsgefahr" signifiait la prise de certaines mesures de précaution en conséquence des relations tendues avec un pays étranger.

Cette nouvelle de Saint-Pétersbourg, a ajouté son Excellence, lui semblait mettre fin à tout espoir de solution pacifique de la crise. L'Allemagne doit certainement se préparer à toutes éventualités.

Je lui ai demandé s'il ne pouvait pas, malgré cela, faire pression sur les autorités à Vienne pour qu'elles fassent quelque chose dans l'intérêt général, pour rassurer la Russie et de montrer qu'eux-mêmes sont disposés à continuer les pourparlers sur une base amicale. Il a répondu qu'hier soir il avait prié l'Autriche de répondre à votre dernière proposition et qu'il avait reçu une réponse d'après laquelle le Ministre autrichien des Affaires Étrangères prendrait, ce matin, l'avis de l'Empereur à ce sujet.

---

## No. 113.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

(Télégraphique.)

*Saint-Pétersbourg, 31 juillet 1914.*

IL a été décidé de donner des ordres pour la mobilisation générale.

Cette décision a été prise en conséquence d'un rapport reçu de l'Ambassadeur russe à Vienne, suivant lequel l'Autriche s'est décidée à ne pas s'en rapporter à l'intervention des Puissances et met en mouvement ses troupes contre la Russie aussi bien que contre la Serbie. La Russie a aussi des raisons de croire que l'Allemagne fait d'actifs préparatifs militaires et elle ne peut pas se laisser devancer.

---

## No. 114.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, et Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 31 juillet 1914.*

J'ESPÈRE toujours que la situation n'est pas irréparable, mais en vue des préparatifs de mobilisation en Allemagne il est devenu essentiel pour le Gouvernement de Sa Majesté, en vue de traités existants, de demander si le Gouvernement français (allemand) est préparé à s'engager à respecter la neutralité de la Belgique autant qu'une autre Puissance ne l'aura pas violée.

Une demande semblable est adressée au Gouvernement allemand (français). Il est important d'avoir une prompte réponse.

## No. 115.

*Sir Edward Grey à Sir F. Villiers, Ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 31 juillet 1914.*

EN raison des traités existants, vous devez informer le Ministre des Affaires Étrangères que, en considération de la possibilité d'une guerre européenne, j'ai demandé aux Gouvernements français et allemand si chacun d'eux était décidé à respecter la neutralité de la Belgique, pourvu qu'elle ne fût pas violée par aucune autre Puissance.

Vous devez dire que j'assume que le Gouvernement belge maintiendra jusqu'au bout sa neutralité ; je désire et espère que les autres Puissances la maintiendront et l'observeront.

Vous devez informer le Gouvernement belge qu'une prompte réponse est désirée.

## No. 116.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 31 juillet 1914.*

J'AI reçu votre télégramme daté d'hier.\*

Personne ici ne ressent que dans ce conflit, au point où elle en est, les traités ou obligations de la Grande-Bretagne soient engagés. Le sentiment est tout à fait différent de celui qui existait pendant la question du Maroc. Cette crise impliquait un conflit entraînant directement la France, alors que dans le cas présent la France est entraînée dans un conflit qui n'est pas le sien.

Je crois qu'il est tout à fait inexact que notre attitude ait été un facteur décisif dans la situation. Le Gouvernement allemand ne s'attend pas à notre neutralité.

\* Voir No. 99.

Nous ne pouvons pas donner un gage défini d'intervenir dans une guerre. C'est ce que j'ai dit à l'Ambassadeur de France, qui a prié le Gouvernement de Sa Majesté de reconsidérer cette décision.

Je lui ait dit que nous ne devons donner aucun gage en ce moment, mais que nous considérerions certainement à nouveau la situation sitôt qu'il y aurait un nouveau développement.

## No. 117.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

(Télégraphique.)

Paris, 31 juillet 1914.

A 7 heures ce soir, le Ministre des Affaires Étrangères m'a fait venir ; à l'instant où j'arrivais, l'Ambassadeur d'Allemagne quittait son Excellence.

L'Ambassadeur d'Allemagne avait informé son Excellence que, en raison du fait que des ordres avaient été donnés pour la mobilisation totale de l'armée et de la flotte russe, le Gouvernement allemand a, dans un ultimatum qu'il a adressé au Gouvernement russe, exigé que les forces russes soient démolies.

Le Gouvernement allemand considérera nécessaire d'ordonner la mobilisation totale de l'armée allemande sur les frontières russes et françaises, si, dans les douze heures le Gouvernement russe ne s'engage pas à se conformer à la demande de l'Allemagne.

Le Ministre des Affaires Étrangères me demande de vous communiquer cela et de m'informer quelle sera, dans ces circonstances, l'attitude de l'Angleterre.

L'Ambassadeur d'Allemagne ne pouvait pas dire quand le délai de douze heures expirait. Il va se rendre demain samedi à 1 heure de l'après-midi au Ministère des Affaires Étrangères afin de prendre la réponse du Gouvernement français en ce qui concerne l'attitude qu'il adoptera dans ces circonstances.

Il a laissé entrevoir la possibilité d'avoir à demander ses passeports.

Je suis informé par l'Ambassadeur russe qu'il n'a pas connaissance que la mobilisation générale des forces russes ait eu lieu.

## No. 118.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 31 juillet.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 31 juillet 1914.

Je suis informé par le Comte Forgach, Sous-Secrétaire d'État, que malgré que l'Autriche ait été contrainte de répondre à la mobilisation russe, ce qu'il déplorait, l'Ambassadeur d'Autriche à Londres avait reçu des instructions pour vous informer que la mobilisation ne devait pas être nécessairement considérée comme un acte hostile de part ou d'autre. Un échange de télégrammes était en progrès entre l'Empereur de Russie et l'Empereur allemand,

et on menait des pourparlers entre l'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Petersbourg et le Ministre russe des Affaires Étrangères. Une guerre générale pouvait, il l'espérait sérieusement, être évitée par ces efforts. Comme je lui exprimais ma crainte que l'Allemagne ne mobilisât, il m'a dit que l'Allemagne, à son idée, doit faire quelque chose pour assurer sa position. En ce qui concerne l'intervention russe au nom de la Serbie, l'Autriche-Hongrie a trouvé difficile de reconnaître une pareille prétention. J'ai appelé son attention sur le fait que, pendant la discussion de la frontière albanaise à la Conférence des Ambassadeurs de Londres, le Gouvernement russe avait supporté la Serbie, et que, d'une transaction entre les vues de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, était résulté l'acceptation de la ligne-frontière. Bien qu'il parlât sur un ton conciliant, et ne considérât pas la situation comme désespérée, je n'ai pu obtenir de lui aucune suggestion pour une transaction semblable dans le cas présent. Le Comte Forgach va voir cette après-midi l'Ambassadeur russe, que j'ai informé de la conversation ci-dessus.

L'Ambassadeur de Russie a expliqué que la Russie ne désire pas intervenir indûment pour la Serbie ; que, en comparaison avec le Ministre russe précédent, le présent Ministre à Belgrade est un homme de vues très modérées ; et que, en ce qui concerne les réclamations autrichiennes, la Russie a conseillé la Serbie de s'y plier, autant qu'il lui serait possible sans sacrifier son indépendance. Son Excellence s'efforce elle-même dans l'intérêt de la paix.

## No. 119.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

Monsieur,

*Foreign Office, 31 juillet 1914.*

M. CAMBON s'est référé aujourd'hui à un télégramme qui avait été montré ce matin à Sir Arthur Nicolson qui provenait de l'Ambassadeur de France à Berlin et qui disait que l'incertitude concernant notre intervention était l'élément encourageant à Berlin et que, si nous voulions seulement nous déclarer définitivement du côté de la Russie et de la France, cela déciderait l'attitude allemande en faveur de la paix.

J'ai dit qu'il était tout à fait injuste de supposer que nous avions laissé l'Allemagne sous l'impression que nous n'interviendrons pas. J'avais refusé des ouvertures pour promettre que nous resterions neutres. J'avais non seulement refusé de dire que nous resterions neutres, j'avais été ce matin jusqu'à dire à l'Ambassadeur d'Allemagne que, si la France et l'Allemagne se trouvaient engagées dans une guerre, nous y serions entraînés. Cela, bien entendu, n'était pas la même chose que de prendre un engagement avec la France, et j'ai dit cela à M. Cambon, seulement pour montrer que nous n'avions pas laissé l'Allemagne sous l'impression que nous resterions à l'écart.

M. Cambon m'a alors demandé ma réponse à ce qu'il avait dit hier.

J'ai dit que nous étions arrivés à la conclusion, dans le Cabinet d'aujourd'hui, que nous ne pouvions donner aucun gage en ce moment. Bien que nous ayons à exposer notre politique devant le Parlement, nous ne pouvions pas engager le Parlement d'avance. Jusqu'à présent, nous ne ressentions pas, et l'opinion publique ne ressentait pas, qu'aucun traité ni obligation de ce pays n'étaient engagés. Des développements ultérieurs pourraient modifier cette situation et obliger le Gouvernement et le Parlement à envisager qu'une intervention était justifiée. La protection de la neutralité de la Belgique pourrait être, je ne dirais pas un décisif, mais un important facteur, dans la détermination de notre attitude. Que nous propositions au Parlement d'intervenir ou de ne pas intervenir dans une guerre, le Parlement désirerait savoir comment nous étions placés à l'égard de la neutralité de la Belgique et il se pourrait que je demande et à la France et à l'Allemagne, si chacune était disposée à prendre l'engagement qu'elle ne serait pas la première à violer la neutralité de la Belgique.

M. Cambon a renouvelé la question pour savoir si nous seconderions la France au cas où l'Allemagne l'attaquerait.

J'ai dit que je pouvais seulement m'en tenir à la réponse et que, au point où les choses en sont en ce moment, nous ne pouvions prendre aucun engagement.

M. Cambon a fait valoir que l'Allemagne avait, depuis le commencement rejeté les propositions qui auraient peut-être amené la paix. Il ne pouvait pas être dans l'intérêt de l'Angleterre que la France soit écrasée par l'Allemagne, nous serions alors dans une position très amoindrie vis-à-vis de l'Allemagne. En 1870 nous avions commis une grande faute en permettant un accroissement énorme de la force allemande, et nous répéterions maintenant cette faute. Il m'a demandé si je ne pouvais pas soumettre à nouveau cette question au Cabinet.

J'ai dit que le Cabinet serait certainement convoqué aussitôt qu'il y aurait de nouveaux développements, mais quant à présent la seule réponse que je pouvais donner était que nous ne pouvions prendre aucun engagement définitif.

Je suis, &c.

E. GREY.

No. 120.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg à Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.)

*Saint-Petersbourg, 31 juillet 1914.*

LE Ministre des Affaires Étrangères m'a fait venir ainsi que l'Ambassadeur de France et il nous a demandé de télégraphier à nos Gouvernements respectifs la formule ci-jointe comme la plus propre à amalgamer la proposition faite par vous dans votre télégramme du 30 juillet\* avec la formule mentionnée dans mon télégramme du 30 juillet.† Il espère qu'elle aura votre approbation :

\* Voir No. 103.

† No. 97.

“Si l’Autriche consentira à arrêter marche de ses troupes sur le territoire serbe, si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d’une question d’intérêt européen, elle admet que les Grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au Gouvernement d’Autriche-Hongrie sans laisser porter atteinte à ses droits d’État souverain et à son indépendance, la Russie s’engage à conserver son attitude expectante.”

Puis son Excellence a fait allusion au télégramme envoyé à l’Empereur allemand par l’Empereur de Russie en réponse au télégramme précédent. Il a dit que l’Empereur Nicolas avait commencé par remercier l’Empereur Guillaume de son télégramme et pour les espérances d’une solution pacifique qu’il présentait. Sa Majesté a ensuite assuré l’Empereur Guillaume qu’aucune intention d’un caractère agressif quelconque n’était dissimulée derrière les préparatifs militaires russes. Autant que les pourparlers avec l’Autriche continuaient, Sa Majesté Impériale garantissait que pas un seul homme ne passerait la frontière; pourtant il était bien entendu impossible, pour les raisons expliquées, d’arrêter une mobilisation qui était déjà en cours.

M. Sazonof a dit qu’indubitablement il y aurait meilleur espoir pour une solution pacifique si les pourparlers proposés devaient avoir lieu à Londres, où l’atmosphère était beaucoup plus favorable, et par conséquent il espérait que vous seriez en mesure d’accepter cela.

Son Excellence a terminé en exprimant sa profonde gratitude au Gouvernement de Sa Majesté, qui avait tant fait pour sauver la situation; si la guerre était évitée, c’est à lui qu’on le devrait largement. L’Empereur, le Gouvernement russe, et le peuple russe n’oublieront jamais la ferme attitude adoptée par la Grande-Bretagne.

No. 121.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août).*

(Télégraphique.)

*Berlin, 31 juillet 1914.*

VOTRE télégramme du 31 juillet.\*

J’ai passé une heure avec le Secrétaire d’État le priant avec insistance de prendre votre proposition en considération, et de faire encore un effort pour empêcher la terrible catastrophe que serait une guerre européenne.

Il a déclaré qu’il était très favorablement disposé à l’égard de votre proposition, et qu’il appréciait vos efforts constants pour le maintien de la paix. Mais il ajouta que le Gouvernement Impérial ne pouvait prendre en considération aucune proposition avant d’avoir reçu de la Russie une réponse à sa communication d’aujourd’hui. Cette communication, qui, de son propre aveu, avait revêtu la forme d’un ultimatum, disait que si la Russie ne

\* See No. 111.

pouvait assurer, en moins de douze heures, le Gouvernement Impérial de son dessein d'arrêter sa mobilisation contre l'Allemagne et l'Autriche, l'Allemagne, de son côté, serait obligée de mobiliser immédiatement.

J'ai demandé à son Excellence pourquoi ils avaient rendu leur demande plus difficile à accueillir de la part de la Russie en réclamant l'arrêt de la mobilisation également dans le sud. Il m'a répondu que c'était dans le but d'empêcher la Russie de dire que toute sa mobilisation était dirigée uniquement contre l'Autriche.

Son Excellence a dit que si la réponse de la Russie était satisfaisante, il pensait personnellement que votre proposition méritait d'être prise en bonne considération et que dans tous les cas il la soumettrait à l'Empereur et au Chancelier. Mais il répéta qu'il était inutile de discuter jusqu'à ce que le Gouvernement russe eût envoyé sa réponse à la demande allemande.

Il m'assura de nouveau que l'Empereur Guillaume, à la demande de l'Empereur de Russie, et le Ministère des Affaires Étrangères allemand avaient jusqu'à hier au soir pressé l'Autriche de montrer son désir de continuer la discussion et que les communications reçues de Vienne par le télégraphe et par le téléphone étaient encourageantes; mais que la mobilisation russe avait tout gâté.

No. 122.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.)

*Berlin, 31 juillet 1914.*

A PROPOS de la neutralité de la Belgique à laquelle vous faites allusion dans votre télégramme du 31 juillet, adressé à Sir F. Bertie.\*

J'ai vu le Secrétaire d'État, qui m'informe qu'il lui faut consulter l'Empereur et le Chancelier avant de pouvoir répondre. J'ai compris d'après ce qu'il disait qu'à son avis n'importe quelle réponse de leur part ne pourrait que dévoiler une partie de leur plan de campagne en cas de guerre et que, par suite, il lui paraissait douteux qu'on pût donner une réponse quelconque. Cependant son Excellence a pris note de votre requête.

Il paraît, d'après ce qu'il a dit, que le Gouvernement allemand considère que des actes d'hostilité ont déjà été commis par la Belgique. Il m'a cité, comme exemple, ce fait que déjà l'embargo avait été mis sur un chargement de blé à destination de l'Allemagne.

Je compte revoir son Excellence demain pour continuer la discussion, mais je n'espère guère obtenir une réponse définitive.

En s'entretenant avec moi aujourd'hui, le Chancelier m'a indiqué que dans tous les cas l'Allemagne désirait connaître la réponse à vous faite par le Gouvernement français.

\* See No. 114.

No. 123.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

Monsieur,

*Foreign Office, 1<sup>er</sup> août 1914.*

J'AI dit à l'Ambassadeur allemand aujourd'hui que la réponse\* du Gouvernement allemand au sujet de la neutralité de la Belgique était très regrettable, car cette neutralité affecte l'opinion publique en Angleterre. Si l'Allemagne pouvait donner les mêmes assurances que la France, cela contribuerait d'une manière appréciable à diminuer ici l'inquiétude et la tension générale. D'autre part, si l'un des belligérants violait la neutralité de la Belgique pendant que l'autre la respectait, il serait très difficile de contenir le sentiment public en Angleterre. J'ai dit que nous avons discuté cette question en Conseil de Cabinet et que, étant autorisé à faire cette déclaration, je lui remettais une note à cet effet.

Il me demanda si, au cas où l'Allemagne promettait de ne pas violer la neutralité belge, nous nous engagerions à rester neutres.

J'ai répondu que je ne pouvais pas faire de promesses, que nos mains étaient encore libres et que nous étions en voie de considérer quelle serait notre attitude. Tout ce que je pouvais dire, c'est que notre attitude serait en grande partie dictée par l'opinion publique en Angleterre, pour qui la neutralité belge avait une grande importance. Je ne pensais pas pouvoir donner une assurance de neutralité sous cette seule condition.

L'Ambassadeur me pressa de formuler les conditions moyennant lesquelles nous garderions la neutralité. Il suggéra même que l'Allemagne pourrait garantir l'intégrité de la France et de ses colonies.

J'ai répondu que j'étais obligé de refuser définitivement toute promesse de rester neutre dans de telles conditions et que je ne pouvais que répéter qu'il nous fallait garder les mains libres.

Recevez, &amp;c.

E. GREY.

\* See No. 122.

No. 124.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 31 juillet 1914.*

AU reçu à 8 heures et demie ce soir de votre télégramme de cet après-midi,\* j'ai envoyé un message au Ministre des Affaires Étrangères le priant de me recevoir. Il m'a reçu à 10 heures et demie ce soir à l'Élysée, où avait lieu un Conseil de Cabinet. Il a pris note de la question que vous m'aviez chargé de lui poser au sujet du respect par la France de la neutralité de la Belgique.

Il m'a informé qu'une communication vous avait été faite par

\* Voir No. 114.

l'Ambassadeur allemand à Londres au sujet de l'intention de l'Allemagne d'ordonner une mobilisation générale de son armée si la Russie ne démobilisait pas immédiatement. Il est extrêmement désireux de savoir quelle sera l'attitude de l'Angleterre dans ces circonstances et il prie le Gouvernement de Sa Majesté de lui donner une réponse à ce sujet dans le plus bref délai possible.

Le Ministre des Affaires Étrangères m'a dit aussi que l'Ambassade allemande est en train de faire ses malles.

No. 125.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 31 juillet 1914.*

MON télégramme précédent.\*

Le Directeur politique m'a apporté la réponse du Ministre des Affaires Étrangères à votre demande au sujet de la neutralité de la Belgique. La voici :

“ Le Gouvernement français est résolu à respecter la neutralité de la Belgique, et ce n'est qu'au cas où une autre Puissance violerait cette neutralité que la France pourrait se trouver dans l'obligation d'agir autrement dans le but d'assurer sa propre défense. Cette assurance a été donnée à plusieurs reprises. Le Président de la République en a parlé au Roi des Belges et le Ministre de France à Bruxelles a spontanément renouvelé cette assurance aujourd'hui même au Ministre des Affaires Étrangères belge.”

\* Voir No. 124.

No. 126.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 1<sup>er</sup> août 1914.*

J'AI eu une conversation avec le Directeur politique. Il m'a dit que lorsque l'Ambassadeur allemand est venu au Ministère des Affaires Étrangères ce matin il fut informé que le Gouvernement français ne comprenait pas ce qui a pu motiver sa communication d'hier au soir. On fit remarquer à son Excellence que la mobilisation générale russe n'avait été ordonnée qu'après que l'Autriche eut ordonnée la mobilisation générale et que le Gouvernement russe était prêt à démobiliser si toutes les Puissances faisaient de même. Il paraît étrange au Gouvernement français, étant donné ce fait et aussi que la Russie et l'Autriche étaient disposées à converser, que le Gouvernement allemand ait présenté à ce moment à Saint-Petersbourg un ultimatum demandant la démobilisation immédiate de la Russie. Il n'existe aucun différend entre la France et l'Allemagne, mais l'Ambassadeur allemand a fait une communication menaçante au Gouvernement français,

demandant une réponse le lendemain et donnant à entendre qu'il mettrait fin aux relations diplomatiques et qu'il quitterait Paris si la réponse n'était pas satisfaisante. L'Ambassadeur a été informé que le Gouvernement français considère que c'est là un procédé extraordinaire.

L'Ambassadeur allemand, qui doit revoir le Ministre des Affaires Étrangères ce soir, n'a pas demandé ses passeports, mais il a dit que ses malles étaient faites.

## No. 127.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.) Vienne, 1<sup>er</sup> août 1914.  
MOBILISATION générale de l'armée et de la flotte.

## No. 128.

*Sir F. Villiers, Ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles, à Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.) Bruxelles, 1<sup>er</sup> août 1914.

NEUTRALITÉ belge.

Vos instructions contenues dans votre télégramme d'hier\* ont été suivies.

La Belgique désire et s'attend à ce que les autres Puissances observent et maintiennent sa neutralité, qu'elle a l'intention de maintenir de tout son pouvoir. En m'informant de cela, le Ministre des Affaires Étrangères m'a dit que, au cas d'une violation de leur territoire, ils pensaient être à même de se défendre contre une intrusion. Les rapports entre la Belgique et ses voisins étaient excellents, et il n'y avait aucune raison pour suspecter leurs intentions. Il pense, cependant, qu'il est bon d'être prêt à toutes les éventualités.

\* Voir No. 115.

## No. 129.

*Le Ministre d'État, Luxembourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.) Luxembourg, 2 août 1914.

MINISTRE d'État du Luxembourg Eyschen vient de recevoir, par l'intermédiaire du Ministre d'Allemagne à Luxembourg, M. de Buch, un télégramme du Chancelier de l'Empire allemand, Bethmann-Hollweg, disant que les mesures militaires à Luxembourg ne constituent pas un acte hostile contre le Luxembourg, mais sont uniquement des mesures destinées à assurer contre attaque éventuelle d'une armée française. L'exploitation des voies ferrées affermées à l'Empire, Luxembourg recevra complète indemnité pour dommages éventuels.

## No. 130.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 1<sup>er</sup> août 1914.*

NOUS sommes informés que les autorités à Hambourg ont retenu par la force des vapeurs appartenant à la Great Central Company et d'autres navires de commerce anglais.

Je ne puis savoir pour quelles raisons a été ordonnée la retenue des navires britanniques.

Vous voudrez bien prier le Gouvernement allemand d'envoyer des ordres immédiats pour que ces navires puissent quitter Hambourg sans délai. Sinon l'effet sur l'opinion publique ici sera déplorable. Le Gouvernement de Sa Majesté, de son côté, est très désireux d'éviter tout incident de nature agressive, et j'espère que le Gouvernement allemand aura également soin d'éviter tout ce qui pourrait rendre impossible la situation entre nous.

## No. 131.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 1<sup>er</sup> août 1914.*

JE crois encore qu'il serait possible d'assurer la paix, si seulement on peut gagner un peu de temps avant qu'une Grande Puissance ne commence la guerre.

Le Gouvernement russe m'a fait part des bonnes dispositions de l'Autriche à discuter avec la Russie : l'Autriche est disposée à accepter un terrain de discussion n'ayant pas les inconvénients de la formule suggérée primitivement par la Russie.

La situation ne saurait être désespérée aussi longtemps que l'Autriche et la Russie sont disposées à converser, et j'espère que le Gouvernement allemand pourra faire usage des communiqués russes, cités plus haut, dans le but d'éviter un état de tension. Le Gouvernement de Sa Majesté s'abstient avec soin de tout acte pouvant précipiter les événements.

## No. 132.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 1<sup>er</sup> août 1914.*

LE télégramme suivant de M. Sazonof au Comte Benckendorff, du 31 juillet, m'a été communiqué aujourd'hui :

“(Urgent.)

“Formule amendée conformément à la proposition anglaise : ‘Si Autriche consent à arrêter la marche de ses troupes sur le territoire serbe, et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet

que les Grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au Gouvernement austro-hongrois sans laisser porter atteinte à ses droits d'État souverain et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante.”

(Le télégramme ci-dessus a été communiqué à toutes les Puissances.)

## No. 133.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 1<sup>er</sup> août 1914.*

M. DE ETTER est venu aujourd'hui me communiquer le contenu d'un télégramme de M. Sazonof à la date du 31 juillet. En voici les termes :

“ L'Ambassadeur austro-hongrois déclare que son Gouvernement est prêt à discuter la substance de l'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie. M. Sazonof a répondu en exprimant sa satisfaction ; il a dit qu'il serait à souhaiter que les discussions aient lieu à Londres avec la participation des Grandes Puissances.

“ M. Sazonof espère que le Gouvernement britannique assumera la direction de ces discussions. La totalité de l'Europe lui en sera reconnaissante. Il serait de la plus haute importance que l'Autriche suspendît provisoirement son action militaire en territoire serbe.”

(La note ci-dessus a été communiqué aux six Puissances.)

## No. 134.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 1<sup>er</sup> août 1914.*

LE PRÉSIDENT de la République m'a informé que le Gouvernement allemand essaie de rejeter les responsabilités sur la Russie ; que ce n'est qu'après le décret de mobilisation générale en Autriche que l'Empereur de Russie a ordonné la mobilisation générale ; que bien que les mesures prises par le Gouvernement allemand soient en réalité une mobilisation générale, elles ne sont pas désignées sous ce titre ; que la mobilisation générale en France va devenir nécessaire comme mesure de défense, et que déjà la France a quarante-huit heures de retard sur l'Allemagne au point de vue de ses préparatifs militaires ; que les troupes françaises ont reçu l'ordre de laisser entre elles et la frontière une distance minima de 10 kilom. de façon à éviter toute possibilité d'accusation d'avoir provoqué l'Allemagne, tandis que les troupes allemandes, de leur côté, sont actuellement sur la frontière française et ont fait des incursions en territoire français ; que, malgré les mobilisations, l'Empereur de Russie s'est déclaré prêt à continuer les conversations avec l'Ambassadeur allemand en vue de maintenir la paix ; que le Gouvernement français désire sincèrement la paix et ne désespère pas, même maintenant, d'éviter la guerre.

## No. 135.

*Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 1<sup>er</sup> août, 1914.*

J'APPRENS de source très sûre que le Gouvernement autrichien a informé le Gouvernement allemand que, bien que la situation ait été modifiée par la mobilisation russe, il serait disposé, pour montrer son appréciation des efforts de l'Angleterre pour la paix, à recueillir favorablement ma proposition d'une médiation entre l'Autriche et la Serbie. Cette acceptation serait naturellement subordonnée à la continuation de l'action militaire de l'Autriche contre la Serbie et à ce fait que le Gouvernement britannique devrait presser le Gouvernement russe d'arrêter la mobilisation contre l'Autriche, auquel cas l'Autriche annulerait naturellement ses contre-préparatifs militaires en Galicie rendus nécessaires par la mobilisation russe.

Veillez mettre au courant le Ministre des Affaires Étrangères et dites qu'en vue de l'acceptation d'une médiation par l'Autriche, si la Russie pouvait suspendre sa mobilisation il paraît encore possible de maintenir la paix. La question sera probablement à discuter avec le Gouvernement allemand et aussi par le Gouvernement russe.

## No. 136.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 1<sup>er</sup> août 1914.*

LE Ministre de la Guerre a informé cet après-midi l'attaché militaire que la mobilisation générale de l'armée française a été ordonnée à 3 heures 40. Cette mesure est devenue nécessaire, car le Ministre de la Guerre sait que sous l'étiquette du "Kriegszustand" les Allemands ont appelé six classes. Trois classes suffisent pour amener leurs troupes de couverture au pied de guerre, les trois autres classes constituant la réserve. Cette mesure équivaut en somme à une mobilisation sous un autre nom.

Les forces françaises qui leur sont opposées sur la frontière comprennent huit corps d'armée sur le pied de guerre, et l'on s'attend à une attaque d'un moment à l'autre. Il est par conséquent de la plus grande importance de se mettre en garde contre elle. Une zone de 10 kilom. a été laissée entre les troupes françaises et la frontière allemande. Les troupes françaises n'attaqueront pas, et le Ministre de la Guerre tient à ce qu'il soit bien établi que cet acte de mobilisation est fait dans un but purement défensif.

*Sir Edward Grey à Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne.*

(Télégraphique.) Foreign Office, 1<sup>er</sup> août 1914.

J'AI vu l'Ambassadeur austro-hongrois ce matin. Il m'a communiqué la substance d'un télégramme que le Ministre des Affaires Étrangères austro-hongrois a adressé à l'Ambassadeur d'Autriche à Paris. Dans ce télégramme son Excellence a donné des instructions pour qu'on assure le Ministre des Affaires Étrangères français que le Gouvernement austro-hongrois n'a aucune intention de porter atteinte aux droits souverains de la Serbie ni d'obtenir une augmentation de territoire. L'Ambassadeur a ajouté qu'il avait ordre d'informer le Ministre des Affaires Étrangères français que le bruit qui courait à Paris et suivant lequel l'Autriche-Hongrie avait l'intention d'occuper le sandjak ne reposait sur aucun fondement.

Le Comte Mensdorff est revenu plus tard au Foreign Office. Il m'a parlé d'un télégramme envoyé hier par le Comte Berchtold à l'Ambassadeur austro-hongrois à Saint-Pétersbourg et il m'en a communiqué la substance.

Il y est dit que le Comte Berchtold a supplié l'Ambassadeur russe, qu'il a convoqué hier, de faire tout son possible pour détruire l'impression entièrement fausse qu'on avait à Saint-Pétersbourg que l'Autriche-Hongrie avait brutalement fermé la porte aux pourparlers. L'Ambassadeur russe a promis de le faire. Le Comte Berchtold a saisi l'occasion de répéter à l'Ambassadeur russe l'assurance déjà donnée à Saint-Pétersbourg que l'Autriche-Hongrie n'avait en vue ni une infraction aux droits souverains de la Serbie ni une acquisition de territoire.

Le Comte Mensdorff a attiré spécialement l'attention sur ce fait que le télégramme indique que les conversations à Saint-Pétersbourg n'ont pas été rompues par l'Autriche-Hongrie.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.) Berlin, 1<sup>er</sup> août 1914.

VOTRE télégramme de ce jour.\*

J'ai communiqué la substance de votre télégramme au Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères et je lui ai démontré longuement que le différend principal existait entre l'Autriche et la Russie et que l'Allemagne n'intervenait que comme alliée de l'Autriche. Si donc l'Autriche et la Russie étaient disposées, comme l'était le cas, à converser, et si l'Allemagne ne désirait pas la guerre pour son propre compte, il me semblait logique que l'Allemagne s'abstînt d'intervenir et qu'elle continuât à travailler en vue d'une solution pacifique. Le Secrétaire d'État pour les

\* Voir No. 131.

Affaires Étrangères a déclaré que le consentement de l'Autriche à discuter était dû à l'influence allemande à Vienne et que si la Russie n'avait pas mobilisé contre l'Allemagne tout aurait pu s'arranger. La Russie en ne répondant pas à la demande de démobilisation présentée par l'Allemagne avait déterminé la mobilisation allemande. La Russie a déclaré que sa mobilisation n'impliquait pas nécessairement la guerre et qu'elle pouvait parfaitement rester mobilisée pendant des mois sans faire la guerre. Il n'en est pas de même en Allemagne. Elle a pour elle la rapidité, la Russie a pour elle le nombre. La sécurité de l'Empire allemand empêche l'Allemagne de donner à la Russie le temps d'amener des troupes de tous les points de son vaste territoire. Actuellement la Russie n'a toujours pas fait parvenir sa réponse alors que le Gouvernement Impérial lui a accordé quelques heures au delà du délai fixé. L'Allemagne a donc ordonné la mobilisation et le représentant de l'Allemagne à Saint-Pétersbourg a reçu des instructions pour qu'à l'expiration d'un délai fixé il informe le Gouvernement russe que le Gouvernement Impérial considère que le refus de répondre entraîne l'état de guerre.

## No. 139.

*Sir G. Buchanan, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.) *Saint-Pétersbourg, 1<sup>er</sup> août 1914.*

MON télégramme du 31 juillet.\* L'Empereur de Russie a lu à l'Ambassadeur allemand, au cours de l'audience d'hier, son télégramme à l'Empereur allemand. Aucun progrès n'a été fait. Dans la soirée M. Sazonof a eu une entrevue avec l'Ambassadeur austro-hongrois, qui, n'ayant pas d'instructions précises de son Gouvernement, fit de son mieux pour diriger la conversation dans le sens d'une discussion générale des rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Russie au lieu de s'en tenir à la question de la Serbie. En réponse, le Ministre des Affaires Étrangères déclara que son désir était de voir ces rapports rester amicaux et que, d'une façon générale, ils étaient parfaitement satisfaisants. Mais le problème à résoudre actuellement c'est de savoir si l'Autriche comptait écraser la Serbie et en faire une vassale, ou si elle se proposait de laisser la Serbie à l'état libre et indépendant. Dans ces conditions, tant que la question de la Serbie n'était pas tranchée, c'était perdre du temps que de discuter d'une manière abstraite sur les rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Le seul endroit où l'on pouvait discuter cette question utilement était Londres, et qu'une telle discussion était rendue impossible par l'action de l'Autriche-Hongrie bombardant Belgrade, ville pour ainsi dire non fortifiée.

M. Sazonof ce matin nous a mis au courant de cette conversation, l'Ambassadeur français et moi. Il ajouta que pendant la crise balkanique il avait clairement indiqué au Gouvernement autrichien que la guerre avec la Russie serait la conséquence inéluctable d'une

\* Voir No. 120.

attaque autrichienne contre la Serbie. Il est clair que la domination autrichienne de la Serbie est aussi intolérable pour la Russie que le serait la domination allemande des Pays-Bas pour l'Angleterre. En fait, c'est pour la Russie une question de vie et de mort. La politique de l'Autriche a été d'un bout à l'autre tortueuse et sans moralité. Confiante en l'appui de son alliée allemande, elle croit qu'elle peut défier la Russie. De même la politique allemande a été équivoque et à double face, et il importe peu que l'Allemagne ait connu ou non les termes de l'ultimatum autrichien. Ce qui importe c'est que l'Allemagne n'est intervenue que lorsque le moment était passé où elle pouvait faire sentir son influence. Le choix des représentants allemands à Vienne et à Saint-Petersbourg n'était pas heureux : le premier est un russo-phobe violent qui n'a fait que exciter l'Autriche, l'autre a rapporté à son Gouvernement que la Russie ne ferait jamais la guerre. M. Sazonof est complètement fatigué de ses efforts incessants pour éviter une guerre. Il n'a jamais refusé une proposition. Il a accepté des propositions pour une conférence à quatre, pour une médiation par l'Angleterre et l'Italie, pour une conversation directe entre l'Autriche et la Russie ; par des réponses évatives ou par des refus formels, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont rendu vaines toutes ces tentatives en faveur de la paix. L'action du Gouvernement austro-hongrois et les préparatifs de l'Allemagne ont forcé la Russie à mobiliser et la mobilisation de l'Allemagne a donné lieu à une situation désespérée.

M. Sazonof a ajouté que la formule, dont le texte figure dans mon télégramme du 31 juillet,\* a été envoyée à Vienne par le Gouvernement russe et que ce dernier l'accepterait si vous pouviez la faire admettre avant que les troupes allemandes n'aient passé la frontière. Dans aucun cas la Russie ne commencera les hostilités.

Je ne vois plus le moyen d'empêcher une guerre générale, à moins d'obtenir de la France et de l'Allemagne qu'elles maintiennent leurs armées mobilisées de chaque côté de la frontière, comme la Russie se déclare prête à le faire, en attendant une dernière tentative pour solutionner la crise actuelle.

\* Voir No. 120.

No. 140.

*Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 1<sup>er</sup> août.)*

(Télégraphique.)

*Paris, 1<sup>er</sup> août 1914.*

LE Ministre de la Guerre a convoqué de nouveau ce soir l'attaché militaire, disant qu'il voulait le tenir au courant de la situation. Il a beaucoup insisté sur ce fait que la zone de 10 kilom. entre les troupes et la frontière zone encore occupée par les paysans, est une preuve des efforts de la France pour ne point commettre de provocation.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.)

Vienne, 1<sup>er</sup> août 1914.

JE dois avoir audience du Ministre des Affaires Étrangères demain. Cet après-midi il doit voir les Ambassadeurs français et russe. Je viens d'apprendre par l'Ambassadeur russe l'ultimatum allemand exigeant la démobilisation russe avant douze heures. Le Ministre des Affaires Étrangères russe ayant demandé si le refus inévitable à cette brusque sommation entraînerait la guerre, l'Ambassadeur allemand a répondu que si la Russie refusait, l'Allemagne serait obligée de mobiliser. L'Ambassadeur russe à Vienne pense que la guerre est presque inévitable et que, la mobilisation étant trop onéreuse pour être maintenue longtemps, l'Allemagne attaquera la Russie immédiatement. Il dit que la soi-disant mobilisation russe veut dire simplement que la Russie a pris des mesures militaires correspondant à celles prises par l'Allemagne. Il semble que la situation soit encore plus tendue entre l'Allemagne et la Russie qu'elle ne l'est entre l'Autriche et la Russie. Suivant l'Ambassadeur russe, la Russie se contenterait même maintenant d'assurances concernant l'intégrité et l'indépendance de la Serbie. Il dit que la Russie n'a aucune intention d'attaquer l'Autriche. Il va encore représenter au Ministre des Affaires Étrangères quelles seraient les terribles conséquences si cette légère concession était refusée. Cette fois la Russie combattrait jusqu'à la dernière extrémité. Je suis de l'avis de son Excellence, qui est persuadé que dès le début l'Ambassadeur allemand à Vienne a désiré la guerre et que son opinion personnelle a probablement influencé son action ici. L'Ambassadeur russe est convaincu que le Gouvernement allemand, lui aussi, a voulu la guerre dès le début.

L'Ambassadeur français a l'intention d'entretenir très sérieusement aujourd'hui le Ministre des Affaires Étrangères de la gravité extrême de la situation et de lui demander si l'on est en train de prendre en considération des propositions quelconques pouvant servir de base à une médiation. On est très inquiet de savoir ce que va faire l'Angleterre. Je crains que rien ne pourra modifier la résolution du Gouvernement austro-hongrois de poursuivre sa ligne de conduite actuelle si elle a été décidée avec l'approbation de l'Allemagne.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 1<sup>er</sup> août 1914.

DES ordres viennent d'être donnés pour la mobilisation générale de la marine et de l'armée, le premier jour de la mobilisation étant le 2 août.

## No. 143.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.) Berlin, 2 août 1914.

DÉTENTION d'un navire marchand anglais à Hambourg.

J'ai suivi vos instructions contenues dans votre dépêche du 1<sup>er</sup> août.\*

Le Secrétaire d'État m'a exprimé une très grande surprise et son ennui, et il m'a promis d'envoyer immédiatement des ordres pour qu'on permette aux vapeurs de quitter Hambourg sans délai.

\* Voir No. 130.

## No. 144.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.) Berlin, 2 août 1914.

LE Secrétaire d'État vient de m'informer que, certaines troupes russes ayant franchi la frontière, l'Allemagne et la Russie sont maintenant en état de guerre.

## No. 145.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.) Berlin, 2 août 1914.

MON télégramme du 1<sup>er</sup> août.

Le Secrétaire d'État m'informe que les ordres ont été envoyés hier au soir pour permettre aux bateaux anglais à Hambourg de partir. Il déclare que c'est là une faveur spéciale faite au Gouvernement de Sa Majesté, aucun autre navire étranger n'ayant reçu la permission de partir. La raison de la détention était qu'on était en train de placer des mines et prendre d'autres précautions.

\* Voir No. 143.

## No. 146.

*Sir F. Villiers, Ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.) Bruxelles, 2 août 1914.

< LE Gouvernement belge confirme officiellement que des troupes allemandes ont pénétré dans le Grand-Duché de Luxembourg.

No. 147.

*Le Ministre d'Etat, Luxembourg, à Sir Edward Grey.—(Reçu 2 août.)*

(Télégraphique.)

*Luxembourg, le 2 août 1914.*

J'AI l'honneur de porter à la connaissance de votre Excellence les faits suivants :

Dimanche, 2 août, de grand matin, les troupes allemandes, d'après les informations qui sont parvenues au Gouvernement Grand-Ducal à l'heure actuelle, ont pénétré sur le territoire luxembourgeois par les ponts de Wasserbillig et de Remich, se dirigeant spécialement vers le sud du pays et vers la ville de Luxembourg, capitale du Grand-Duché. Un certain nombre de trains blindés avec des troupes et des munitions ont été acheminés par la voie de chemins de fer de Wasserbillig à Luxembourg, où l'on s'attend de les voir arriver. D'un instant à l'autre, ces faits impliquent des actes manifestement contraires à la neutralité du Grand-Duché, garantie par le Traité de Londres de 1867. Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué de protester énergiquement contre cette agression auprès des représentants de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne à Luxembourg. Une protestation identique va être transmise télégraphiquement au Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères à Berlin.

No. 148.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 2 août 1914.*

APRÈS le Conseil de Cabinet de ce matin j'ai remis à M. Cambon la note suivante :

“Je suis autorisé à donner l'assurance que si la flotte allemande pénètre dans le Pas de Calais ou dans la mer du Nord pour entreprendre des hostilités contre les côtes ou les bateaux français, la flotte anglaise donnera toute la protection en son pouvoir.

“Cette assurance est naturellement soumise à l'approbation du Parlement et ne doit pas être considérée comme engageant le Gouvernement de Sa Majesté jusqu'à ce qu'une telle action se produise de la part de la flotte allemande.”

J'ai fait remarquer que nous avons des questions extrêmement graves et délicates à considérer et que le Gouvernement ne pouvait s'engager à déclarer la guerre à l'Allemagne si la guerre éclatait demain entre la France et l'Allemagne, mais qu'il était essentiel que le Gouvernement français, dont la flotte était depuis longtemps concentrée dans la Méditerranée, sût quelles dispositions prendre, la côte septentrionale étant entièrement sans défense. Il nous a donc paru nécessaire de lui donner cette assurance. Cela ne nous engage pas à déclarer la guerre à l'Allemagne à moins que la flotte allemande n'agisse comme il est indiqué ci-dessus, mais cela donne à la France une sécurité

qui lui permettra de régler la disposition de sa flotte méditerranéenne.

M. Cambon m'a interrogé au sujet de la violation du Luxembourg. Je lui ai fait part de la doctrine établie sur ce point in 1867 par Lord Derby et Lord Clarendon. Il m'a demandé ce que nous dirions en cas de violation de la neutralité belge. J'ai répondu que c'était là une affaire beaucoup plus importante, que nous considérons quelle déclaration nous ferions demain à ce sujet au Parlement, c'est-à-dire si nous déclarerions que la violation de la neutralité belge est un *casus belli*. Je lui ai rapporté ce qui avait été dit sur ce point à l'Ambassadeur allemand.

## No. 149.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

Foreign Office, 2 août 1914.

VOTRE télégramme du 1<sup>er</sup> août.\*

Je regrette d'apprendre que 100 tonnes de sucre ont été débarquées par force du vapeur "Sappho" à Hambourg et séquestrées. Il semble qu'on ait agi de même à l'égard d'autres navires anglais chargés de sucre.

Veillez informer le Secrétaire d'État que, pour les raisons indiquées dans mon télégramme du 1<sup>er</sup> août, † j'espère très vivement que les ordres déjà envoyés à Hambourg pour libérer les navires anglais couvrent aussi la relâche de leurs chargements, dont la retenue ne saurait se justifier.

\* Voir No. 143.

† Voir No. 130.

## No. 150.

*Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, à Sir Edward Grey.—(Reçu 3 août.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 3 août 1914.

VOTRE télégramme du 2 août\* : Détention de navires anglais à Hambourg.

Pas de renseignements.

\* Voir No. 149.

## No. 151.

*Sir F. Villiers, Ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles, à Sir Edward Grey.—(Reçu 3 août.)*

(Télégraphique.)

Bruxelles, 3 août 1914.

LE Gouvernement français, par l'intermédiaire de son attaché militaire, a offert au Gouvernement belge l'appui de cinq corps d'armée français. La réponse suivante a été reçue aujourd'hui :

[939]

H

“ Nous sommes sincèrement reconnaissants au Gouvernement français pour l'offre d'un appui éventuel. Dans les circonstances actuelles nous ne nous proposons pas de faire appel à la garantie des Puissances. Le Gouvernement belge prendra plus tard une décision au sujet de la conduite qu'il lui paraîtra nécessaire de tenir.”

## No. 152.

*Sir Edward Grey à Sir F. Bertie, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.*

Monsieur,

*Foreign Office, 3 août 1914.*

LE 1<sup>er</sup> courant, l'Ambassadeur français a fait la communication suivante :

“ En réponse au Gouvernement allemand notifiant la remise d'ultimatums à la France et à la Russie, et demandant quelles étaient les intentions de l'Italie, le Marquis di San Giuliano a répondu :

“ La guerre entreprise par l'Autriche, et les conséquences qui pourraient en résulter, ont un but agressif, d'après les paroles de l'Ambassadeur allemand lui-même. Les deux choses sont donc en contradiction avec le caractère purement défensif de la Triple Alliance et dans ces conditions l'Italie restera neutre.”

En faisant cette communication M. Cambon a insisté, conformément à ses instructions, sur la déclaration de l'Italie que la guerre actuelle est offensive et non défensive, et que pour cette raison le *casus fœderis*, selon les termes de la Triple Alliance, ne se posait pas.

Recevez, &amp;c.

E. GREY.

## No. 153.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 4 août 1914.*

LE Roi des Belges a adressé un appel à Sa Majesté le Roi en vue d'une intervention diplomatique en faveur de la Belgique dans les termes suivants :

“ Me rappelant les nombreuses preuves d'amitié de votre Majesté et de son prédécesseur ainsi que l'attitude amicale de l'Angleterre en 1870 et le témoignage d'amitié que vous venez de nous donner encore, je fais un suprême appel à l'intervention diplomatique du Gouvernement de votre Majesté pour la sauvegarde de l'intégrité de la Belgique.”

Le Gouvernement de Sa Majesté est également informé que le Gouvernement allemand a remis au Gouvernement belge une note proposant une neutralité amicale permettant le libre passage en

territoire belge et s'engageant à maintenir l'indépendance et l'intégrité du royaume et de ses possessions à la conclusion de la paix ; au cas contraire, la Belgique serait traitée en ennemie. Une réponse est exigée en douze heures au plus tard.

Nous apprenons aussi que la Belgique a opposé un refus formel à ce qu'elle considère comme une violation flagrante de la loi des nations.

Le Gouvernement de Sa Majesté est obligé de protester contre cette violation d'un traité que l'Allemagne a signé aussi bien que nous-mêmes ; il lui faut des assurances que la demande faite à la Belgique ne sera pas suivie d'effet et que sa neutralité sera respectée par l'Allemagne. Vous demanderez une réponse immédiate.

No. 154.

*Sir F. Villiers, Ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles, à  
Sir Edward Grey.—(Reçu 4 août.)*

(Télégraphique.)

*Bruxelles, 4 août 1914.*

LE Ministre allemand a adressé ce matin au Ministre des Affaires Étrangères une note déclarant que la Belgique ayant décliné les propositions bien intentionnées faites par le Gouvernement Impérial, ce dernier, bien à regret, sera obligé de procéder, au besoin par la force, aux mesures considérées comme indispensables en vue des menaces françaises.

No. 155.

*Sir Edward Grey à Sir F. Villiers, Ministre de Grande-Bretagne  
à Bruxelles.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 4 août 1914.*

INFORMEZ le Gouvernement belge que si l'Allemagne exerce une pression sur lui pour le faire se départir de la neutralité, le Gouvernement de Sa Majesté s'attendra à ce que la Belgique résiste par tous les moyens en son pouvoir ; que le Gouvernement de Sa Majesté l'aidera à résister ; que dans ce cas le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à s'unir à la Russie et à France s'il y a lieu, pour offrir immédiatement au Gouvernement belge une action commune pour résister à l'emploi par l'Allemagne de la force contre la Belgique et une garantie pour le maintien de son intégrité et de son indépendance dans l'avenir.

No. 156.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne  
à Berlin.*

(Télégraphique.)

*Foreign Office, 4 août 1914.*

JE continue à recevoir des plaintes nombreuses de maisons anglaises dont les navires sont retenus à Hambourg, Cuxhaven et

autres ports allemands. Cette action des autorités allemandes est absolument injustifiée. Elle est en contravention directe avec les lois internationales et avec les assurances à vous données par le Chancelier Impérial. Demandez la relâche immédiate de tous les navires anglais si cette relâche n'a pas encore été accordée.

---

## No. 157.

*Le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères d'Allemagne au Prince Lichnowsky, Ambassadeur d'Allemagne à Londres.—(Communiqué par l'Ambassade allemande, 4 août.)*

(Télégraphique.)

Berlin, 4 août 1914.

PRIÈRE de dissiper tout soupçon qui pourrait subsister dans l'esprit du Gouvernement britannique au sujet de nos intentions. Répétez positivement l'assurance formelle que même en cas de conflit armé avec la Belgique, l'Allemagne ne s'annexera du territoire belge sous aucun prétexte. La sincérité de cette déclaration est prouvée par notre engagement solennel à l'égard de la Hollande de respecter strictement sa neutralité. Il est évident que nous ne pourrions annexer profitablement du territoire belge sans nous agrandir en même temps aux dépens de la Hollande. Faites bien comprendre à Sir E. Grey que l'armée allemande ne saurait s'exposer à une attaque française par la Belgique, attaque qui a été envisagée, selon des informations absolument sûres. L'Allemagne est donc obligée de ne pas tenir compte de la neutralité belge: c'est pour elle une question de vie ou de mort de prévenir l'avance de l'armée française.

---

## No. 158.

*Sir F. Villiers, Ministre de Grande-Bretagne à Bruxelles, à Sir Edward Grey.—(Reçu 4 août.)*

(Télégraphique.)

Bruxelles, 4 août 1914.

L'ATTACHÉ militaire a été informé au Ministère de la Guerre que les troupes allemandes ont pénétré en territoire belge et que Liège a été sommée de se rendre par un petit corps de troupes allemandes qui, du reste, a été repoussé.

---

## No. 159.

*Sir Edward Grey à Sir E. Goschen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.*

(Télégraphique.)

Foreign Office, 4 août 1914.

NOUS apprenons que l'Allemagne a adressé une note au Ministre des Affaires Étrangères belge déclarant que le Gouvernement allemand serait obligé de mettre à exécution, au besoin par la force des armes, des mesures considérées comme indispensables.

Nous sommes également informés que le territoire belge a été violé à Gemmerich.

Dans ces conditions, et étant donné que l'Allemagne a refusé de nous donner au sujet de la Belgique les mêmes assurances que celles que nous a données la France la semaine dernière en réponse à notre demande faite simultanément à Berlin et à Paris, il nous faut réitérer cette demande et exiger une réponse satisfaisante, ainsi qu'à mon télégramme de ce matin,\* qui devra être reçue ici avant minuit ce soir. Sinon, vous demanderez vos passeports et vous déclarerez que le Gouvernement de Sa Majesté se voit obligé de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour maintenir la neutralité de la Belgique et le respect d'un traité auquel l'Allemagne a souscrit autant que nous-mêmes.

\* Voir No. 153.

No. 160.

*Sir E. Goschen à Sir Edward Grey.*

Monsieur,

*Londres, 8 août 1914.*

CONFORMÉMENT aux instructions contenues dans votre télégramme du 4 courant,\* je suis allé voir cet après-midi le Secrétaire d'État et lui ai demandé, au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique, si le Gouvernement Impérial s'abstiendrait de violer la neutralité de la Belgique. Herr von Jagow a répliqué tout de suite qu'il était fâché d'avoir à dire que sa réponse devait être "Non," étant donné que, puisque les troupes allemandes avaient franchi la frontière ce matin, la neutralité de la Belgique se trouvait d'ores et déjà violée. Herr von Jagow s'est étendu à nouveau sur les raisons qui avaient obligé le Gouvernement Impérial à prendre cette mesure, c'est à savoir, qu'il leur fallait pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus facile, de manière à prendre une bonne avance dans leurs opérations et s'efforcer de frapper quelque coup décisif le plus tôt possible. C'est pour nous, a-t-il dit, une question de vie ou de mort, car si nous avions passé par la route plus au sud nous n'aurions pu, vu le petit nombre de chemins et la force des forteresses, espérer passer sans rencontrer une opposition formidable, impliquant une grosse perte de temps. Cette perte de temps aurait été autant de temps gagné par les Russes pour amener leurs troupes sur la frontière allemande. Agir avec rapidité, voilà, a-t-il ajouté, le maître atout de l'Allemagne; celui de la Russie est d'avoir inépuisables ressources en soldats. J'ai fait remarquer à Herr von Jagow que ce fait accompli, la violation de la frontière belge, rendait, comme il le comprenait facilement, la situation excessivement grave, et je lui ai demandé s'il n'était pas temps encore de faire un pas en arrière et d'éviter la possibilité de conséquences que lui et moi déplorerions. Il a répondu que pour les raisons qu'il m'avait données, il était maintenant impossible au Gouvernement allemand de faire un pas en arrière.

\* Voir No. 153.

Au cours de l'après-midi j'ai reçu votre nouveau télégramme de la même date,\* et, obéissant aux instructions y contenues, me suis rendu à nouveau au Ministère Impérial des Affaires Étrangères, où j'ai informé le Secrétaire d'État qu'à moins que le Gouvernement Impérial pût donner ce soir avant minuit l'assurance de ne pas pousser plus loin sa violation de la frontière belge et d'arrêter sa marche, j'avais reçu des instructions pour demander mes passeports et pour informer le Gouvernement Impérial que le Gouvernement de Sa Majesté britannique prendrait toutes les mesures en son pouvoir pour maintenir la neutralité de la Belgique et l'observation d'un traité auquel l'Allemagne était autant partie que lui-même.

Herr von Jagow a répondu qu'à son grand regret il ne pouvait donner aucune réponse autre que celle qu'il m'avait donnée plus tôt dans la journée, c'est à savoir que la sécurité de l'Empire rendait absolument nécessaire la marche des troupes impériales à travers la Belgique. J'ai remis à son Excellence un résumé écrit de votre télégramme et, en faisant remarquer que vous indiquiez minuit comme l'heure à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'attendrait à une réponse, lui ai demandé si, vu les conséquences terribles qui suivraient nécessairement, il ne serait pas possible même au dernier moment au Gouvernement Impérial de réviser sa réponse. Il m'a répondu que quand bien même le temps accordé serait de vingt-quatre heures ou davantage, il fallait que sa réponse restât la même. J'ai dit que dans ce cas j'aurais à demander mes passeports.

L'entrevue dont il s'agit a eu lieu vers sept heures. Au cours d'un bref entretien qui la suivit, Herr von Jagow a exprimé son poignant regret de voir s'écrouler toute sa politique et celle du Chancelier, qui a été de devenir amis avec la Grande-Bretagne et ensuite, par elle, de se rapprocher de la France. Je lui ai dit que cette terminaison soudaine de mon travail à Berlin était pour moi aussi une cause de profond regret et de déconvenue ; mais qu'il lui fallait bien comprendre que dans les circonstances et vu nos engagements, il eût été tout à fait impossible au Gouvernement de Sa Majesté britannique d'agir autrement qu'il n'avait fait.

J'ai dit ensuite que j'étais désireux d'aller faire visite au Chancelier, car ce serait peut-être la dernière fois que j'aurais l'occasion de le voir. Il m'a prié de le faire. J'ai trouvé le Chancelier très agité. Son Excellence a commencé tout de suite une harangue qui a duré environ vingt minutes. Il a dit que la mesure prise par le Gouvernement de Sa Majesté britannique était terrible au dernier point ; juste pour un mot—"neutralité," un mot dont en temps de guerre on n'a si souvent tenu aucun compte—juste pour un bout de papier la Grande-Bretagne allait faire la guerre à une nation à elle apparentée, qui ne désirait rien tant que d'être son amie. Tous ses efforts en ce sens ont, a-t-il continué, été rendus inutiles par cette dernière et terrible mesure ; la politique à laquelle, comme je le savais il s'était voué depuis son arrivée au pouvoir, était tombée comme un château de cartes. Il s'est écrié que ce que nous avons fait est inconcevable ; c'est comme frapper par derrière un homme au moment où il défend sa

\* Voir No. 159.

vie contre deux assaillants. Il tient la Grande-Bretagne pour responsable de tous les terribles événements qui pourront se produire. J'ai protesté avec force contre cette déclaration et ai dit que, de même que lui-même et Herr von Jagow désiraient me faire comprendre que pour des raisons stratégiques c'était pour l'Allemagne une affaire de vie ou de mort d'avancer à travers la Belgique et de violer la neutralité de cette dernière, de même je désirais qu'il comprît que c'était pour ainsi dire une affaire de "vie ou de mort" pour l'honneur de la Grande-Bretagne que de tenir l'engagement solennel pris par elle de faire en cas d'attaque tout son possible pour défendre la neutralité de la Belgique. Il est, ai-je insisté, tout simplement nécessaire de tenir ce pacte solennel, sans quoi quelle confiance n'importe qui pourrait-il avoir à l'avenir dans les engagements pris par la Grande-Bretagne? Le Chancelier a repris: "Mais à quel prix ce pacte aura-t-il été tenu? Le Gouvernement britannique y a-t-il songé?" J'ai insinué à son Excellence avec toute la clarté qui me fut possible que la crainte des conséquences ne pouvait guère être considérée comme une excuse pour la rupture d'engagements solennels; mais son Excellence était dans un tel état d'excitation, il était si évidemment démonté par la nouvelle de notre action et si peu disposé à entendre raison que je m'abstins de jeter de l'huile sur le feu en argumentant davantage. Comme je prenais congé de lui, il a dit que le coup que la Grande-Bretagne portait à l'Allemagne en s'unissant à ses ennemis était d'autant plus violent que presque jusqu'au dernier moment lui et son Gouvernement avaient travaillé avec nous et appuyé nos efforts en vue du maintien de la paix entre l'Autriche et la Russie. Je répondis que c'était bien ce qu'il y avait de tragique que de voir deux nations tomber en garde précisément au moment où les rapports entre elles se trouvaient plus amicaux et plus cordiaux qu'ils ne l'avaient été depuis des années. J'ai ajouté que, par malheur, nonobstant nos efforts pour sauvegarder la paix entre la Russie et l'Autriche, la guerre s'était propagée et nous avait mis face à face avec une position qu'il nous était impossible d'esquiver si nous tenions nos engagements, situation qui malheureusement impliquait séparation d'avec nos anciens collaborateurs. J'ai terminé en disant qu'il n'aurait point de difficulté à comprendre que personne ne le regrettait plus que moi-même.

Après cette entrevue plutôt pénible, je suis rentré à l'Ambassade et ai rédigé un compte rendu télégraphique de ce qui s'était passé. Ce télégramme a été remis au Bureau de Télégraphe central de Berlin un peu avant 9 heures du soir. Il a été accepté par ledit Bureau, mais semble n'avoir jamais été transmis.\*

Vers 9 heures et demie du soir, le Sous-Secrétaire d'État, Herr von Zimmermann, est venu me voir. Après avoir exprimé son profond regret que les rapports officiels et personnels, si cordiaux entre nous fussent sur le point de cesser, il me demanda incidemment si la demande de mes passeports équivaldrait à une déclaration de guerre. Je lui ai dit qu'une personne faisant aussi notoirement que lui autorité en matière de droit international

\* Le télégramme en question n'est jamais parvenu au Foreign Office.

devait savoir aussi bien ou mieux que moi quelle était la coutume en pareil cas. J'ai ajouté qu'il y avait des exemples nombreux où la rupture des rapports diplomatiques n'avait point été suivie de guerre; mais que dans le cas actuel il avait sans doute vu d'après mes instructions dont j'avais donné un résumé par écrit à Herr von Jagow que le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'attendait à une réponse à une question définie ce soir avant minuit et qu'à défaut de réponse satisfaisante ledit Gouvernement se verrait forcé de prendre les mesures nécessitées par ses engagements. Herr Zimmermann déclara que cela était, de fait, une déclaration de guerre, étant donné qu'il était de toute impossibilité pour le Gouvernement Impérial de donner les assurances requises ni ce soir, ni aucun autre soir.

Entre-temps, et après que Herr Zimmermann m'eut quitté, une feuille volante, publiée par le "Berliner Tageblatt," fut mise en circulation; elle annonçait que la Grande-Bretagne avait déclaré la guerre à l'Allemagne. Cette nouvelle eut pour résultat immédiat le rassemblement d'une cohue excessivement excitée et désordonnée devant l'Ambassade de Sa Majesté britannique. Le petit détachement d'agents de police qui avait été envoyé pour garder l'ambassade fut bientôt débordé, et l'attitude de la cohue se fit plus menaçante. Nous ne prêtâmes aucune attention à la démonstration tant qu'elle se borna à du bruit, mais quand le bris des carreaux et la chute de cailloux dans le salon où nous étions tous assis nous avertit que la situation devenait désagréable, je téléphonai au Ministère des Affaires Étrangères un compte rendu de ce qui était en train de se passer. Herr von Jagow avisa aussitôt le Chef de la Police, et un nombre suffisant d'agents montés, envoyé avec une grande promptitude, eut bientôt fait de débayer la rue. A partir de ce moment nous fûmes bien gardés, et il n'arriva plus rien de matériellement désagréable.

Après que l'ordre eut été rétabli Herr von Jagow vint me voir, et exprima ses regrets les mieux sentis de ce qui s'était passé. Il déclara que la conduite de ses compatriotes lui avait fait éprouver une honte plus grande qu'il n'avait de mots pour le dire. C'est, s'est-il écrié, une tâche ineffaçable pour la réputation de Berlin. Il a ajouté que la feuille volante mise en circulation dans les rues n'avait pas été autorisée par le Gouvernement; en fait, le Chancelier lui avait demandé par téléphone s'il pensait qu'il fallut faire sortir une déclaration de ce genre, et il avait répondu: "Certainement non, pas avant le matin." C'est, a-t-il expliqué, par suite de sa décision à cet effet qu'on n'avait envoyé aux alentours de l'ambassade qu'un petit détachement d'agents de police, car il avait pensé que la présence d'un gros d'agents aurait inévitablement attiré l'attention et peut-être amené des troubles. C'est cette "peste de 'Tageblatt,'" a-t-il dit en propres termes, qui s'étant, par cri ou par croc, emparé de la nouvelle a bouleversé mes calculs. Il lui était, a-t-il continué, revenu des bruits que la foule avait été incitée à la violence par les gestes faits et des missiles projetés de l'ambassade, mais il avait la conviction que cela n'était point vrai (j'ai pu bientôt l'assurer que ces on-dit n'avaient absolument aucun fondement), mais que même si c'était vrai cela ne saurait constituer une excuse pour les scènes igno-

minieuses qui avaient eu lieu. Il a exprimé la crainte que j'allais emporter chez nous une triste impression des manières de Berlin dans les moments d'excitation. En fait, on ne saurait faire d'excuses plus complètes et sans restriction que celles qu'il m'a offertes.

Le lendemain matin, 5 août, l'Empereur m'a envoyé un de ses aides de camp, porteur du message verbal suivant :

“L'Empereur m'a chargé d'exprimer à votre Excellence son regret des événements d'hier soir, mais de vous dire en même temps que de ces événements mêmes vous déduirez une idée des sentiments qu'éprouve son peuple au sujet de l'acte que fait la Grande-Bretagne en se joignant à d'autres nations contre ses vieux alliés de Waterloo. Sa Majesté l'Empereur vous prie également de dire au Roi qu'il a été fier des titres de Feld-Maréchal britannique et d'Amiral britannique, mais que par suite de ce qui est arrivé il se voit maintenant dans l'obligation de s'en dépouiller sur-le-champ.”

Je désire ajouter que le message ci-dessus n'a rien perdu de son acerbité par la manière dont il a été prononcé.

D'autre part, je désire déclarer que pendant toute cette période éprouvante je n'ai reçu que courtoisie de la part de Herr von Jagow et des fonctionnaires du Ministère Impérial des Affaires Étrangères. Dans la même matinée vers 11 heures, le Comte Wedel m'a remis mes passeports—que j'avais à une heure plus matinale demandés par écrit—et m'a dit qu'il lui avait été donné des instructions pour conférer avec moi de la route que je suivrais en retournant en Angleterre. Il a dit qu'il croyait comprendre que je préférerais passer par le Hook de Hollande plutôt que par Copenhague, et qu'il avait en conséquence été arrangé que je m'en irais par la première route, mais qu'il me faudrait attendre jusqu'au lendemain matin. J'en suis tombé d'accord et il m'a déclaré que je pouvais me tenir comme tout à fait assuré qu'il n'y aurait pas de répétition des scènes ignominieuses de la veille au soir, car des précautions complètes seraient prises. Il a ajouté que l'on ferait tout le possible pour faire qu'un wagon-restaurant fût attelé au train, mais que c'était chose assez difficile. Il m'apportait également une lettre charmante de Herr von Jagow rédigée dans les termes les plus amicaux. La journée passa à emballer ce que le temps permit.

La nuit se passa tranquillement sans incident d'aucune sorte. Dans la matinée une force imposante d'agents fut stationnée le long de l'itinéraire que l'on prend habituellement pour aller à la gare Lehrter, tandis que, par de petites rues, des taxis passaient en incognito le personnel de l'ambassade. Nous ne subîmes aucune espèce de molestation et évitâmes le traitement dont la foule avait gratifié mes collègues russe et français. Le Comte Wedel nous rencontra à la station pour nous dire adieu au nom de Herr von Jagow et veiller à ce que tous les arrangements ordonnés pour notre confort fussent convenablement exécutés. Un colonel en retraite de la Garde a accompagné le train jusqu'à la frontière hollandaise et a fait preuve de la plus grande amabilité dans ses efforts pour empêcher de nous insulter les

grandes foules accourues à chacune des gares où nous fîmes arrêt ; mais en dehors du hurlement de chants patriotiques et de quelques brocards et gestes insultants, nous n'avons en vérité eu à nous plaindre de rien pendant notre ennuyeux voyage jusqu'à la frontière hollandaise.

Avant de terminer ce long compte rendu de nos derniers jours à Berlin, je tiens à enregistrer et à vous signaler la conduite tout à fait admirable de mon personnel dans les circonstances aussi éprouvantes que possible. Tous et chacun de ses membres ont travaillé nuit et jour sans presque de repos, et je ne saurais trop hautement louer le zèle avec lequel le conseiller, les attachés militaire et naval, les secrétaires et les deux jeunes attachés se sont bouclés à l'ouvrage et ont gardé leur sang-froid alors que souvent il y avait à l'extérieur de l'ambassade une cohue de hurleurs et à l'intérieur des centaines de sujets britanniques clamant qu'on leur donnât conseils et secours. J'ai été fier d'avoir un pareil personnel avec lequel travailler et ressens la plus grande gratitude envers tous ses membres pour les inappréciables aide et appui que, souvent en courant de gros risques personnels, ils m'ont donnés avec tant l'empressement et si allègrement.

Je voudrais également mentionner la grande aide dont nous ont été, à tous, mon collègue les États-Unis, M. Gerard, et son personnel. Sans s'émouvoir des grognements et des sifflets par lesquels la cohue l'a souvent accueilli à son entrée à et à sa sortie de l'ambassade, son Excellence est venu à maintes reprises me voir pour me demander comment il nous pourrait aider et pour arranger les moyens de venir au service de sujets britanniques à la côte. Il en a tiré de bien des situations difficiles les quantités de gens dans ce cas en donnant de sa personne, et son calme, son savoir-faire, sa fermeté dans les rapports avec les autorités Impériales sont des garants absolus que l'on n'aurait pu laisser à des mains plus fortes ni plus habiles la protection des sujets et des intérêts britanniques.

Veuillez agréer, &c.

W. E. GOSCHEN.

No. 161.

*Sir M. de Bunsen, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne, à  
Sir Edward Grey.*

Monsieur,

*Londres, 1<sup>er</sup> septembre 1914.*

PENDANT les jours qui ont précédé l'explosion de la guerre européenne les événements se sont succédé si rapidement qu'il m'a été fort difficile, à l'instant même, d'en faire davantage que d'indiquer leur marche par télégraphe. Je me propose maintenant à ajouter quelques observations.

Au Ballplatz une période de silence absolu a précédé la remise, le 23 juillet à Belgrade, de la note autrichienne à la Serbie. Sauf Herr von Tschirschky, qui a dû être au courant du caractère, sinon des termes eux-mêmes, de la note, aucun de mes collègues ne fut permis de percer le voile. Le 22 et le 23 juillet, M. Dumaine,

Ambassadeur de France, avait de longues entrevues avec le Baron Macchio, l'un des deux Sous-Secrétaires d'État des Affaires Étrangères. Celui-ci fit croire à l'Ambassadeur que les mots d'avertissement qu'on lui avait chargé de dire au Gouvernement d'Autriche-Hongrie n'avaient pas manqué de produire un effet, et que la note qu'on était en train de rédiger ne contiendrait rien auquel un État, qui tenait à conserver son amour-propre, ne pourrait pas obtempérer sans la moindre hésitation. Lors de la deuxième de ces entrevues il ne fut même pas averti qu'on était à l'instant même sur le point de remettre la note à Belgrade, et qu'on allait la publier le lendemain à Vienne. En effet, le Comte Forgach, l'autre des deux Sous-Secrétaires d'État, avait eu la bonté ce jour même de me confier le vrai caractère de la note et le fait qu'on la remettait vers l'instant où nous causions.

L'Ambassadeur de Russie était si loin de se rendre compte de ce qui se préparait qu'il avait quitté Vienne vers le 20 juillet, pour un congé de quinze jours. Son absence avait duré à peine quelques jours que les événements l'obligèrent à rentrer. On aurait pu supposer que pendant cette période précaire, le Comte Berchtold aurait admis à sa pleine confiance le Duc Avarna, Ambassadeur d'Italie, royaume allié avec l'Autriche, qui devait être touché au vif par de nouvelles complications aux Balkans. Dans le fait on laissait son Excellence dans l'ignorance la plus complète. Quant à moi, le Comte Berchtold ne me donnait aucun avertissement de l'orage imminent, et ce fut d'une source particulière que je reçus le 15 juillet la prédiction, que je vous ai télégraphiée le lendemain, de ce qui devait arriver. Il est vrai que pendant toute cette période la "Neue Freie Presse" et d'autres journaux viennois de premier rang prenaient un ton qui laissait croire que la guerre avec la Serbie était inévitable. Cependant le "Fremdenblatt," journal officiel, était plus prudent et jusqu'à ce que la note fût publiée, la plupart de mes collègues étaient d'accord que l'Autriche reculerait devant des voies qui étaient de nature à la plonger dans de graves complications européennes.

Le 24 juillet, on publia la note dans les journaux. Aussitôt on s'entendit pour la qualifier d'ultimatum. On ne s'attendait point à ce que la Serbie l'acceptât tout entière : ce n'était pas ce qu'on désirait. Il s'ensuivit même un instant de vif chagrin quand, le lendemain après-midi, le bruit courait à Vienne d'abord que la Serbie l'avaient acceptée sans réserve. On ne tarda pas à rectifier l'erreur et aussitôt qu'on apprenait plus tard que la réponse de la Serbie avait été rejetée et que le Baron Giesl avait rompu à Belgrade, Vienne se livra à une extase de joie. Des foules énormes allaient dans la rue, jusqu'à une heure avancée, en chantant des chansons patriotiques.

Les manifestations étaient tout à fait régulières ; le plus souvent on allait en procession le long des rues principales jusqu'au Ministère de la Guerre. Par deux ou trois fois on essaya de faire une manifestation contre l'Ambassade russe, mais on fut repoussé par les gendarmes, fort nombreux, qui occupaient pendant ces jours-là les avenues des ambassades principales. L'allure des habitants de Vienne et, d'après ce qu'on m'a dit, de plusieurs

d'autres grandes villes de la monarchie, montrait clairement à quel point l'idée de la guerre contre la Serbie était populaire et il n'y a pas de doute que le petit groupe d'hommes d'État, tant hongrois qu'autrichiens, qui ont tenté cette grave démarche, ont su apprécier au juste les sentiments et on pourrait même dire la résolution du peuple, sauf probablement dans quelques parties des provinces qu'habitent les races slaves. Pendant la crise d'annexion de 1908 et de nouveau pendant la récente guerre aux Balkans, on avait été mécontent, de plusieurs côtés, d'avoir évité la guerre avec la Serbie. La Délégation avait mal accueilli la politique pacifique du Comte Berchtold. Maintenant les écluses étaient ouvertes, et la nation et la presse entière réclamaient impatiemment la punition immédiate et juste de l'odieuse race serbe. Le pays croyait certainement n'avoir devant lui que le choix, ou de dompter la Serbie ou de se soumettre, tôt ou tard, à être mutilé par elle. Mais on aurait dû essayer d'abord une solution pacifique. Peu de gens semblaient réfléchir que l'intervention violente d'une Grande Puissance aux Balkans ne pourrait pas manquer à appeler d'autres Grandes Puissances sur la scène. Tant on tenait la cause de l'Autriche pour juste qu'il paraissait inconcevable à son peuple qu'un pays quelconque se mît dans son chemin, ou que des questions qui relevaient purement de la politique ou du prestige fussent regardées n'importe où comme ôtant la nécessité qui s'était élevée d'exiger une vengeance sommaire pour le crime de Sarajevo. Le 24 juillet, l'Ambassadeur d'Allemagne n'avait exprimé la certitude que la Russie ne s'en mêlerait pas. Cette opinion, qu'on tenait aussi au Ballplatz, influençait sans doute le cours des événements et il est déplorable qu'aucun effort n'ait été fait pour gagner au moyen de négociations diplomatiques l'assentiment et de la Russie et de l'Europe entière à quelque transaction pacifique sur la question serbe, qui aurait enlevé pour l'avenir la crainte autrichienne des agressions et des intrigues serbes. Au lieu de suivre cette voie, le Gouvernement d'Autriche-Hongrie se décida sur la guerre. La conséquence inévitable s'ensuivit. La Russie répondit à une partielle mobilisation autrichienne et à une déclaration de guerre contre la Serbie par une partielle mobilisation russe contre l'Autriche. L'Autriche riposta en complétant sa propre mobilisation, et la Russie y répondit de nouveau avec des conséquences qui sont devenues historiques. Le sort des propositions avancées par le Gouvernement de Sa Majesté pour la préservation de la paix est décrit dans la Correspondance sur la crise européenne. Le 28 juillet, j'ai rencontré le Comte Berchtold et j'ai mis toutes mes forces à insister que le projet de médiation, mentionné la veille dans votre discours à la Chambre des Communes, fût accepté comme offrant une solution honorable et pacifique de la question actuelle. Son Excellence lui-même m'a lu un résumé télégraphique de ce discours, mais il a ajouté qu'on était déjà allé trop loin : à l'instant même l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie et elle ne pourrait jamais accepter que la conférence que vous aviez proposée eût lieu entre les Puissances moins intéressées sur la base de la réponse donnée par la Serbie. Il s'agissait, m'a-t-il dit, d'une question qui devrait être décidée directement entre les deux parties qu'elle touchait étroitement. J'ai dit que le

Gouvernement de Sa Majesté apprendrait à regret que les hostilités ne pouvaient plus être arrêtées, car vous craigniez qu'elles n'amenassent des complications européennes. J'ai nié que, du côté anglais, on manquât de sympathie avec l'Autriche dans ce qui relevait de ses justes plaintes contre la Serbie, et j'ai fait remarquer à son Excellence que, tandis que l'Autriche sembla faire de ces plaintes le point de départ de sa politique, le Gouvernement de Sa Majesté était obligé d'envisager la question en premier lieu au point de vue de la sécurité de la paix européenne. De cette façon les deux pays pourraient facilement s'aliéner peu à peu.

Son Excellence m'a dit que lui aussi gardait en vue l'aspect européen de la question. Il était toutefois d'avis que la Russie n'aurait pas le droit d'intervenir, après avoir reçu son assurance que l'Autriche ne cherchait aucun agrandissement territorial. Au cours de la conversation, son Excellence m'a fait la remarque que, bien qu'il eût été heureux d'espérer à amener l'arrangement qui avait résulté des conférences des Ambassadeurs à Londres pendant la crise balkanique, il n'avait jamais cru fermement à la permanence de cet arrangement, qui était nécessairement des plus artificiels, vu que les intérêts qu'on avait essayé de mettre d'accord étaient en eux-mêmes absolument opposés les uns aux autres. Son Excellence a gardé pendant l'entrevue une allure des plus amicales, mais il ne m'a laissé aucun doute quant à la détermination du Gouvernement autrichien de pousser l'envahissement de la Serbie.

Le Gouvernement allemand dit avoir persévéré jusqu'au bout dans l'effort à soutenir à Vienne vos projets successifs, lancés dans l'intérêt de la paix. Herr von Tschirschky se gardait d'inviter ma coopération, ou celles des Ambassadeurs de France et de Russie, pour lui aider à donner suite à ses instructions dans ce sens, et je n'avais aucun moyen de savoir quelle réponse le Gouvernement d'Autriche-Hongrie lui donnait. Cependant M. Schébéko, Ambassadeur de Russie, me tenait complètement au courant des négociations qu'il menait directement avec le Comte Berchtold. Le 28 juillet, M. Schébéko essaya de persuader le Gouvernement d'Autriche à accorder au Comte Szapary les pleins pouvoirs pour continuer à Saint-Pétersbourg les conversations rassurantes qui y avaient eu lieu entre M. Sazonof et lui. Le Comte Berchtold s'y refusa pour le moment, mais deux jours plus tard (le 30 juillet), quoique sur ces entrefaites la Russie eût mobilisé partiellement contre l'Autriche, il reçut M. Schébéko d'une façon parfaitement amicale et donna son consentement à ce que les conversations à Saint-Pétersbourg fussent continuées. A partir de ce moment-là, la tension entre la Russie et l'Allemagne a été beaucoup plus grande qu'elle n'a été entre la Russie et l'Autriche. Quant à ces deux derniers, un arrangement semblait être presque en vue, et le 1<sup>er</sup> août M. Schébéko me fit savoir que le Comte Szapary avait enfin cédé sur le point principal en question, en déclarant à M. Sazonof que l'Autriche consentirait à soumettre à médiation ces points dans la note adressée à la Serbie qui semblaient incompatibles avec la sécurité de l'indépendance serbe. M. Sazonof, ajouta M. Schébéko, avait accepté cette proposition

à la condition que l'Autriche s'abstint d'envahir effectivement la Serbie. En effet, l'Autriche avait définitivement cédé et, à en juger par la communication que le Comte Mensdorff vous fit le 1<sup>er</sup> août, d'après laquelle l'Autriche n'avait point "plaqué la porte" contre une transaction quelconque ni n'avait rompu les conversations, elle espérait elle-même, au point où on en était alors, une solution pacifique. M. Schébéko travaillait jusqu'au bout pour assurer la paix. Il tenait un ton des plus conciliants vis-à-vis du Comte Berchtold, et il m'a dit que celui-ci, aussi bien que le Comte Forgach, lui avait répondu de même. Certes la Russie n'osait pas croire que l'Autriche retiendrait ses armées, mais on aurait pu probablement arranger cette question par la voie de négociation, et M. Schébéko me dit à plusieurs reprises qu'il était prêt à accepter n'importe quelle transaction raisonnable.

Malheureusement, il fut coupé court à ces conversations à Saint-Pétersbourg et à Vienne par le transfèrement du différend sur le terrain plus dangereux d'un conflit direct entre l'Allemagne et la Russie. Le 31 juillet, l'Allemagne intervint par ses ultimatums adressés à la fois à Saint-Pétersbourg et à Paris. Ces ultimatums étaient d'un caractère à ne comporter qu'une seule réponse, et le 1<sup>er</sup> août l'Allemagne déclara la guerre à la Russie et le 3 août à la France. Selon toute probabilité, un retard de quelques jours aurait pu épargner à l'Europe une des plus grandes catastrophes que l'histoire connaisse.

La Russie s'abstenait encore d'attaquer l'Autriche, et M. Schébéko avait reçu des instructions à rester à sa poste jusqu'à ce que le Gouvernement d'Autriche-Hongrie eût effectivement déclaré la guerre à la Russie. Ceci n'eut lieu que le 6 août, jour où le Comte Berchtold fit savoir aux missions étrangères à Vienne que "l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie avait reçu des instructions à déclarer au Gouvernement russe que, ayant égard à l'attitude menaçante de la Russie dans le conflit austro-serbe et au fait que la Russie avait commencé les hostilités contre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie se considérait, elle aussi, comme en guerre avec la Russie."

Le 7 août, M. Schébéko est parti à la sourdine par train spécial, qui lui avait été fourni par le Gouvernement d'Autriche-Hongrie. Il avait demandé avec instance d'être conduit à la frontière de la Roumanie, afin de pouvoir rentrer chez lui. Au lieu de cela, on l'a conduit à la frontière suisse et je l'ai retrouvé dix jours plus à Berne.

M. Dumaine, Ambassadeur de France, est resté jusqu'au 12 août. Le jour précédent on lui avait donné l'ordre de demander son passeport en prétextant l'emploi de troupes autrichiennes contre la France. Cette question n'avait pas été complètement éclaircie lors de mon départ de Vienne. Le 9 août, M. Dumaine avait reçu du Comte Berchtold une déclaration catégorique qu'on ne transportait pas de troupes autrichiennes à l'Alsace. Le lendemain on y ajouta une déclaration écrite où le Comte Berchtold donna l'assurance qu'on était si loin d'avoir transporté des troupes autrichiennes à la frontière française, qu'on ne les transportait même pas de l'Autriche en Allemagne, vers l'ouest, de façon à remplacer les troupes allemandes employées au feu. Le Comte

Berchtold donna ces deux déclarations comme réponse à des questions précises que M. Dumaine lui avait posées, sur l'ordre de son Gouvernement. Le départ de l'Ambassadeur de France ne fut signalé par aucune manifestation ennemie, mais son Excellence, avant de partir, avait été offensé à juste titre par un discours tenu par le premier bourgmestre de Vienne devant une foule réunie sur les marches de l'hôtel de ville, où il déclara au peuple que Paris se trouvait dans l'angoisse d'un soulèvement populaire et qu'on avait assassiné le Président de la République.

Le 5 août, vers midi, on annonça à Vienne, par des feuilles spéciales, que la Grande-Bretagne avait déclaré la guerre à l'Allemagne. Ce même jour, il parut un résumé de vos discours à la Chambre des Communes, aussi bien que du discours que le Chancelier allemand avait prononcé le 4 août au Reichstag. Il fut aussi publié le texte de l'ultimatum allemand adressé à la Belgique. A part cela, peu de détails sur les grands événements de ces jours-là transpirèrent. La "Neue Freie Presse" injuriait violemment l'Angleterre. Le "Fremdenblatt" n'était pas blessant, mais on ne dit que peu ou point, dans n'importe lequel des journaux viennois, pour expliquer que la violation de la neutralité belge n'avait laissé au Gouvernement autre choix que de prendre part à la guerre.

A Vienne la déclaration de la neutralité d'Italie éveilla un vif ressentiment, mais dans les journaux on y fit à peine allusion.

Le 5 août, j'ai eu l'honneur de recevoir vos instructions du jour précédent qui m'ont préparé à une rupture immédiate avec l'Allemagne. Vous avez cependant ajouté que, vu que l'Autriche à cette époque n'était pas, autant qu'on sût, en guerre avec la Russie et la France, vous ne désiriez pas que je demandasse mon passeport ni que je fisse aucune communication extraordinaire au Gouvernement d'Autriche-Hongrie. Vous m'avez dit en même temps que le Gouvernement de Sa Majesté s'attendait naturellement à ce que l'Autriche ne commît aucun acte de guerre contre nous sans l'avertissement préalable exigé par l'usage diplomatique.

Le matin du jeudi 13 août, j'avais l'honneur de recevoir votre télégramme du 12, où vous m'avertissiez que vous aviez été obligé de faire savoir au Comte Mensdorff, à l'instance du Gouvernement français, qu'une rupture complète s'était produite entre la France et l'Autriche, par suite de la déclaration de guerre faite par l'Autriche à la Russie, qui combattait déjà aux côtés de la France, et de l'envoi de troupes autrichiennes à la frontière allemande dans des circonstances qui formaient une menace directe pour la France. La rupture avec la France ayant été amenée de cette façon, je devais exiger mon passeport. Votre télégramme, m'a averti, en conclusion, que vous aviez fait savoir au Comte Mensdorff qu'un état de guerre existerait entre les deux pays, à partir du 12 août, à minuit.

Après avoir vu M. Penfield, Ambassadeur des États-Unis, qui a consenti de la façon la plus amicale à ma demande que son Excellence se chargât provisoirement des intérêts britanniques en Autriche-Hongrie pendant la malheureuse rupture de relations, je me suis rendu, avec M. Theo Russell, Conseiller de l'Ambassade

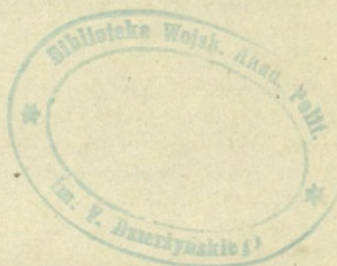
britannique, au Ballplatz. Le Comte Berchtold m'a reçu à midi. Je lui ai communiqué mon message, qui n'a pas paru prendre son Excellence à l'improviste, quoiqu'il m'ait dit qu'un long télégramme venait d'arriver du Comte Mensdorff, mais qu'il ne lui était pas encore parvenu. Son Excellence a reçu ma communication avec cette courtoisie qui ne l'abandonne jamais. Il a déploré les complications malheureuses qui poussaient de bons amis, tels que l'Autriche et l'Angleterre, à se faire la guerre. Dans le fait, a-t-il ajouté, l'Autriche ne se considérait point comme en guerre avec la France, bien que les relations diplomatiques avec ce pays eussent été rompues. J'ai expliqué en peu de mots comment les circonstances nous avaient imposé ce conflit fâcheux. Nous avons évité, tous les deux, les arguments inutiles. Alors j'ai osé recommander à la considération de son Excellence le cas de nombreux sujets britanniques échoués à Carlsbad, à Vienne et à d'autres endroits le long du pays. J'avais déjà été en correspondance avec lui à ce sujet, et son Excellence a pris note de ce que j'ai dit et m'a promis de faire ce qu'il pourrait pour les faire partir, une fois la mobilisation terminée. Le Comte Berchtold consentit à ce que M. Phillpotts, jusqu'alors consul britannique à Vienne sous le consul général, Sir Frederick Duncan, restât à l'Ambassade en qualité de Chargé des Archives. Il a supposé qu'un privilège pareil ne serait pas refusé en Angleterre, si on le demandait, de la part du Gouvernement d'Autriche-Hongrie. J'ai pris congé du Comte Berchtold avec un sincère regret, car j'avais reçu de son Excellence, dès le jour de mon arrivée à Vienne il y avait à peine neuf mois, plusieurs marques d'amitié et de considération. En le quittant je l'ai prié de présenter à l'Empereur François-Joseph mes hommages les plus profonds et d'exprimer en même temps à Sa Majesté mes souhaits qu'elle survivrait à cette triste époque, la santé et la vigueur intactes. Le Comte Berchtold a eu la bonté de se charger de mon message.

Le Comte Walterskirchen, du Ministère des Affaires Étrangères austro-hongrois, fut chargé le lendemain de m'apporter mon passeport et de me communiquer les dispositions qu'on avait prises pour mon départ, qui devait avoir lieu le soir (le 14 août). Pendant la journée la Comtesse Berchtold et d'autres dames de la haute société viennoise sont venues à l'Ambassade dire adieu à Lady de Bunsen. Nous sommes partis à sept heures du soir par train spécial pour la frontière suisse. Aucun incident malencontreux ne s'est produit. Le Comte Walterskirchen est venu à la gare, de la part du Comte Berchtold. Le voyage a été nécessairement prolongé, à cause de l'état encombré des voies ferrées. Le 17 août, nous sommes arrivés de bonne heure à Buchs, sur la frontière suisse. Au premier point d'arrêt les troupes en train de s'embarquer et les fonctionnaires du chemin de fer ont poussé des huées et ont jeté des pierres, mais nous n'en avons éprouvé aucun inconvénient. Aux autres gares principales sur la route on avait pris des précautions suffisantes pour nous protéger contre toute molestation et aussi pour nous donner à manger. Je n'ai pas ressenti le moindre doute que le Gouvernement d'Autriche-Hongrie n'ait désiré que le voyage fût accompli dans les conditions les plus favorables possible, et que je n'aie reçu,

lors de mon départ, que toutes les marques de considération dues au représentant de Sa Majesté. J'étais accompagné de ma propre famille et du personnel entier de l'Ambassade. Je voudrais exprimer à ces derniers mes remerciements les plus sincères de leur zèle infatigable et de leur appui efficace pendant ces jours pénibles. Le Gouvernement suisse, lui aussi, a montré de la courtoisie en prenant toutes les dispositions nécessaires à notre confort pendant le voyage de la frontière à Berne, et après un séjour de trois jours, plus loin à Genève, où le Gouvernement français, à l'instance de Sir F. Bertie, avait pris toutes ses dispositions pour nous transporter le plus tôt possible à Paris. Le matin de samedi 22 août, nous sommes arrivés en Angleterre.

Veillez, &c.

MAURICE DE BUNSEN.




---

o

LONDRES :  
 IMPRIMÉ AU FOREIGN OFFICE  
 PAR HARRISON AND SONS,  
 IMPRIMEURS ORDINAIRES À SA MAJESTÉ.

---

1914.



**Biblioteka**

*51516/2*

**Naukowa**